

maine de la prodiferation inconhairest a identifier tous les labois weight of a descrimental. departement de chimie de l'uniinde toenings thest times a me parate, an effect due la biogue ochur a me effect due la biogue je Cheserunde das broquicen fe

La docouprate des concogenes ; m in Mounts a tentimented condurfes (119 militimipie 1885) A parsons 19821 Part represent Brus con terting detenting stated marious is the measured de the arte she in completed to vote de b

the superior on a name du case a production of many and treaton his criticis straines by the attention of the that comme senlabore à crem des dans les ens disconstantia decreament le po-Section of east electric for the fat in Ships research clause books has collules a etal (memoran) as at conduct les hanchunges it in experiment que le more and in that remailing non has de A productions of non-labelance nospaties retain the in the faction caces. layer with party cables of other published Mantagionement of the time les of

in describerto amoração dos langet atar comultarement de poghaines policipation its rough Service of Nation is Local contained mas and other fleue bestarnique, M. Machaset Venderhald and Imperal Carlein Historica Colors to Links alpin semiennificzon constitutionalizacje ga discountry in

Reservation to 11 in substantings let statement property the monthly in carries Consider material arrestation in the second proportion of the managery guidage from the pair of their conference.

DESCRIPTION LAMBIOTTE

Att Commercial Control States et gas authoritan solo signification a Segui Petromi

REPLI DU DOLLAR: 7,61F

Te tempredi l' jui the war three ver to deller out to real three to the total 41 A Paris, de ", red b a un peu plante

A la writte the work would be plus great anime sagnati our les places linances

. M. Maria Police Station parties again which since for a laws Agree le Mamile Mar. M. Paris Mite rest sure to distance of a con-Print of Print of the other standards A series of the MARK UN HAR THE MARKET The Arter of the Control of the State delation the terms M North H I DE Month of Page 19 Section 25 The second secon March 1 Section 1985 Marie and the second second end of the second of the secon 41 37 - 27 - 3 - 7

MENSATTI !

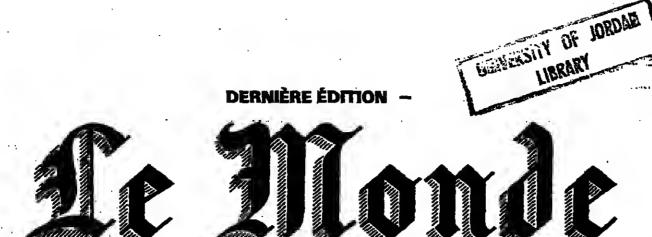
→ 2 + 1 5 ±

regional and

Administration of

Courses 1997





AVEC LE SUPPLEMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE - Nº 11953

4,80 F

DIMANCHE 3-LUNDI 4 JUILLET 1983

5, rue des Italians 75427 Paris Cadex 09 - Tél. : 246-72-23

Hépatite B: qui gagnera la guerre des vaccins?

SIDA et vaccin hépatite B, la polémique qui fait rage risque d'avoir des conséquences négatives sur l'avenir d'un produit français qui peut prétendre à la conquête d'un marché mondial.

La polémique a ses dangers. Elle a aussi ses mérites. Il y a quelques jours, alors que le « club international » de l'hépatite se retrouvait à Paris pour certifier que les vaccins français et américain ne comportaient aucun risque de transmissinn du SIDA (1] (le Monde des 27, 28 et 29 juin), l'information est venue d'où on ne l'attendait plus : « Le vecon contre l'hépatite virale de type B fabrique par la firme américaine Merck Scharp and Dohme, a déclaré le professeur Jacquas Dangoumeau, directeur de la pharmacie et du médicament se secrétariet d'Etet à le senté, sera prochemement ntorise a être mis en sente e

France, 3 redire : la commission française d'autorisation de mise sur le marché avait donné, l'an demier, un avis favorable à la demande formulée par Merck ; le contraire eût d'ailleurs été surprenant, ce vaccin ayant obtenu, fin 1981, son visa pour le marché américein de la très sévère Food and

Drug Administration. Dens las miliaux bien informés, on ne cachait pas toutefois une vive surprise. Un dispositif officieux avait en effet été décidé pour protéger l'Hexagone. Son objectif : soutenir le vaccin de l'Institut Pasteur Production (I.P.P.) et défendre les couleurs françaises dans une compétition scientifique et commerciale aux enjeux considérables.

JEAN-YVES NAU. (Lire la suite page 9.)

(1) Le 1ª juillet, l'Organisation mondiale de la santé abondait dans le même sons. A Genève, en estime qu'une interdiction des ventes de vaccin contre l'hépatite n'est pas, pour l'instant, justifiée.

Le guêpier tchadien

Cinquante tonnes d'armes par jour. Des moyens considérables. des « experts civils » ; sans engager directement l'armée française dans le guépier tchadien. La marge de manœuvre de M. Mitterrand est mince.

Huit jours après la chute de Faya-Largean aux mains des tronpes de la coalition dirigée par l'ancien président Goukouni Oueddel et soutenue par la Libye, le Tchad connaît l'accalmie fébrile des veillées d'armes.

La colonne de rebelles dont la descente vers Abéché avait été annoncée semble s'être évanouie dans la nature et, fante de moyens de repérage précis, il est très diffi-cile de suivre la progression des rebelles. On peut penser que, après la prise de Faya-Largeau, les assaillants ont besoin de marquer un temps d'arrêt pour se regrouper et se réapprovisionner. Leurs problèmes logistiques se compliquent car ils s'éloigent de plus en plus de leur base arrière.

Le colonel Khadafi, principal allié de M. Gonkouni Oueddel, attend peut-être de mieux mesurer l'ampleur de l'aide que reçoit le gouvernement de N'Djamena, avant de se lancer à corps perdu dans une nouvelle aventure dont Misue demente incertaine. Sa visito an poi Hassan II, au moment où le Maroc laisse enten-

troupes aux côtés de celles de d'assaut SIG de fabrication M. Hissène Habré, peut indiquer que le dirigeant libyen se pose quelques questions.

Du côté gouvernemental, on se réorganise après la sévère défaite subie à Faya-Largeau, au cours de laquelle les troupes de N'Djamena auraient perdu à peu près un millier d'hommes, dont 700 à 800 prisonniers. Ceux-ci sont surtout d'anciens soldats du colonel sudiste Kamongué, qui le quittèrent pour se rallier aux FAN en septembre 1982, Les éléments qui ont pu décrocher au moment de l'attaque seraient en cours de regroupement à Koro-Toro, Salai

L'aide de Paris, dont le silence an lendemain de la chute de Faya-Largeau avait vivement inquiété les dirigeants tchadiens, se fait maintenent massive. On peut évaluer à 50 tonnes-jour le matériel livré à N'Djamena, et des rotations à ce rythme seraient prévues encore au moins pour deux

Ce-matériel est moderne et de 5 II comp



suisse, des mortiers de 120 millimètres à tir rapide, de nombreux lance-roquettes antichars, des centaines de milliers de cartouches de 7,62, des moyens de transmissions indispensables dans un pays nu ils font eruellement défaut, des équipements pour les combats de nuit (fusées éclairantes) et des rations alimentaires. La livraison de blindés, A.M.L., véhicules de transports de troupes, a déjà commencé et devrait s'accélérer dans les jours à

FRANÇOISE CHIPAUX. (Lire la suite page 6.)

SYRIE-ARAFAT

Épisode ou épilogue d'une longue querelle? (Page 3)

ALGÉRIE

Ramadan: la levée du «couvre-feu»

(Paga 4)

THAILANDE

Les enfants « placés » de Bangkok

(Page 4)

U.R.S.S.

Miracles à Moscou (Page 5)

DÉCHETS INDUSTRIELS

Dans la poubelle de Herfa-Neurode

(Page 11)

MUSÉE

Le mal du Louvre

(Page 12)

Dans « le Monde Dimanche » quatre pages de radio et de télévision

Corse sur tous les fronts

Attentats en série en Corse : les indépendantistes entretiennent la peur tandis que l'enquête sur l'affaire Orsoni s'oriente plus nettement vers le banditisme à façade politique.

De notre envoyé spécial

Ajaccio. - Il ne s'agit plus de ces brusques coups de folie auxquels la Corse est habituée; ni même de violence politique calcu-

L'île se retrouve plongée depuis trois jours dans un climat de tension tous azimuts, apparemment sans cause logique. Comme si les poseurs de bombes rompaient subitement avec leur stratégie, mus simplement par un besoin de fuite en avant. .

Comment justifier, alors que la saison touristique s'annonçait déjà fort médiocre, que des clandestins s'en prennent, sans prévenir la Corse par une campagne d'action politique, aux installations de loisirs de l'île? Oue soient visés un tennis-club, des voitures Méhari destinées aux clients du Club Méditerranée et des voitures par-

ticulières non immatriculées en Corse? Il y a la une formidable provocation, moins à l'égard des touristes enx-mêmes - il est déià arrivé que des voitures continentales soient visées - que de ces milliers de Corses qui vivent de la scule industrie à peu près rentable

A n'en pas douter, les nationa-listes n'ont pas digéré la perte de leur influence durant le séjour du chef de l'État en Corse. Comme ils n'ont pas accepté le soutien apporté par M. Mitterrand au «statut particulier» et aux élus des partis classiques.

Quelqu'un dans l'ombre a en tout cas décidé de transgresser un des plus forts interdits de l'île : la paix des bombes, la modération des attentats durant la belle saison, principal moment de richesse

Il y a peut-être plus grave : les clandestins nationalistes paraissent décidés à diriger leurs coups à nouveau vers des cibles délaissées ces derniers mois : les symboles de la présence de l'État en Corse

Dans la nuit de jeudi à vendredi, d'abord, la gendarmerie d'Oletta (Haute-Corse) avait été mitraillée et endommagée par une explosion dont le souffle avait légèrement blessé nne jeune femme. Quelques heures plus tôt, une vedette des affaires maritimes, ancrée dans le vieux port de Bastia, avait été coulée par une charge d'explosifs, et un autre attentat avait endommagé une voiture de la gendarmerie, touiours à Bastia.

Vingt-quatre heures plus tard, le même scénario, ou presque : la sous-préfecture de Sartène et la gendarmerie d'Olmeccia (Corse

du-Sud) ont été endommagées, dans la nuit de vendredi à samedi, par des explosions. Toutes ces opérations nocturnes

sont cependant davantage explicables que les cibles touristiques. Elles paraissent découler directement de l'optinn prise dans l'affaire Orsoni par le courant légal des indépendantistes, la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.), depuis la disparition et l'enlèvement probable, - le 17 juin, de son militant Guy Orsoni et l'inculpation de sept personnes liées au grand banditisme corse. Le mouvement séparatiste accuse en effet, avec une virulence chaque jour accrue, le gouvernement d'avoir eu recours au service de « truands » pour liquider certains responsables nationalistes ». Répétéc, martelée à longueur de meetings et de communiqués, cette thèse, avancée sans preuve ni élément d'information, est désormais relayée sur le terrain par les clandestins. Elle repose essentiellement sur la venue en Corse, le 18 juin, de M. Joseph Franceschi et l'aller et retour à Paris de M. François Giaccobi (M.R.G.), président du conseil général de la Haute-Corse, les deux « àmes du complot » qui auraient recruté, avec l'aide d'agents des services spéciaux, des truands classés à droite, liés même, pour certains, à l'ex-SAC, pour faire disparaître le jeune militant nationaliste ...

Malgré la discrétion des policiers et la protection du secret de l'instruction de la part des magistrats, c'est évidemment une tout antre hypothèse qui filtre peu à peu de l'information judiciaire et de l'enquête.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 10.)

M. PIERRE MAUROY invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde»

Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, sera l'imité de l'émis-sion hebdomadaire le « Grand Jury R.T.L.-le Monde» dimanche 3 juillet de 18 h 15 à 19 h 30. Jury R.T.L.-le Mondes dimanche
3 juillet de 18 h 15 à 19 h 30.
Le chef on gouvernement répondra aux questions d'André
Passeron et d'Alain Rollat du
Monde, et de Paul-Jacques Truffant et de Gilles Leclere de
R.T.L., le déhat étant dirigé par
Alexandre Balond.

Huit mois pour refaire l'Europe

L'Europe repousse de sommet en sommet les décisions indispensables sur le financement de ses activités. Ces atermoiements ne peuvent se prolonger au-delà du printemps prochain.

L'après-Stuttgart est com- ont accepté sans contrepartie pour décider quel visage donner à la Communauté. L'exercice n'ira pas sans affrontements sérieux entre la France et le Royaume-

Notre diplomatic européenne a devant elle des jours difficiles. Les ministres des affaires étrangères se réunissent le 8 juillet pour préparer une négociation qui s'annonce très dure et doit aboutir au printemps prochain. Elle mettra en cause la survie de la politique agricole commune. Entre temps, un conseil européen aura lieu le 6 décembre à Athènes. Au conseil européen de Stuttgart, les Français, suivant la voie indiquée par le chancelier Kohl, ont accepté d'accorder au Royaume-Uni une compensation de 750 millions d'ECU (1 ECU = 7 francs) pour réduire sa contribution nette au budget européen de 1983. Ils

mencé. Les Dix ont moins d'un an explicite et se trouvent de la sorte mal armés pour s'assurer en particulier que la Communanté disposera au printemps prochain des crédits nécessaires à l'augmentation des prix agricoles. « Impasse sur les prix agricoles? Imprévoyance? . Ce sont des propos souvent entendus, y compris dans les rangs de l'administration française. Une chose est certaine : la négociation concrète reste à faire. Elle sera rude.

Il semble que Paris ait été acquis d'entrée de jeu au postulat que Stuttgart était un conseil européen allemand. L'entente franco-allemande, jugée essentielle, aurait souffert d'un éclat suscité par la France. Or Mª Thatcher avait fait savoir des ressources propres avant qu'elle entendait voir préciser les intentions du conseil à propos de sur les économies possibles soit la contribution budgétaire britan- accompli ? Au reste, jusqu'à un

nique, mais qu'elle refuserait de prendre tout engagement concernant l'augmentation des ressources financières de la C.E.E. Selon elle, moyennant des économies sur le plan agricole, la Communauté peut s'en dispenser. Les Allemands, qui initialement défendaient une position analogue, avaient bougé dès avant Stuttgart, retenant l'idée d'une augmentation des ressources de la C.E.E. Mais en la subordonnant à une réduction des dépenses de la PAC ainsi que des autres politiques communes.

Le chancelier, vis-à-vis de sa propre opinion publique, se trouvait dans une situation embarrassante : comment faire pression sur M= Thatcher pour qu'elle accepte l'idee d'un accroissement même que l'exercice de réflexion

enx-mêmes ne considérnient qu'avec réticence l'idée d'une angmentation mal maîtrisée des ressources propres. Comme les Allemands, ils redoutaient que s'opère une inflation de dépenses PHILIPPE LEMAITRE.

passé très récent, les Français

(Lire la suite page 15.)

AU JOUR LE JOUR

On n'arrête pas le commerce ! Les organisateurs du Tour de France envisagent, pour une prochaine année, de faire courir au Japon la première étape de la Grande boucle. Une societé nippone étudie le projet.

Ce pauvre Tour qui, à quatrevingt ans, a besoin de béquilles, y gagnerait en devises ce qu'il y perdrait en fierté hexagonale.

Tour

Pourquoi se limiter à la première étape ? Il faut aller plus loin et prévoir une arrivée triomphale sur les Champs-Elysées transportes à Tokyo et cédés au meilleur prix. On ne vendralt les Alpes et les Pyrénées qu'en cas de besoin.

BRUNO FRAPPAT.

Dates

RENDEZ-VOUS

- 3 juillet. Danemark: Visite de M. George Bush, viceprésident des États-Unis.
- 4 juillet. U.R.S.S.: Visite de M. H. Kohi (jusqu'an 8).
- 4 juillet. Suisse : Réunion curopéenne préparatoire de la conférence de l'ONU sur la Palestine à Genève.
- 5-6 juillet. Irlande: Visite de M. Bush.
- 6 juillet. Espagne: Voyage officiel de M. Papandréou (jusqu'au 8).
- 7 juillet. Islande: Visite de M. Bush.
- 8 juillet. Luxembourg : Réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères sur le financement futur de la C.E.E.
- 10 juillet. Hongrie: Voyage de M. Pierre Mauroy.

Sports

- 3 juillet. Tennis : Finale du tournoi de Grande-Bretagne Wimbledon
- 3 juillet. Motocyclisme Grand Prix de Belgique à
- 4 au 10 juillet. Handi-sport : 1 de Jeux européens des handicapés physiques à Paris.

Le Monde

5, rue des Italieus 75427 PARIS CEDEX 09 ABONNEMENTS

341 F 554 F 767 F 986 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 601 F 1 674 F 1 547 F 2 020 F ÉTRANGER

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 634 F 887 F 1 140 F

454F 779F 1 105F 1 430F Par vole aérienne Tarif sur demande, Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudrant bien joindre ce chèque à lour demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins Joindre la dernière bande d'envoi à Veuillez ayoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LES TARIFS DU MONOE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA: Merce, 3.50 dhr.: Tunisie, 300 m.: Allestagne, 1.60 DM: Autriche. 15 sch.; Seigleye, 26 fr.: Canada, 1.10 \$: Cos-c*tvoire, 340 fc FCFA; Dememurk, 6,50 Kr.: Espagne, 100 pes.; E-U., 35 c.; G.B., 50 p.: Grèce, 85 dr.: Irisande, 50 p.: Isale, 1.200 L: Lissembourg, 27 f.: Norvège, 8,50 Kr.; Pays-Bes, 1,75 fl.: Portugal, 60 esc.; Sénégal, 340 f CFA; Suède, 7,75 kr.; Suèses, 1,40 t.; Yougosinvis, 130 nd.

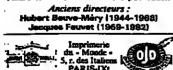
5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 THEX MONDPAR 650572 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél.: 246-72-23

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE **UNE SÉLECTION** HEBDOMADAIRE

Ü

ment destinée à ses lecteurs résident à l'étranger Exemplaires spécimen sur demande

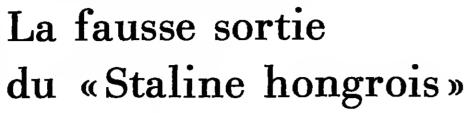
Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : André Laurens, directeur de le public



Reproduction interdite de lous articles Commission paritaire des journaux

et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

IL Y A TRENTE ANS, IMRE NAGY CONTRE RAKOSI...



Ce jour-là, samedi 4 juillet 1953, les 298 députés de l'Assemblée nationale hongroise sont réunis au grand complet dans l'immense palais du Parlement au bord du Danube, bâtiment de style composite juxtaposant des motifs byzantins, vénitiens et gothiques. Appartenant à une chambre d'enregistrement sans ancun pouvoir depuis la liquidation des partis non communistes. ces parlementaires respectueux des rites soviétiques ont continué de ponctuer les discours officiels d'applaudissements cadencés. Mais, aujourd'hui, il en va autrement. Le nouveau président du conseil n'a pas encore terminé son allocution que les parlementaires bondissent sur leurs pieds et qu'éclate une longue tempête d'applaudissements. Retransmis à la radio, le discours est aussitôt connn dans le pays et bien au-delà des frontières de la Hongrie.

Le programme gouvernemental que présente Imre Nagy erée cette bruyante surprise. L'un des passages les plus étonnants du texte est celui ayant trait à la liberté des citoyens. « Il est des gens, dans ce pays, qui ont subi des injustices. L'internement élevé à la hauteur d'une Institution est un grave abus. L'internement doit être aboll, et tout le monde doit pouvoir choisir librement le lieu de son travail. » Imre Nagy annonce la fin de l'industrialisation à outrance et de la collectivisation forcée. Il laisse entendre que les artisans et les petits commercants seront autorisés à rouvrir leurs boutiques, promet d'être « patient et tolé-rant » à l'égard de la religion. A l'époque, on n'est pas babitué, en Europe orientale, à un tel lan-

Avec les autres pays de démocratie populaire, la Hongrie est totalement alignée sur l'U.R.S.S. Personne n'ose parler des méfaits de Matyas Rakosi, satrape de Moscou à Budapest, objet d'un culte en tous points semblable à celui dont s'entourait son idole et maître, Joseph Staline.

Mais Staline est mort le 5 mars 1953: ses successeurs annoncent quelques semaines plus tard la fin du cumul du poste de secrétaire général et de la présidence du conseil, et parlent d'établir une direction collective.

Le « quadrige moscovite »

A Budapest, à la veille de la réunion de l'Assemblée nationale, on a appris le profond remaniement de l'appareil du parti, qui reflète les changements survenus à Moscou. Le secrétariat général est supprimé, et Matyas Rakosi abandonne la présidence du conseil. Parmi les personnalités éliminées du bureau politique figurent plusieurs des dirigeants les plus connus, comme Mihalv Farkas, responsable des forces armées et des affaires de sécurité, et Jozsef Revai, principal idéologue. Avec Erno Gero, « patron » de l'économie, et Matyas Rakosi lui-même, ils composent le tristement célèbre « quadrige mosco-vite », tenu pour responsable par l'opinion publique des crimes et des erreurs de la période stali-

Avant le discours d'Imre Nagy, il était impossible d'apprécier la portée du remaniement an sein de la direction du parti. D'autant moins que le texte publié à l'issue de la réunion du comité central se garde bien d'en donner des explications. Et pour cause...

Deux semaines plus tôt, le 13 juin exactement, une délégation des six membres du parti bongrois (le « quadrige », plus Imre Nagy et Istvan Dobi, chef de l'État en titre) est convoquée dans le plus grand secret et de toute urgence au Kremlin, pour y rencontrer les membres du présidium du « parti frère » soviétique. Au cours de la réunion. Khrouchtchev, Mikoyan, Molotov, Malen-

kov et Beria accablent Matyas Rakosi d'accusations et de reproches. Sa politique économique est taxée d'« aventurisme », le pays décrit comme étant an bord de la catastropbe, les méthodes utili-sées par la « clique dirigeante » sont qualifiées d'« arbitraires » et de « contraires à la légalité socialiste ». Rakosi promet de « tout réparer » et accepte la désignation d'Imre Nagy au poste de pré-

Vieux communiste, émigré à Moscou pendant la guerre, spécialiste des questions agricoles, Nagy devient donc le « candidat » des Soviétiques. Sa relative popularité auprès de ses compatriotes est due à son passage, après la guerre, à la tête du ministère de l'agriculture, chargé de l'application de la réforme agraire et distribuant done la terre aux paysans.

sident du conseil.

La fièvre des paysans

cret - de la délégation à Budapest se produit le soulèvement de Berlin-Est. La situation en R.D.A. et les signes de mécontentement en Tebécoslovaquie confirment la conviction des dirigeants du Kremlin de l'urgence de réformes, pour éviter toute nouvelle explosion de la colère populaire en Europe de l'Est, cette fois en Hongrie. Les Soviétiques ne sont pas dupes : ils connaissent la valeur des 98,2 % de voix qui se sont prononcées, un mois plus tôt aux élections, en faveur de la liste conduite par Matyas Rakosi.

Moscon s'impatiente et réclame la réunion du comité central du parti hongrois. Le plénum des 27 et 28 juin tient largement compte des « recommandations des camarades soviétiques ». Mais le communiqué publié dans la presse et lu à la radio n'est qu'un résumé édulcoré des tra-VAUX.

Les apparatchiks comme les

savent pas que la résolution est accablante pour Matyas Rakosi, désavoué par ses pairs. Pourtant, le premier secrétaire réussit, en dernière minute, à limiter les dégâts. « Donner trop de publicité aux conclusions de nos travaux, explique-t-il à ses camarades du comité central, c'est encourager les ennemis de notre régime qui profiteralent ainsi de nos faiblesses. » Manœuvre habile, mais peut-être en ce moment le « meilleur disciple hongrois de Staline » est-il déjà au courant du règlement de comptes engagé dans les coulisses du Kremlin entre Khrouchtchev, soutenu par la majorité du présidium, et Beria, ministre de l'intérieur et chef de la police politique, dont les jours sont comptés.

Quoi qu'il en soit, Imre Nagy, à qui le comité central confie l'élaboration d'un nonveau programme gouvernemental, partage le point de vue de Rakosi. La réson du comité pas publiée. Et au lendemain de cette réunion pourtant décisive pour l'avenir du pays, le 30 juin, l'éditorial du quotidien du parti (Szabad Nep.) est consacré à la protection de la santé publique, la première page à la moisson du blé et aux méthodes à employer pour éviter les malfaçons en coulant l'acier, comme le signale Miklos Molnarz dans sa Victoire d'une défaite (Fayard).

On imagine l'effet des propos d'Imre Nagy sur les députés de l'Assemblée nationale. Quelques heures après la séance du 4 juillet, une sorte de fièvre s'empare des paysans. Par dizaines de milliers, ils quittent les coopératives agricoles et réclament le partage des terres ; des désordres sont signalés à travers le pays. Les ouvriers attendent des changements rapides à la suite de la réorientation de la politique annoncée au Parlement. Des intellectuels, ceux simples militants, sans parler des du moins qui, pendant les dermillions de non-communistes, sont nières années, étaient les chantres

tenus dans l'ignorance. Ils ne du stalinisme, préparent leur autocritique.

A l'étranger, les milieux politiques se félicitent des changements en Hongrie. A Londres, on affirme que les nouvelles de Budapest confirment avec éclat la prophétie de Winston Churchill entrevoyant, après la mort de Staline, « une puissante fermentation derrière le rideau de fer ». Pour le célèbre éditorialiste américain Walter Lippmann, « l'hégémonie des grandes puissances est en train de disparattre ». L'éditorialiste de l'Humanité cite plusieurs fois Staline et sustige « la presse réactionnaire qui ne manque pas d'attribuer les modifications [de la politique hongroise] à de mystérieuses et rocambolesques révolutions de palais ». Les observateurs occidentaux commentent l'« effacement brusque de Matyas Rakosi », l'un des « grands » du mouvement communiste interna-

d'Imre Nagy

En fait, le «Staline hongrois» n'a pas quitté la scène. On remarque à peiue - grave erreur d'appréciation - que, n'étant plus à la tôte du socrétariat général, poste qu'il occupait seul, il a pour nouveau titre celui de premier secrétaire..., ce qui revient strictement au même, même si deux autres personnages font partie du secrétariat. Or le « numéro un » du parti est, de facto, le « numéro un » du pays. D'ailleurs, trenteans plus tard, dans la plupart des régimes socialistes est-européens, et tout d'abord en U.R.S.S., le chef du P.C. occupera toujours en même temps la première place dans l'appareil de l'Etat.

Matyas Rakosi accepte qu'Imre Nagy s'installe à la tête du gouvernement, mais le pouvoir réel reste en grande partie entre les mains du premier secrétaire. Et c'est ainsi que, le 11 juillet, sept jours après la séance mémorable de l'Assemblée nationale et au lendemain de l'annonce de la liquidation de Beria, qui rejoint à son tour le cortège mandit des « ennemis du peuple soviétique ». Matyas Rakosi prend la parole à une réunion devant les activistes du parti à Budapest.

Dosant savamment paroles rassurantes et propos fermes, il souligne à l'adresse des adversaires du régime qu'aucune agitation ne sera désormais tolérée. Imre Nagy est présent dans la saile. Contraint et forcé - d'aucuns diront par faiblesse, - il avalise le discours du premier secrétaire, qui veut exercer le contrôle sur le P.C. à partir de son bureau de la rue Akademia, à 200 mètres du chef du gouvernement.

La situation se complique. Cet étrange dualisme, unique en Europe de l'Est, juxtapose le pré-sident du conseil et premier secré-taire du parti. Chacun d'entre eux a ses protecteurs au Kremlin

Les nostalgiques du passé parviennent ainsi à retarder la réhabilitation des victimes du staliDessin de ROUIL

nisme qui, arrêtées, torturées et condamnées sous de fausses accusations, croupissent encore en prison: Janos Kadar ne sera libéré qu'en 1954.

Au début de l'année 1955, le courant hostile au changement lance une nouvelle contre-attaque avec l'appui de ses amis soviétiques. Le 9 février. Malenkov est destitué par Khrouebtchev. Dix jours plus tard, un bref communiqué publié à Budapest annonce la « maladie » de Nagy. Puis le président du conseil démissionne, et sa politique est condamnée pour « déviationnisme de droite ». Rakosi est vengé, mais, en fait, la carrière d'Imre Nagy n'est pas

Pendant sa « traversée dn désert », il va devenir bien malgré lui, pour une partie importante de l'opinion, le symbole vivant du « communisme à visage bamain ». A la suite des révélations de Khrouchtchev, au vingtième congrès sur les crimes de Staline, Rakosi devra finalement abandonner le pouvoir en juillet 1956. Les combats d'arrièregarde menés par ses amis vont se poursuivre, facilités par les bésitations, la faiblesse, les contradictions de la direction du P.C. hongrois. On n'évitera pas la tragédie nationale du soulevement d'octobre-novembre 1956. Imre Nagy est alors rappelé par ses amis, mais il est déjà beaucoup trop tard pour maitriser les événements.

....

*

· . . .

C'est une autre bistoire, qui ne fera pas oublier pour autant la première date importante de la déstalinisation.

THOMAS SCHREIBER.

ET TRENTE-CINO ANS APRÈS...

La procédure pour infraction à la loi sur la presse engagée fin mers contre M. Laszlo Rajk (fils de l'ancien ministre de l'intérieur hongrois exécuté en 1948 après un procès forgé da tnutes pièces) et cinq de ses amis s'est soldée deux mois plus tard par une mise en garde. Convoqués à la police les 27 et 28 avril, les contestataires ont été avertis qu'ils devaient cesser toutes activités d'auto-édition, qu'il s'agisse de la fabrication de livres ou de périodiques ou de leur vente, dans l'appartement de M. Rajk.

Le harcèlement des intéressés n'est pas terminé pour autant. Ils avaient eu à subir depuis fin msrs da nombraux contrôles d'identité, la confiscations d'écrits et même la crevaison per des inconnus des pneus de leur voiture. Quelques jours après la clôture de la procédure engagée contre eux, M. Laszlo Raik s'est fait interpeller alors qu'il circulait à Budapest dans son véhicule. Les policiers ont voulu saisir des écrits trouvés dens la voiture. Or M. Rajk révenait de la police, où on lui avait rendu ces écrits, qui avaient été récédemment saisie au cours de perquisitions,

Am. B.





3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/20 15 01, Télex 26600





ume qui, arretees, fortures et ndamnées sous de fausses accutusta, ereufassert encure en prin : James Kallar ne sera libere i'en IV44

Au débot de l'annec 1955, le surant hostile at changement nor une mouvelle contre-attaque see Cappur de ses anns soviets con Le ? l'estrer. Majenkov es patitue par khreinchiches. Du were plus tard, an bret communiue putitié à Budapest annonce la muiadic - de Nays Puis le préident du conseil demissionne et * Politique est condumnée pour destationnismo de dentes lakemt est verge, nam, en fait h arriero d'Imre Nays n'est pa-

Pendant sa - traversce de lisers ., at an descent then make tel from time partie importante de eguinates, to ayenhade visual de t Coleman gertante & bisage menmen . A la suite des résels own de Chronelitcher, an ring admin uningens sur les crimes de festure. Hakens sterra finalemen shambamer le paneur en pelle (446 Les combets d'arrièle gande mones par ses amo vint e pentraneure the different for hoster George In furtilesse, les controdotarme de la direction du Fil har gross, Ch n'i vitora pas la teagede nationale iln veniriemen d'estable modernlug (1990 Imm fleugh est alors expecte par 16 mirrie, struct it out their becauses, Brugt baret gweit itractriert fon erent

C'est une autre fectier quies fern jene en bleet pour autam it premiere date appendents de la distainmet."

THOMAS SCHREIBER.

ET TRENTE-CINQ ANS APRÈS...

Se Beigebeite fein, fegigger A late were the property of the second of th the familiary we rather the continual Temperation can the end that appear wir giran an berge er neuten Begrang of come to start to the feet media deservation and the second Di greder de la companya de la compa September of the profits distribution mant in the first fire Contract of the filter of the file. were the the party but the de

Series Seines Tibita g afteraufaubig. et ha Ruch Le Berrelement des inter Interest her has les as por maters lie as ment of a tast for BUT TO BETTE TO STORE Committee of other transfer of the But the state of t with the time that the more recent the true street of the deal of MARK IN COLUMN CONTRACTOR OF THE REST LET OF THE PARTY OF TH The second secon Service Service Control of the Contr start the in this way The state of the s

AND ASSESSMENT NAMED

Lisez LE MONDE diplomatique

Etranger

BULLETIN

Revirement soviétique à Madrid

Le délégué soviétique à la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe, M. Kovalev, a causé une agréable surprise. Il s'est dit prêt, le la juillet, « à travailler dans le cadre de la proposition du gouvernement espagnol. pour parvenir à un document « mutuellement acceptable » et mettre ainsi le point final au laborieux exercice diplomatique qui continue depuis bientôt trois ans dans la capitale espagnole.

Dès le 15 mars, les trente cinq délégations de Madrid étaient saisies d'un projet de texte mis au point par les huit pays européens neutres ou non alignés. Les Occidentaux avaient insisté pour rendre ce document un peu plus contrai-gnant dans le domaine qui leur tient le plus à cœur depuis l'ouverture du « processus d'Hel-sinki », il y a près de dix aus : celui des libertés fondamentales et des contacts humains. Après trois mois de vaines tractations, M. Gonzalez; premier ministre esnagnol, ayait convoqué les délégues pour tenter un « quitte ou

Sa proposition de compromis domait assez largement satisfaction à Moscon en excluant un amendement occidental qui pré-tendait bannir le brouillage des émissions radio. Il retenait l'idée d'une conférence d'experts sur les contacts humains, mais celle-ci n'est de toute manière pas envisagee avant 1986. Eufin, si la en Europe n'est prévue qu'en janvier 1984, soit plus tard que ce que demandait Moscou, sa préparation pourra commencer dès octobre, donc avant la mise en place des missiles américains ен Енгоре.

Pourtant: alors que les Occidentaux et les neutres acceptaient la proposition espagnole, la première réaction soviétique avait déçu tout le monde. Faisant écho à une déclaration de M. Andropov, en mai, selon lequel le document initial des neutres était le maximum que pouvait consentir son pays, M. Kovalev s'était dit incapable d'accepter « tout amendement supplémentaire des pays de l'OTAN » (une organisation dont l'Espagne fait partie depuis un an). Cette position, en laquelle certains avaient yn me retombée du blocage politique constaté à Moscou depuis quel-ques mois et du raidissement quasi général qui en résulte en politique étrangère, était d'autant plus difficile à tenir que certains alliés de l'U.R.S.S., la Hongrie et la Roumanie notamment, étaient à l'évidence plus favorables à la proposition espa-

La concessiou soviétique d'anjourd'hui, à la fois nécessaire et pen coûteuse, devra, certes, être transformée. En parlant de la nécessité d'« efforts conjoints » pour parvenir à un résultat, M. Kovalev a donné à penser qu'il entend encore modifier la proposition espagnole, tandis que le département d'Etat rappelait que, à ses yeux, « des problèmes d'importance subsistent ». Ainsi, malgré l'indéniable succès remporté par la diplomatie espagnole, on n'en est pas encore, loin de là, à la reprise de la « détente »,

LA TENTATIVE DE RECONCILIATION ENTRE M. ARAFAT ET LA SYRIE

Episode ou épilogue d'une longue et sanglante querelle?

ques heures dès l'entrée de l'armée régulière syrienne an Liban. Aujourd'hui, M. Arafat

n'est plus le dirigeant incontesté qu'il était en 1976. La dissidence

aa sein du Fath a porté un coup

sévère à son prestige et a affaibli

l'instrument qu'il avait forgé pour assurer son autorité nu sein du

mouvement palestinien. En outre,

la rupture entre le président Assad et M. Arafat n'avait jamais

été aussi profonde. Durant la guerre civile libanaise, le chef de

l'Etat syrien n'avait jamais coupé les ponts avec le président de l'O.L.P., qui était reçu à Damas an plus fort des combats, avec

de chef de la résistance palesti-nienne. Enfin et surtout, l'O.L.P. n'a jamais été aussi dépendante

de Damas pour sa survie depuis

qu'elle a perdn sa base territoriale

Tout récemment encore,

M, Arafat avait admis ce fait en

déclarant, au cours d'une réunion

à buis elos du Conseil national

palestinien d'Alger, qu'il ne serait

pas grand-chose sans le sanctuaire

que la Syrie offre à l'O.L.P. aux

frontières d'Israel. - Je vous le

dis sans honte, avait-il ajouté : si

le gouvernement de Damas devait

m'expulser par la porte, je

reviendrais par la fenêtre. Et si cette dernière devait être ver-

rouillée, je percerais le tuonel qui me réintroduirait en Syrie!» On peut maintenant s'interroger sur les raisons qui ont poussé le diri-geant palestinien à étaler sur la

place publique ses griefs contre la

Syrie, provoquant ainsi l'épreuve

de force avec Damas, et quel sera le prix qu'il sera amené à payer pour pouvoir se réintroduire à

En tout cas, M. Arafat n'est

pas l'homme aux abois que cer-

tains dépeignent. Il dispose encore

de nombreux atouts au sein du

mouvement palestinien, dont il

demeure le symbole et la figure

de proue dans l'arène internatio-

nale. Sa disparition, qui entraîne-

rait inévitablement l'éclatement

de l'O.L.P., serait un coup dur que peu de Palestiniens sont prêts

à accepter, même s'ils jugent. comme MM. Habache et Hawat-

mch, ces deux autres dirigeants

historiques de l'O.L.P., que de

graves erreurs ont été commises

Un autre élément, et non des

moindres, qui milite en faveur de

ce dernier, est l'ubsence de toute alternative raisonnable. Les dissi-

dents dn Fath ne constituent pas

une solution de rechange, surtout

après l'expulsion de M. Arefat de

la capit [le de la Syrie, un mau-

miné leur crédibilité en les présen-

JEAN GUEYRAS.

d'agents de Damas.

Moscou demandait dès 1978 la prise en compte

sous le règne de M. Arafat.

au Liban, il y a environ un an.

M. Yasser Arafat surviva-t-il politiquement à la crise que son organisation tente de régler entre Damas et PO.L.P.? Malgré la fragilité de la position du dirigeant palestinien, qui traverse actuellement la phase la plus critique de sa carrière politique, une telle éventualité ne peut être exclue a priori.

L'histoire récente de la région est remplie de querelles entre Arabes apparemment irréducti-bles, qui se sont terminées comme par enchantement par des l'épreuve de force paramsait certaine. La guerre syro-palestienne, qui, en 1976, était venne se gref-fer sur la guerre civile libanaise, n'a-t-elle pas elle-même abouti à la miraculeuse réconciliation de Ryad en octobre de la même année entre le président Assad et M. Yasser Arafat, alors que ce dernier venait de subir sur le terrain une cinglante défaite mili-

Le miracle de Ryad se répétera-t-il en 1983 ? Pour pouvoir esquisser une réponse à cette question, il est nécessaire d'établir un parallèle entre le conflit qui oppose actuellement le président de l'O.L.P. an chef de l'Etat syrien et celui, bien plus grave, qui avait opposé en 1976, en marge de la guerre civile liba-naise, les deux «frères ennemis» syrien et palestinien. A l'origine de ces deux crises - la seconde est d'ailleurs le prolongement de la première après une trève de près de sept ans - se trouve un conflit d'intérêts apparemment insoluble. Se proclamant « la prolectrice naturelle des Palestiniens et la garante de leur sécurité », la Syric bassiste n'a jamais toléré la prétention » de M. Arafat de préserver l'indépendance de la décision palestienne», c'est-àdire le droit des Palestiniens à mener leur propre politique sur la scène internationale, en particulier arabe, selon les intérêts de

Le président Assad, qui entend être le maître du jeu, estime que le problème palestimen ne peut être isolé de l'ensemble de la « cause arabe », dont il se croit le défenseur lucide et intransigeant. En d'antres termes, les Palestiniens n'ont pas le droit de compromettre, par leurs actions, les intérêts des Arabes en général et de la

Syrie en particulier. Durant les premiers mois de la merre civile libanaise, le chef de l'État syrien avait appuyé discrètement le camp palestino-progressiste en hui fournissant armements et soutien logistique pour lui permettre de résister aux forces chrétiennes. Il ne souhaitait pas pour autant une victoire de la ganche libanaise, mais entendait maintenir un équilibre savant entre les parties en conflit pour lui permettre de jouer aux arbitres et consolider ainsi son influence an Liban. Aussi voyaitil d'un mauvais ceil l'alignement de plus en plus prononcé des Palestiniens sur les positions du Mouvement national libanais, préside par M. Kamal Joumblatt, alors engagé dans une lutte à mort contre les forces de la droite chré-

L'intervention de 1976

Estimant, vers la fin de 1975, qui l'équilibre des forces sur le terrain risquait d'être rompu en faveur des palestino-progressistes, les dirigeants de Damas songent ment à intervenir militairement dans les combats pour s'interposer entre les belligérants et empêcher que l'une des parties ne remporte un avantage décisif. L'intervention syrienne revet d'abord une forme indirecte avec l'entrée an Liban, le 19 janvier 1976, des unités de l'Armée de libération palestinienne (A.L.P.) - encadrée par dus officiers syriens et totalement dévouée à Damas. Théoriquement, ces forces sont appelées à se porter au secours de plusieurs camps palestiniens, dont celui de la Quarantaine, investis par les milices phalangistes. En fait, les unités de PALL.P. avec le concours des milices de la Salka, une organisa-

Syrie, ont pour objectif de mettre an pas l'O.L.P. Elles entrent en action pour la première fois contre les palestino-progressistes le 18 mars, afin de stopper la pro-gression de l'Armée libanaise arabe, alliée à l'O.L.P., vers le palais du président Frangié. evenn le protégé de Damas.

Une guerre de quatre mois Toutes les tentatives dn prési-

dent Assad pour dissocier les

Palestiniens de la gauche libanaise demeurent cependant infructueuses, et, en mai, une confrontation militaire directe entre l'O.L.P. et Damas semble inévitable. Ponr - écarter la menace d'un partition », précisent les dirigeants syriens, qui estiment qu'une victoire de la gauche et des Palestiniens aboutirait à la division du pays. Le 1 juin, les unités de l'armée régulière syrienna – six mille hommes portés par la suite à trente mille, - dont la 3º division blindée, jusque-là tenue en réserve sur le front du Golan, pénètrent an Liban et occupent en moins d'une semaine les départements limitrophes de l'Akkar et de la Bekaa. La guerre syro-palestinienne durera près de quatre mois, Entrecoupée de périodes de trêves précaires et de vaines négociations, elle a été de loin beaocoup plus sanglante et impitoyable que les affrontements actuels dans la

Les Palestiniens n'oublieront pas de sitôt la participation des Syriens au pilonnage de Tellel-Zaatar investi le 12 août par les milices chrétiennes après un siège de cinquante-deux jours.

Fin septembre, l'armée syrienne porte l'estocade à l'O.L.P. et à ses alliés libanais en intervenant dans le Haut Metn, où les palestino-progressistes étaient sur le point de remporter la « bataille de la montagne » contre les chrétiens. Les forces de I'O.L.P. sont désormais à la merci des Syriens. Elles seront sanvées in extremis par le sommet quadri-partite de Ryad (Egypte, Syrie, Arabie Saoudite, O.L.P.) convoqué le 15 octobre par le roi Kha-led d'Arabie Saoudite, qui réconeilie lo président Assad et M. Yasser Arafat.

« Par la fenêtre »

L'histoire ne se répète jamais,

et, en dépit des nombreuses similirudes, la situation actuelle diffère en bien des points de celle qui prévalait en 1976. A l'époque, mal-gré sa défaite militaire, l'O.L.P. avait su garder l'unité de l'essentiel de ses forces. La Safka et l'A.L.P., discréditées par leur allégeance à Damas, avaient été neutralisées en l'espace de quel-

CORRESPONDANCE

de la force nucléaire française A la suite de l'article de Michel Tatu sur la position de la France dans la controverse sur les euromis siles (le Monde du 23 juin), M. de la Ferrière, actuellement chef du protocole au Quai d'Orsay, et qui fut longtemps secrétaire général ad-joint de la défense nationale, nous

écrit : Si l'on va an fond des choses, l'af-faire est assez claire. Les Soviétiques, qui avaient eru pouvoir se féli-citer de voir la France quitter l'organisation militaire intégrée, n'ont pas tardé à déchanter quand ils ont du constater que le général de Gaulle dotait rapidement la France d'une force nucléaire de plus en plus significative. Des lors que cette force était complètement indépendante, dans sa construction comme dans sa mise en œuvre éventuelle, elle permirbait leur dialogue avec les Etats-Unis et faisait peser une incertitude permanente sur leurs calculs strategiques. On sait qu'à Washington, du temps de MM. Kennedy et McNamara, on pensait de même. Une fois le phénomène bien

perçu, ils n'oot ou de cesse de cher-

cher sinon à l'éliminer tout au moins à en diminuer la portée. En somme il fallait ramener la France à son rang, le plus modeste possible, au sein du bloc occidental, ce qui les plaçait en situation de complicité objective nvec certains Américains tentés eux aussi par le partage du monde. Met-tons au crédit de l'Amérique de MM. Nixon et Kissinger d'nvoir compris qu'elle n'evait pas intérêt à se prêter à ce jeu : la déclaration Se-mionov fut formellement rejetée par cux. Sans remonter aussi loin, je puis apporter un témoignage personnel sur la constance avec laquelle l'U.R.S.S. a toujours cherché à imposer à la France, comme aux autres pnissances nucléaires, les

essayant d'y échapper. Chargé à l'époque des affaires stratégiques au Quai d'Orsay, je me tronvais à Moscou en janvier 1978 pour discuter des perspectives de la session spéciale des Nations unies sur le désarmement. Au cours d'un entretien animé avec M. Kornienko, vice-ministre des affaires étrangères, J'ai entendu ce dernier exiger que

contraintes du désarmement, tout en

« nos forces nuclènires fussent prises en compte dans le total des movens occidentaux et soumises à in négociation commune -. (Je reprends ici à dessein les termes em-ployés par M. Giscard d'Estaing dans le Monde du 19 février 1983.) Il en avait été dûment rendu compte au président de l'époque. Celui-ci n'est donc pas fondé à prétendre qu'en soutenant la double décision de l'OTAN son successeur avait pris un « grand risque » et provoque un changement dans l'attitude des Soviétiques à l'égard de nos forces. Ce danger a toujours été présent : c'est affaire de volonté que d'y parer. Certes, si les objectifs ultimes de

l'U.R.S.S. n'ont pas changé depuis une décennie, sa tactique a évolué. Après avoir réclamé l'inclusion de nos missiles dans la negociation stra-tégique globale, elle a fini par demander qu'ils figurent dans la négociation curostratégique. Mais il s'agit bien toujours d'entraver un pays qui, depuis 1958, n'a jamais voulu admettre que la paix du monde passe par l'obéissance aux

Une mission de la dernière chance?

De notre correspondant

Tunis. - Le comité exécutif de l'O.L.P. a opté pour la conci-liation, mais il n'avait guère d'au-tre choix. (Nos dernières éditions du 2 juillet.) Au terme du trente-six heures de délibérations entourées d'un secret rigoureux, le direction palestinienne, qui était réunie à Tunis sous la présidence de M. Yasser Arafat, a constitué vendredi, une commission spé-ciale qui va tenter de mettre un terme aux dissensions interpalesliennes ainsi qu'à la crise avec

Cette commission, porteuse de propositions dont on ignore encore le teneur, devait quitter Tunis rapidement à destination da la capitale syrienne. Conduite par M. Khaled El Fahoum, président du Conseil national (Parlement) palestinien, sa composition semble aveir été soigneusement dosée afin d'évi-ter que les portes ne se ferment devant elle. Elle comprend, en ef-fet, MM. Yasser Abdel Rabbo et Ahmed El Yamani, représentants du F.D.L.P. et du F.P.L.P., mouvements qui conservent de bons rapports avec Damas, et trois personnalités indépendantes sie-geant à l'exécutif, MM. Abdel Mohsen Abou Mayzar, Mohamed El Nachachibi et Ahmed Sedki El Dajjani. Aucun membre du

Le communique publié à l'issue de la réunion paraît aussi avoir été rédigé de façon à ne heurter personne. Certes, les douze des quatorze membres de l'exécutif présents à Tunis ont exprimé leur « tristesse » et leur eprofond regret» à la suite de l'expulsion de Damas de M. Arafat; certes, ils ont souligné que

cette décision est de nature à profitor à l'«ennomi» dana « cette phase dangereuse consécutive à l'accord pméricanosioniste imposé au Libana, mais ils ont surtout insisté sur leur volonté de «normaliser les rela-tions fraternelles» avec la Syrie par le règlement de tous les pro-blèmes en suspens et affirmé leur certitude que «le principe de l'unité des forces de la confrontation arabe et de leur lutte commune primere sur les désaccords marginaux ».

De mêma, le communiqué na porte aucune condamnation de la dissidence au sein du Fath, les dingeants palestiniens se borpour un cessez-le-feu «urgent». Toue «les frères d'armes» dans la plaine de la Bekaa sont ainsi invites à mettre fin à leurs affron-tements et à jeur substituer ϵ le dialogue démocratique qui est une tradition enracinée dans l'histoire de la révolution » afin de consecrer leurs efforts «au combat commun contre l'usurpateur de la patrie».

Cette position très modérée tranche incontestablement avec les récentes déclarations véhé-mentes de M. Yasser Arafat et de certains de ses proches. Mais' suffire-t-ella pour les faire oublier au président syrien, dont dépend désormaia l'évolution de la crise ? Elle devrait en tout cas dégager quelque peu le voie à la commission dépêchée à Dames pour una mission qui pourrait bien être celle de la dernière chance. En attendant ses résultats, la session du comité exécutif de l'O.L.P. demeure cou-

MICHEL DEURÉ.

Situation militaire tendue en Amérique centrale

Les tensions militaires persistent, et augmentent mêma, en Amérique centrale dans le triangle Nicaragua-Honduras-Salvador.

Les autorités honduriennes ont annonce, le vendredi 1º juillet, l'en-voi d'un betaillon d'infanterie légère, en renfort dans la zone frontière avec le Nicaragua où deux journalistes ont été tués la semaine dernière (1) afin, a-t-il été précisé, de protéger les habitants de la région d'autres attaques des forces sandinistes. Au total, mille cinq cents hommes supplementaires ont été envoyés cette semaine vers

vais service rendu à leur cause et Face à eux, le Nicaragua aurait déun véritable pavé de l'ours qui a playé environ quatre mille hommes. Managua, d'nutre part, a, in tant dans le rôle peu glorieux juillet, accusé l'armée hondurienne d'avoir attaque trois postes frontière nicaraguayens dans la département de Nueva Segovia, au nord du pays.

Le ministre de l'intérieur sandiniste, M. Tomas Borge, a assuré qu'un plan avait été mis au point entre les États-Unis, le Honduras et les mouvements somozistes, afin d'entraîner le Nicaragua dans une querre ouverte destinée à renverser le gouvernement révolutionnaire ; des ma-quisards antisendinistes, en uniforme nicaraguayen, s'en prendraient à une ville hondurienne, conduisant Teguc-galpa à déclarer la guerre à Managua et à solliciter le soutien de Washington et de l'Organisation des États américains. «Alors commencerait l'invasion, à partir du nord, du sud et das daux océans », a conclu M. Borge.

Enfin, une activité fébrile règne dans le nouveau camp militaire, installe par les États-Unis à Puerto-Castilla, sur la côte atlantique du Honduras, où des « bérets verts » américains entraînent des soldats honduriens et salvadoriens à la guerre antiguérilla. Cent vingt conseillers militaires de Washington, pour le plupart des vétérans de la guerre du Vietnam, sont chargés, sous la direction du colonel John Mirus, de former, en six mois, deux milin quatre cents soldats salvadoriens. Les recrues honduriennes, éga-lement entraînées à Puerto-Castilla, sont au nombre de cent cinquante

(1) Les autorités honduriennes ont indiqué que les deux hommes out été unés par l'explosion d'une mine sur laquelle est passée leur voiture, et non, comme il avait d'abord été annoncé, en essuvant des tirs d'armes automa

· Un sondage, fait par le New York Times et la chaîne de télévision américaine C.B.S., a révélé, le vendredi la juillet, que seuls 8 % des citoyens des États-Unis connaissaient les positions de leur gouvernement par rapport, respectivement, aux autorités du Nicaragua et du Salvador: sculs 13 % des personnes interrogées savaient que Washington apporte une aide voilée (covert) aux mouvements contrerévolutionnaires, somozistes. Environ 57 % des réponses manifestaient une hostilité à l'envoi des troupes américaines au Salvador, contre 32 % de réponses favorables. - (A.F.P.).

Etranger

LE RAMADAN A ALGER

La levée du « couvre-feu »

Le ramadan, mois de jeûne, d'abstinence et de prière pour les musulmans, s'achève le 11 juillet. Comme dans les autres pays d'Islam, il e été observé par la grande mejorité de la population en Algérie. Avec, entre le lever et le coucher du soleil. quand la privation fait place à la fête, de notables innovations. car les eutorités se soucient de la « qualité de la vie » pendant cette période difficile.

De notre correspondant

Alger. - « Le plus dur, c'est de cesser de fumer », confient beaucoup d'hommes en manque de nicotine depuis l'aube. D'autres redoutent la soif. Neuvième mois du calendrier lungire, se décalant 'd'une dizaine de jours tons les ans par rapport aux mois solaires du calendrier occidental, le ramadan tombe en été depuis plusieurs années. Sauf pour les malades, les voyageurs et les enfants, les boissons sont prohibées au même titre que les aliments, quelle que soit la température. A cause de l'eau que Ton peut absorber par mégarde en nageant, les baigneurs sont rares sur les plages.

Le ramadan, à cheval sur juin et juillet, n'offre cependant pas que des désagréments. « Ce sont les grandes vacances qui commencent plus tot ., admettent bien des Algérois. Des horaires de travail ont été aménages pour la circonstance : de 9 h 30 à 16 h 30. Journée continue », on sc demande ce que ces mots évoquent pour les employés de ban-

qui tombe « au mauvals moment ». Le jour de l'ouverture du jeune, un éditorial du quotidien El Maudjahid n'esquivait pas le problème : « Malheureusement, cette période est considérée comme celle du « farniente » alors même que le Coran appelle le musulman à redoubler d'efforts durant ce mois [...]. Aucun pays ne peut se permettre une chute brutale de la production et de la productivité durant tout un mois. .

Eu principe, l'abservation du ramadan ne devrait pas être incompatible avec les nécessités de l'éconnmie moderne. « Le jeune, qui frappe tant les Occidentaux, n'est pas une fin en soi, nous dit un fonctionnaire. Il n'a de sens que dans la mesure où !! est la preuve d'une maîtrise du corps. Il facilite l'harmonie de l'être humain avec le divin, qui peut se manifester par l'accomplissement plus consciencieux du travail. >

et la sérénité »

Autres façons de se mettre à l'écoute de Dieu : pratiquer l'aumone et le pardnn des offenses. Les vieilles femmes qui attendent la charité publique assises sur les trottoirs du centre d'Alger sont peu nombreuses, mais on en voit davantage pendant le ramadan. La crise du logement est de nature à attiser les querelles familiales ou de voisinage; le mnis sacré est celui nu les passions s'apaisent, au cours des repas qui, à la rupture du jeune, réunissent souvent plusieurs dizaines de personnes autour de la même table. C'est vers 20 h 15 qu'on peut toucher aux plats préparés bien à l'avance. Une grande accalmie dans la cirque somnolant et baillant derrière culation de la capitale précède ce

prendre garde à l'automobiliste retardataire qui fonce, à jeun, vers son domicile.

Riche on pauvre, chacun améliore l'ordinaire pendant le ramadan. Certains Algérois, experts dans la confection on la vente de confiseries, gagnent alors en quatre semaines l'essentiel de ce qui leur permettra de vivre pendant le reste de l'année. Traditionnellement, l'augmentation de la demande en produits alimentaires entraîne hausses des prix et rupture des stocks.

La valse des étiquettes des commerçants du secteur privé ceux chez lesquels le consommateur n'est pas tenu de faire « la chaîne », expression consacrée en Algérie pour parler de la queue et la pauvreté des étals dans certains marchés montrent que « la bataille du ramadan - n'a pas été totalement gagnée par les autorités et donnent aux derniers jours du mois sacré un avant-coût des habituelles pénuries d'été. Cependant, de l'avis des résidents de longue date, on assiste à une spectaculaire amélioration. .

« Dans l'abondance et la sérénité », tel est le titre d'un article consacré à l'approvisionnement par Révolution africaine, l'hebdomadaire du F.L.N. De quoi faire sourire le visiteur venu d'outre-Méditerranée, habitué à un autre type d' « abondance ». Avec la part d'incantation qu'il comporte de toute évidence, ce titre correspond cependant à une réalité, par comparaison à la situation de naguère. « Six mois n'auront pas été de trop pour préparer la campagne du ramodan », explique la presse. Des réunions de coordination entre ministères concernés se sont multipliées pour éviter la renaissance de la « psychose de la penurle ., particullerement épandue en cette période de année: enmme en témoigne l'obsentéisme sous prétexte d'opprovisionnement ». . . .

rents à l'agitation de l'étranger soudain silencieuses, mieux vaut demander si cette frénésie bouli- capitale et de l'Algérie tnut joyeuse et chaleureuse. On fait

mique qui s'empare du citoyen des l'arrivée du carême s'inscrit dans l'essence originelle et la finalité première conférées à ce rituel », écrit Révolution africaine au début d'une enquête sur les grandes surfaces pour « rasséréner l'opinion publique » en lui montrant que les choses unt changé. Présentée par l'organe du parti comme « la force tranquille » du commerce étatisé la chaîne des Souk El Feliah a, c'est vrai, contribué à simplifier en partie les problèmes d'approvisionnement dans certains quartiers d'Alger, an même titre que la plus grande liberté laissée au commerce privé sur un autre créneau de vente.

La « boulimie » satisfaite le repas est suivi par une veillée de famille, souvent autour de la télévision, dont les programmes se prolongent jusqu'à I heure du matin, ou par une sortie en ville. An début de la nuit, Alger est tonte livrée aux cris et aux jeux des dizaines de milliers d'enfants lachés au pied des immeubles. Puis, après 22 heures, la trêve des automobilistes est brusquemment rompne. L'on se rend visite de famille à famille ou l'nn va participer aux réjnuissances publiques. Habituellement ville morte des Theure du dîner, Alger est paralysée par les embonteillages de

Comparant ce ramadan à la situatinn habitnelle. Algerie actualité présente celle-ci comme « une sorte de couvre-feu génitrice d'angoisse ». « Que la fête continue! L'Algérie au travail ne peut pas et ne doit pas être triste, sous peine de contrarier so propre nature », écrit l'hebdomadaire de l'intelligentsia.

Cette année, les autorités, et nntamment le ministre de la culture, se confirmant à des directives présidentielles, paraissent avoir été piquées par la répu-

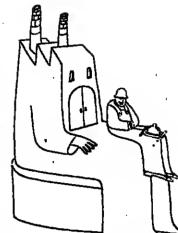
entière. « C'est bon d'allumer une bougie dans une chaumière, mais il faudrait avoir constamment de la lumière [...]. Si on fait ça seulement pour la galerie, ce sera de l'inconscience ». poursuit Algéric actualité, dans son article très remarqué.

Le besoin de « fête »

La « bougie », c'est un orchestre « négro-africain » devant la grande poste, un écran géant sur lequel on repasse des matchs du Mundial place des Martyrs, un « festival mondial de la magie » Sidi-Fredj, l'ancienne Sidi-Ferruch, à une trentaine de kilomètres de la capitale, au bord de la mer. Des orchestres dans des salles fermées, aussi, quelques artistes marocains, et « la grande vedette de la chanson algérienne

kabyle », Alt Menguellet. · La foule se masse, compacte, devant les spectacles présentés à ciel ouvert. Des dizaines de milliers de personnes dans le centre ville, en famille le plus souvent. Au-delà d'une certaine heure, les couples jeunes, les femmes, se font rares, la rue appartient à l'homme, comme en temps « normal ». Qu'importe ! • Oui, enfin, on peut sortir sans être constamment agressée, même si on nous mitroille toujours avec des regards déshabilleurs, on peut se promener sans grande crainte. » Ces propos d'une jeune fille prénommée Assia, des millinns d'Algériennes peuvent les tenir en privé; ce qui est inhabituel, c'est qu'un hebdomadaire les publie.

La * fête > n'est pas limitée à la capitale. Des initiatives ont été prises en province. Evoquant le ramadan à Oran, El Moudjahid écrit : « Longtemps, elle perdit le goût de la mit et la saveur des insomnies. Voici qu'elle redécouvre un espace et une memoire [...]. Ce n'est pas encore la vraie « L'on est en droit de se tation de tristesse et d'ennui de la fête ovec so saine frénésie,



Dessin de SERGUEL

avec ce qu'on a, comme on peut, ce n'est pas si mal. -

Le 31 décembre dernier, les gérants de certains restaurants de l'Algérois avaient été invités par les autorités à ne pas organiser de réveillon, une célébratinn trop voyante de la Saint-Sylvestre pouvant susciter une action des activistes intégristes. Le ramadan ne se situe pas sur le même plan que le Nouvel An du calendrier occidental, Néanmoins, certaines réjouissances, tel le spectacle du Casino de Paris dans le plus grand bôtel d'Alger, ne peuvent-elles sembler trop profanes aux Frères musulmans? avons-nous demandé à un officiel. En substance, la réponse est qu'on ne peut écarter aucune bypotbèse, mais que le devoir de l'État est de vniller à ce que chacun respecte la liberté d'autrui.

Apparemment, nprès l'alerte de décembre, les autorités estiment avoir la situation suffisamment en main pour ne pas trop se soucier des états d'âme des intégristes encore en liberté, alors que leurs chefs, arrêtés il y a six mois, attendent toujonrs de passer en jugement et s'apprêteraient à plaider coupables.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Le marché aux enfants de Bangkok

Une main-d'œuvre sans défense ni recours dans laquelle on puisse aller chercher à l'eise des travailleurs è bas prix ? Cela s'appelle l'enfance. Du moins quend on e le malheur de naître dans une province misérable de Thailande où il y a trop de bouches à nourrir...

-De notre correspondant

Bangkok. - Il n'y a pas ici, comme on pourrait l'imaginer, d'un côté des parents indignes ou ignorants, prêts, pour une poignée de bahts, à vendre un fils ou une fille au plus offrant des margoulins de passage et, de l'autre, des parents-modèles, soucieux de préserver, coûte que coûte, l'avenir de leur progéniture. Dans le Nordeste », seule, pauvreté fait loi. A Krian et à Krasang, deux villages d'un bon millier d'habitants chacun, situés dans la province de Buriram, auxquels l'instirut de recherche suciale de l'université de Chulalongkorn vient de consacrer une étude. on compte en moyenne par famille six enfants et 1,6 hectare d'une terre à paddy, trop sèche pour permettre plus d'une maigre ré-colte par an.

ŧ.,

D'nprès cette étude, la moitié des familles qui ont « placé » un on plusieurs enfants mineurs à Bangkok ne possèdent pas plus. d'un bectare; 90 % des paysans sans terre out un fils ou une fille en bas âge au travail dans la capitale. La grande majorité des jeunes qui quittent le « Nnr-deste » appartiennent à des foyers d'au moins sept membres dont le revenu annuel ne dépasse pas

2 400 francs.

A Krian et à Krasang, la scolarité obligatoire est encore une vue de l'esprit. Les enfants abandanneut les études des l'âge de dixonze ans. Deux ans plus tard, les plus pauvres prennent, sans bésiter, le chemin de Bangkok. Certes, la compensation finan-cière - 1 000 à 2 000 bahts par an (370 à 740 francs) - que recoivent leurs parents n'est pas de nature à améliorer sensiblement le niveau de vie de la cellule familiale. Mais, une bouche en moins à nourrir, c'est ici une économie d'environ 140 kilos de riz par an. Or, les plus démunis, dans le - Nordeste -, ne peuvent pas vivre plus de quatre mois du produit de leur lopin de terre. Aussi, dans ces deux villages, 70 % des foyers sont obligés d'emprunter - en nature ou en espèces, - à des condi-tions qu'ils sont bien en peine de negocier, pour assurer la soudure avec la prochaine récolte.

Intermédiaires et employeurs

S'ils en avaient les moyens, 84 % des parents contraints de se séparer de leur enfant préféreraient lui assurer une éducation complète, ou le garder auprès d'eux pour travailler aux champs, révèle l'étude. Même si, an départ, l'idée de « voir Bangkok » et de « se faire un petit peu d'argent de poche » emoustille un pen leur imagination — pas pour long-temps, hélas! — les enfants savent qu'ils s'en vont d'abord gagner le riz quotidien de leur famille, qu'ils sont envoyés dans la capitale en « service commandé ».

Un jour, ces enfants, souvent accompagnés par un parent - les filles sont plus prisées que les garcons car elles sont, dit-on, plus faciles à employer et à contrôler. -

ne manque pas alors de « guides » pour les cueillir an sortir de la gare centrale de Hualampong, antour de laquelle sont installés une vingtaine de bureaux de placement illégaux. « Il n'est plus nécessaire d'envoyer des démar-

9 000 bahts, soit environ débarquent, ébahis, d'un train. Il médiaires et les employeurs s'arrangent pour tromper la bonne foi et la naïveté des parents, pour brouiller les pistes qui permettraient aux uns et aux autres de garder le contact pendant la durée du contrat de travail. Pères et mères se laissent d'autant plus fa-



cheurs; il suffit d'attendre à Bangkok l'arrivée de ces jeunes migrants dont le flot est naturel et régulier », constate un travail-

leur social. Que sait la famille, restée au pays, du sort des siens? En réa-lité, bien peu de chose. Les inter-

Dessin de FRANCHINI. cilement intimider que l'agence de placement leur a, parfois, consenti une avance sur salajre et supporterait mai des récrimina-

Sont-ils, tôt ou tard, avertis des conditions assez particulières

dans lesquelles vivent leurs enfants? A priori, les parents ne s'en offusquent pas outre mesure. Eux aussi travaillent dur, sous un soleil de plomb, une terre ingrate. Si leurs enfants étaient restés à la maison, « ils n'auraient rien à manger », remarquent-ils... En bons bouddhistes, certains invoquent la loi du Karma et en concluent que leur fils ou leur fille payent le mal qu'ils ont fait au cours d'une existence antérieure...

Les parents ne se décident à porter plainte que lorsqu'ils ont perdu trace de leur progéniture ou que le salaire promis ne leur est pas versé. Quant aux cufants, ils n'ont guère la possibilité de transmettre à quiconque quelque message de détresse que ce soit, tant ils vivent coupés du monde extérieur. En désespoir de cause, certains « font le mur ». La plupart passent deux ou trois ans à Bangkok; aucun ne souhaite plus y revenir après ses mésaventures.

Il arrive pourtant qu'un mi-neur, sauvé d'un atelier-prison et renvoyé dans ses foyers, reprenne néanmoins le chemin de la capitale pour y tenter une nouvelle fois sa chance. Son père ou sa mère ne désespèrent pas, en effet, de le « placer » enfin auprès d'un « bon patron »...

Voir la mer

La discrétion des acteurs de ce drame ue facilite pas la tâche de tous ceux - services officiels et organisations humanitaires - qui tentent d'en atténuer les effets. L'an dernier, six opérations de police ont permis de libérer des « usines à sueur » une soixantaine de mineurs seulement, alors qu'il y en a des dizaines de milliers, condamnés à vivre dans un état de semi-esclavage. Le Centre d'assistance des enfants au travail, dunt

des mouvements ebrétiens nux Pays-Bas, à Hong-Knng et au Royaume-Uni financent les activités, n'a pu identifier, quant à lui, en 1982, que quatorze cas d'abus, notamment de mauvais traitements.

Ce Centre a entamé, aussi bien dans les villages du « Nordeste » que dans les rues de la capitale, une vaste campagne d'informa-tion – messages publicitaires à la radio, distribution de dépliants, nffiehage de posters, pose d'autocollants – auprès du publie pour qu'il l'aide à dépister les abus et à les décourager. Les résultats de ces appels ont été décevants : très peu de cas ont été signalés, très peu de plaintes déposées.

« Il n'est pas dans le tempéra-ment national de se mêler des affaires d'autrui, note un responsable ; chacun reste sur la réserve. -Il y aurait, pourtant, à Bangkok, selon le département du travail. quelque six mille ateliers dits « fnmiliaux » plus ou moins elandes-tins, qui échappent à toute législa-tion sociale et dont il est difficile de forcer la porte.

Que faire sinon prendre acte de ces abus aussi longtemps que la pauvreté les favorisera . dit un responsable du Centre. Mais il n'est pas indifférent que des gens de bonne volonté alertent le gouvernement, réveillent l'opinion publique, inquiètent les - marehands d'enfants » pour éviter au moins que le mal me s'sggrave.

Nous sommes un garde-fau.

A force de patience et de diplomatie, des travailleurs sociaux ont réussi à pénétrer dans certaines « usines à sueur » pour y organiser des visites médicales, des séances de marionnettes. Ils ont méme obtenu l'autorisation d'emmener ces enfants-otages voir le

JACQUES DE BARRIN.

Etranger

Miracles à Moscou

ll y a de plus en plus de jolies filles élégantes (mais honnêtes!) à Moscou. Comment font-elles? C'est l'un des « miracles » d'une canitale où la qualité de la vie, cahin-caha, fait des progrès.

De notre envoyé spécial

Moscou. - Voici une dizaine d'années, une silhouette svelte, un visage maquillé avec discrétion où s'nnvraient des yeux profonds comme des lacs, étaient l'ornement rare de soirées privilégiées. Où vivaient ces êtres d'exception? Il était tout à fait exceptionnel d'en rencontrer dans la rue ou dans la bousculade des maga-

Design Je SERGUEL

हर देवे जुल का थे, एक्काल का peul,

Le 31 décembre dermer, les

rante de certains restaurants de

Upérois araient ete invites par

s autornes à ne par organiser de

vedlon, une celebration trop

wante de la Saint-Sylvestre pou-

the suscitor into as him des acts

stes miegintes le ranada ne

ertie fere ent je meine bien die

Nouvel An du chiendrier occi-

ental Seammoirs, certaines

bestimances, tel le speciacle du

anner de Paris dans le plus grand

inci d'Alger, ne pensentelles

serbles trop profunes aux Freig

susulmenne ' avons-nous

getande à un officiel en sub-

affare, la régement est que un ne pen-

carter sucure hypothese, man

ue le devoir de l'Étal est de seil

PE & 48 wife allowed respecte to

Apparemment après laberte de

Manueller, ber ber ber er commen

reside the solutions will introcent en-

BARK Bette on 100, 100, se source

tea etate d'ante des ortegrate

income an liberta of on que laur

beffe, erietes if a e ein mit

strenden topole, de passer e

regerment et l'apprivació ant a plan

JEAN DE LA GUI RIVIÈRE

des manicolomis election als

Paradies, a thoughouse it as

Marganisted on billion and textually

settle n'n pp icht bleit, gemit e

ter, en 1997, que constitue en

Il agreen. Incharertere if the consumer

Ele Cepred vert, me gen, ber

tiem les smayes de l'entrestes

que dans les tras un ca quale

with faste and the company

supply the state of the state o

affalhage de perten per d'ils

williamen see to be promited the second of t

ces appearent every view to

pris de ast est the contra

The Part Part day of the State

स्तरकारी देखीर जीते अर्थ के प्राप्त कर है।

Parison of white the second of the second of

Er er mut mit beiter in generalbe

Straffenting of his area and an area and an area and an area and a

Traps man that are

- Par last come goods all

संदू त्रुव करित करणा है। इंद्र कुक्कारण करणा है।

AND SENSE VIEWED AND AND AND A

result pas the the

also because the second of the party of the second of the

The second secon

क्षांत्रात्तर भूतर

And the state of t

Control of the Paris of the Control of the Control

A BANKS A STATE

Maria Maria

potential delication

Per dutie tal traduity

Server of the first transfer of transfer

giana distribution

the fracter to the the

Law are the present the con-

Stored of states to

der compables

Asserted the DIV

n'est pas s. mal .

Ce ne sont pas tout à fait les mêmes qui font la joie du regard rue Gorki, aux abords du Goum on d'antres « univermag ». Le modèle actuel est moins sophistiqué, sûrement moins évaporé et distant des conditions de vie quotidienne du socialisme réel, mais la - ligne générale - - si l'expression est acceptable en ce domaine - s'est affinée, la féminité s'est affirmée. Comme le confirme un ami géorgien, connaisseur en la matière : - Ce sont des filles qu'on aurait envie de connaître. » En clair, elles ont dans le regard quelque chose de plus personnel qu'autrefois, de plus alerte, de olus séduisant.

Naturellement, cette évolution s'est accompagnée d'un peu plus de recherche dans l'élégance. Les jours d'été s'y prétent qui permettent des toilettes légères, soulignant les tailles minces ou mettaut en valeur des silhouettes libres et longilignes. Les couleurs sont fraîches sans être criantes. Les talons sont peut-être un peu hants, mais la démarche n'en souffre nullement. Bref, personne mieux que ces Moscovites d'une nouvelle génération ne saurait offrir une image plus encourageante du . « socialisme développé » par lequel le régime se définit.

Comment font-ciles ? La commence le mystère. Car dans un pays où les salaires n'angmentent gru

de l'ordinaire grimpent en revan-che à une allure vertigineuse, où la recherche de la pitance quoti-dienne est un exploit, être belle et le rester est déjà un tour de force.

Ce n'est qu'un des « miracles » de ce pays, où l'on en compte pas mal, que l'on énumère avec ironie à Moscou. En voici quelques autres:

« Il n'y a rien dans les maga-sins, mais les tables sont garnies »; « Personne ne travaille, mais le

plan est rempli »; · Le plan est rempli mais personne n'est content »;
« Personne n'est satisfait, mais tout le monde vote comme il

faut » - quand on le lui demande.

Combinaisons et petits métiers

En russe, cela se récite comme une comptine dont on se délecte en même temps - effectivement - que de ces savoureux zakouski compagnés par une vodka dont le prix, fui aussi, a sérieusement

Une autre anecdote donne encore une idée de l'état d'esprit général. Youri Andropov, récemment installé dans le fautenil de secrétaire général du parti, téléphone à l'ombre de Leonid Brej-

compte de la situation que tu m'as laissée? Veux-tu que je te fasse le détail ? - Chut, voyons ! Ce .ne sont

- Leonid Hitch, te rends-tu

pas des choses dont on parle par téléphone. » En parler, pourtant, on ne s'en

fait pas fante. Mais ce qui est vital, c'est de se débrouiller. Et l'ingéniosité est telle, de fait, que le miracle se réalise.

. Le progrès - car progrès il y a - y contribue à l'occasion. L'été dernier, un jeune ménage d'écrivains, en vacances sur la mer Noire, était intrigué par la pré-sence dans l'établissement, en principe réservé aux membres de leur union professionnelle, d'une famille menant grand train et qui ne semblait manquer de rien. . Ils. étaient bardés d'appareils photos, des cameras les plus

In bouche, on avait pu se rendre compte qu'il s'agissait de très ordinaires citoyens soviétiques. » Renseignement pris, le papa était mécanicien automobile. Dans un

aurait pris pour des diplomates sur les chances qu'aurait, par étrangers si, lorsqu'ils ouvraient exemple, un enseignent du secondaire de vivre à peu près décemment s'il ne devait disposer que de son salaire officiel. Alors, on fait toutes sortes de petits métiers, quitte à raboter généreusement pays où la voiture particulière sur les temps de présence. Cela

Converture de Krokodil (mai 1983).

n'est plus un privilège exception-nel, mais où les garages restent fort rares, e'est aujourd'hui une profession des plus lucratives... et qui peut ouvrir bien des portes.

D'autres « combinaisons » sont plus modestes, et la lutte pour un minimum de confort exige souvent beaucoup d'efforts, comporte même à l'occasion quelques risques lorsque les ressources supplé-mentaires sont trouvées grâce à des solutions un deu trop. qu'à peine - moins de 3 % entre perfectionnées, ils avaient tout : nales ou non prévues par la léga-1981 et 1982 - et où les prix de magnétophones, télévision porta- lité socialiste. Sans aller jusquetout ce qui sort un tout petit peu tive, les derniers gudgets... On les là, personne ne se fait d'illusions

est tellement passé dans les mœurs que l'expression « travail à gauche », qui désignait autrefnis ce genre de pratique, n'a quasi-ment plus cours. Tout le monde en est là... sinon au-delà, comme le révèle à l'occasion la narration de scandales où se mêlent la nomenklatura, le milieu - parfois avec ses ramifications internationales - et ces panvres « caves » de citovens normaux.

manque - cela ne se voit qu'en y mais le piéton ne se trouve pas regardant de près, - Moscou ne moins projeté dans un décor dé-

respire pas la pauvreté. La multiplication des voitures y est pour quelque chose qui, aux heures de pointe, se traduit par des débuts d'embouteillages aux points stratégiques de la ville - et d'antant plus que les règlements de circulation ne semblent s'adapter que très lentement aux nouvelles exigences du trafic. Par un curieux hasard (?), les changements récemment introduits dans ces rèdements compliqueraient plutôt la situation et aboutissent parfois à concentrer en un point de passage nbligé, au prix de très longs détours, un nombre maximum de véhicules

Ensuite, on a construit, et pas seulement pour les administrations ou pour le prestige, comme, ce fut le cas à la veille des Jeux nlympiques de 1981, doat la capitale soviétique conserve de multiples et massifs souvenirs. De l'avis général, le logement est l'un des chapitres - rares - où - ça va mieux ». Pour ceux qui pendant de longues années unt connu la promiscuité des appartements collectifs, e'est un changement bien-

Il se passe toujours queique chose sur la place Rouge

Et puis il y a cette drôle de qualité de la vie, qu'il faut bien appeler comme ça puisqu'elle anssi contribue à l'humeur des jours et qui mérite l'étude de mœurs.

Une telle notion n'est pas évidente dans une ville qui, outre la contrainte politique (avec des hauts et des bas mais le style actuel serait plutôt sévère), traverse l'épreuve d'un modernisme mal contrôlé. Le Moscou d'aujourd'hui fait un peu penser à la réalisation - mais à la lettre - de ces schémas d'un urbanisme futuriste comme un les dessinait à grands traits dans les années 20 au Bauhauss, à Berlin, mais aussi dans la très ieune capitale de la Révolution. Avenues immenses et rectilignes, vastes parvis, banlieues satellites... Le modernisme est tempéré, dans quelques cas, par Mais le fait est que si l'argent draie des années stalinlennes,

mesuré où la simple ambition de traverser la rue peut présenter quelques problèmes.

Le miracle - encore un autre est que dans ce monde démesuré de l'échelle humaine toutes sortes d'habitudes et de goûts venus d'un autre mode de vie sont conservés. Cela se voit dans ces arrière-cours jamais très lointaines nu, entre les herbes fulles assagies, sont soigneusement mis en terre les jeunes plants qui fleuriront à l'automne. Cela se sent dans les boulangeries, haut lieu de la culture russe, où toutes les va-riétés de pain, du plus noir an plus blanc et des formes les plus diverses, s'offrent à des amateurs exigeants qui ne font leur choix qu'après nvoir éprouvé la fraî-cheur de la miche. D'autres visions sont plus inattendues.

Dimanche matin, sur la place

Rouge, un mariage. Il se passe tnujnurs quelque chose sur la place Rouge et souvent des mariages, en particulier les samedis et les dimanches. Celui-ci, tout de même, est un peu inhabituel. La mariée, comme il se doit, est en longue robe blanche, le bouquet à la main. Mais elle est suivie par une cinquantaine de Géorgiens, en rang par deux et grande tenue traditinnnelle, bottes et redingotes rouges, la poitrine bardée de cartouchières. Le marié aussi est botté, mais en redingote noire, Que croyez-vous que fait ce petit monde? Aller poser pour le photographe devant les bulbes multicolores de Saint-Basile-le-Bienheureux? Plus tard peut-être. mais pour le moment e'est dans le mausolée de Lénine que le cortège pénètre et disparaît, devant les gardes imperturbables dunt pas un trait ne frémit, pour émerger quelques minutes plus tard des profondeurs de la crypte et suivre, au grand soleil, la mariée toujours en tête. l'itinéraire du pèlerinage qui conduit le long du mur du Kremlin aux tombes des grands défunts du régime, Staline compris.

Étrange vision, surprenant mélange, qui laissent autani reveur sur le goût des traditions que sur sans doute, des privilèges.

ALAIN JACOB.

Liège en déconfiture

A Liège, en pleine déconfiture fmancière, les sidérurgistes ont entemé jeudi une grève – tous syndicats – « pour l'outil de travail ». Les employés communaux sont en grève depuis plus d'un mois. Paradoxe : ils guerroient

contre un bourgmestre socialiste. Mais l'antique cité princière est endettée jusqu'au cou...

De notre envoyé spécial

Liège. - Pauvre Wallonie! On la savait malade, en déclin, promise par d'impassibles Cassandres à la mort lente d'une vieillerie dispendieuse, abandonnée à la grande casse de l'acier. Bref. condamnée pour n'avoir su rajeunir en prenant de l'age... Le tout sous le nez de ces « maudits Flamands » parvenus de fraîche date, à moitié goguenards et moins pressés que jamais de jouer les partageux.

Qui n'aurait compati? Ces usines en lambeaux, ces fuurneaux à demi éteints et ces coulées taries, reliques des forges d'antan et de leurs maîtres décadents. Ces cris, ces grèves, ces corrèges, ultimes et vains soubresants. Máis cela ne suffit pas. A l'agonie du vieux bassin s'ajoute maintenant la banqueroute de sa capitale : Liège est en faillite l'Un trou béant dans la caisse, des rues, des places transformées en cloaques et, de tnute part. des chicknes à n'en plus finir. Le fier fleuron de la Wallome a triste

Du côté de la cathédrale, au milieu du damier piétonnier, les « boueux » décrètent la résis-

elochettes. Lenr gourou de pas-sage, maître ès « bhakti-yoka et philosophie védique » dira ce soir an bon peuple cerné par ses poubelles le plus court chemin pour conjurer la crise . Peine perdue : voilà longtemps que Liège ne eroit plus au miracle. Les tracts des moinillons-recruteurs rejoindront sculement sur le pavé tont ce qu'y ont laissé les dernières « manifs » : communaux en colère, éboueurs en grève, métallos solidaires ou « majorité silencieuse » en rogne contre la « chienlit ».

Place Saint-Paul, devant la haute façade de la F.G.T.B. (Fédération générale des travailleurs belges), la tribune détrempée du dernier to mai témoigne encore, parmi les saes d'urdures, de « l'imposante démonstration, calmie et résolue, des travailleurs wallons ». La grève des employés municipaux l'a laissée plantée là, souvenir un brin moisi d'une « belle journée de lutte ». Hier l'orage a noyê le décor, les égouts rendant grâce devant l'invasion des détritus en tout genre.

Pompiers contre gendarmes

Des semaines que cela dure, Une épuisante bataille, ponctuée de coups d'éclat et de coups de force, de négociations avortées et d'accords bafoués, de querelles de chiffres... et de chiffonniers. Les éboueurs, « avant-garde » du mouvement, sont les premiers entrés en rébellion : quinze jours de retard pour la paie d'avril, vingt jours en mai, e'était trop. Liège marinera dans sa crasse. Le bourgmestre se fâche et réquisitionne. Mai lui en prend. Les vite hors service. Les bidasses appelés en renfort

nettoient le centre ville à l'abri des gendarmes. Cinq jours au petit trot, jusqu'à cette fatale incursion du côté de la caserne des pompiers. Là les soldats du feu attendent de pied ferme, lances en batterie sur le crêneau de leurs murs. Les gendarmes reculent sous la « pression ». Simple 'retrait. Ils reviennent en force et prennent à leur tour les mutins sous le feu de leurs autopompes. La photo fera le tour du monde. Une histoire belge, grandeur nature! De quai faire ricaner à bon compte les amateurs d'un genre qu'ici on ne prise plus guère.

Liège, elle, n'en a pas ri. Ou pas longtemps. « Voilà la seule lmage que nous-donnons maintenant de notre ville », peste le petit commerce. « Comme s'il n'y avait pas assez des malheurs qui accoblent la sidérurgie, comme si l'on pouvait jouer à la petite guerre à heure où tout se déglingue. > Tout tient en trois chiffres

Liège dépense 20 milliards de francs beiges par an, en gagne 12 milliards... et en doit 45. Résultat : elle ne peut plus payer au début de chaque mois ses queique 17 000 salaries.

La faute à qui, à quoi ? Mais aux politiciens, pardi ! s'empresset-on de répondre à peu près de tous les bords. A leur gabegie, leur mégalomanie. Foin de la solidarité wallnane. A Charleroi, on a vite fait de vous expliquer qu'avec plus d'habitants on se paye pourtant trois fois moins de fonctionnaires. A Bruxelles, on your raconte par le menu les petits laxes des échevins (adjoints au maire) de Liège : belles voitures et bureau de « standing » dans des deémules de Krishna chassent le , tance, dégonfient les pueus des meures rénovées à grands frais... la belge », a maintenant réalisé le

prosélyte à coups de litanies et de bennes et bientôt les crèvent : Et de partout, le tou pointu, m vingt-cinq engins sur trente sont brocarde ces Liégeois et leur « mentalité de seigneur », leur « esprit principautaire ». Ces prétentinus nées d'une histoire qui les a longtemps distingués des antres Belges. Le réquisitnire n'épargne personne : après tout. socialistes, libéraux, sociauxchrétiens on tous un jour, ensemble ou non, géré la ville. Alors pas de quartier...

> Des miettes! rétorquent en chœur les « experts », coux qui connaissent les comptes et leurs arcarnes. Les « petits luxes » des élus sont peut-être condamnables, maia ne représentent en fait qu'une part infime des dépenses : 7 % paur le fanctinnaement contre 42 % pour le personnel... et 37 % pour le service d'une dette qui ne fait que grossir. La vérité, plaident-ils à l'unisson, c'est que la quasi-totalité des commun belges; sont au rouge. Et qu'Anvers elle-même - sourire en coin de rigueur - ne passera pas l'été sans tuneber le fund de ses

Un seul coupable donc, l'État, qui ne ristourne pes, comme la loi l'y oblige, la part de l'impôt due aux grandes cités. Mais comment le pourrait-il ? Son - rouge - à lui est tout aussi démesuré : l'année dernières son déficit extérieur représentait 13 % du produit national (un peu plus de 3 % en France). Aujourd'hui, parangon de rigueur, il enjoint à ses villes des coupes claires. Elles le renvoient à ces abligations qu'il u'a pas respectées. Dialingue de

Mais, dans le microcosme liégeois cela ne pouvait qu'exploser. La ville, gérée jusqu'à l'an passé par des coalitims disparates, fruits étérnels de « compromis à

grand rêve de ses vieux syndicalistes : une majorité progressiste. Sur le fil bien sûr, mais tout de même : avec l'appoint de quelques « écolos » auteurs d'une surprenante percée aux municipales de 1982 (11%), les socialistes ont chnisi d'écarter libérang et sociaux-chrétiens des responsabi-

C'est moins l'État qu'un bourgmestre socialiste que les éboueurs liégeois affrontent aujourd'hui. Et ce sont des élus socialistes, les plus importants même, que les syndicalistes liégeois - eux aussi socialistes - désavouent lorsque, après bien des aternoiements, ils signent avec le gouvernement et les banques un arrangement sitôt jugé « inacceptable ».

L'affaire n'est pas nouvelle. Il y a belle lurette que les rapports entre le parti et sa « grande centrale ouvrière » sont ici au mieux méfiants, an pire venimeux. Les syndicalistes entendent désendre leur indépendance, et nombre de leur dirigeants ont été un jour chassés du parti avant d'y revenir, il y a pen, dans l'espoir que l'aggiornamento annoncé mettra enfin un terme aux « éternelles compro-

Trop tard?

Mais, cette fois, rien ne semble vouloir se démêler. On enrage dans les bureaux « design » de la F.G.T.B., au sommet d'un appareil lui-même riche de mille tentacules, contre les « apparatchiks bourgeois - du P.S. Et e'est un ancien président du parti, M. André Cools, qui, d'un coup de sang, fustige maintenant ces « syndicalistes incapables de trouver des moyens de lutte qui fassent mai à d'autres qu'aux victimes de la crise ».

Mais rien n'y fait. Crispés sur la défense des acquis, les discours syndieaux ignnrent eeux des édiles aussi froids qu'un dépôt de bilan Oui, nous sommes nombreux, clame le chef des « communaux » en grève. Oui la ville paie six cents femmes de service pour le ménage de ses burenux. Mais ce sont autant de femmés que les esclavagistes des sociétés de nettnyage n'expluiteront pas. C'est un choix de société, une philosophie politique, et nous en summes fiers Qu'importent les privilèges accumulés sans bruit au temps béni de la prospérité. Qu'importent ces salaires grossis de primes en tout genre pour heures supplémentaires l'ictives, qu'importe la pléthore?

Les syndicats ehrétiens, minoritaires, unt parfois la dent dure, - Dans le privé, expliquent-ils, nous avons du, bon gre mul grê. négocier bien des restructurations au prix de bien des sacrifices. Mais, cela, les fonctionnaires et leur statut rigide n'ont pas l'nir de l'avoir compris. Les déchirements n'en seront que plus pénibles. - Numbre de boutiquiers, qui hier encore collaient aux vitrines les affichettes des sidérurgistes - elientèle oblige - vituperent aujnurd'hui enntre In syndicratie - qui gouverne la

Trop tard? - La Wallonie n'a peut-être pas encore touché le fund . murmure M. Philippe Meystadt, jeune ministre socialchrétien du plan et du budget. Faut-il descendre encore plus bas pour qu'enfin les mentulités changent? Je suis ne dans un village où les candidats aux élections se présentaient saus un slogan paraît-il efficace : le pays nu il fait bon vieillir, "

DOMINIQUE POUCHIN

THE PARTY

Le guêpier

(Suite de la première page.)

La France n'est pas, au demeurant, seule à fournir une aide. Des C-130 égyptiens et zaīrois livrant du matériel de fabrication soviétique atterrissent actuellement à N'Djamena.

Réclamée à cor et à cri par les dirigeants tchadiens, qui ne dissi-mulaient pas au lendemain de la chute de Faya-Largeau leur amertume à l'égard de Paris, l'assistance française est de loin la plus importante. Il semble bien que M. Mitterrand ait décidé de donner au gouvernement de N'Djamena les moyens d'enrayer l'offensive des rebelles.

Après avoir, pendant un an, gravement sous-estimé les forces de M. Hissène Habré, à l'époque « rebelle », et avnir fnurni en armes quelques juurs encore avant sa chute, en juin 1982, le président Goukouni Oueddel, Paris avait accueilli avec suspicion l'installation à N'Diamena de son adversaire. Ce dernier reprochait, de son côté, à la France d'encourager les tentatives sécessionnistes dans le sud.

" Cette méfiance réciproque et le peu d'empressement de Paris à permettre au nouveau chef de l'État tchadien, dramatiquement à court d'argent, de faire fonctionner l'Etat, ont quelque peu freiné le développement de la coopération bilatérale, retardant par là même la stabilisation d'un pays dont beaucoup d'habitants nn désirent que la paix. Ces mésententes semblent, aujnurd'bui. mises entre parenthèses de part et d'autre, même si M. Hissène Habré ne fait toujmrs pas l'unani-'inité à Paris. L'évaluation de la situation au Tebad avant le déclenebement de l'attaque contre Faya-Largean a, pour le moins, révélé quelques divergences parmi les «africanistes» dont certains ont minimisé jusqu'au bout la menace libyenne, accusant N'Djamena de « crier

-. M. Mitterrand semble, en tout .cas, avoir tranché en faveur de ses scillers qui sonnaient l'alerte. Ce ehoix résulte-t-il du soutien de principe à un gouvernement en place ou du souci d'aider le plus anti-libyen des deux « chefs » qui, depuis trois ans, se sont succédá à N'Diamena.

Dans le deuxième cas, la politique de Paris aurait, du moins, le mérite de la cobérence. La France, qui se beurte, depuis dix ans, en Afrique francophone aux menées libyennes, prendrait, en effet, le parti d'un bomme dont Lopposition à Tripoli est constante, celle-ci étant d'ailleurs à l'origine de la querelle avec l'ancien président Goukouni.

... M. Mitterrand, qui, en deux ans, a visité nuze pays d'Afrique francophnne, a pu, d'autre part, mesurer la crainte que le colonel Kadhafi inspire à un certain nombre de ses pairs africains. Ceux-ci comprendraient mal, et ils l'nnt făit savoir, que la France ne réagisse pas à la nouvelle menace libyenne sur le Tehad.

.. Le président de la République ne peut, par ailleurs, qu'être attentif à la tentation qu'éprouvent certains chefs d'État de jouer Washington contre Paris. Reçu pendant une heure et trente minutes par le président Reagan, il y a

deux semaines, M. Houphonet-Boigny, pourtant vieil et fidèle allié et ami personnel de M. Mitterrand, a réclamé, lui aussi, aux États-Unis un engagement plus soutenu à l'égard du continent

Si la France perdait aux yeux de ses alliés africains sa crédibilité politione, n'aurait-elle pas à subir le contrecoup économique de ce revers sur un continent mi son influence demeure considéra-

Des coopérants civils

Jusqu'où Paris peut-il et veut-il aller dans le soutien à N'Dja-mena? En justifiant son aide par l'existence d'un accord de coopération militaire dont il a soignen sement rappelé le libellé, M. Mitterrand entendait, le mardi 28 juin à Europe 1, établir la parfaite légalité de son action et lui assigner des limites précises. Un accord de coopération militaire n'est pas un accord de défense et exclut donc l'envoi de l'armée française en opérations. En précisant que l'article 4 prévoit que · les personnels militaires français mis à la disposition des forces armées tchadiennes ne peuvent en aucun cas participer directement à l'exécution d'opérations de guerre, ni de maintien, ni de rétablissement de l'ordre ou de la légalité . le chef de l'État a toutefois laissé la porte onverte à l'envoi d'instructeurs militaires sur le terrain. C'est une bypothèse qui ne peut être exclue, si l'on veut rendre efficace l'aide appor-

Pour l'instant, Paris préfère cependant s'adresser à des contractuels civils spécialistes en armement ou à des techniciens des firmes qui livrent le matériel. La France pourrait d'autre part demander à ses alliés africains, si désireux de voir remettre. à sa place le colonel Kadhafi, leur aide dans ce domaine. Le déjeuner qui a réuni vendredi à Paris, autour de M. Mitterrand, les présidents Togo, et Knuntebé, du Niger, était peut-être destiné à parfaire cette coopération.

Pour l'instant, en effet, si Paris ne lésine pas sur le matériel et le enût financier considérable de l'opération (ee qui suscite des rumeurs sur une participation amé-ricaine), ses réticences à engager l'armée sont si vives que les rotations d'avinus sont assurées par des firmes civiles spécialisées dans le transport de fret, pour éviter que des Transall à cocarde tricolore ne se posent à N'Diamena et, encore moins, dans le centre du pays, où il faudra bien pourtant trouver le moven d'acheminer l'aide livrée dans la seule capi-

C'est done à un délicat exercice d'équilibrisme que doit se livrer la ebef de l'État. Sans risquer des unités militaires, comme le firent ses prédécesseurs, dans le guépier tehadien, il lui faut rassurer les amis africains de la France et faire en sorte que son aide tire d'affaire le gouvernement menacé. Entre des demi-mesures inopérantes et une interventinn directe et combien périlleuse, la marge de manœuvre est étroite.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Tripoli mène le jeu

La Libye en quête d'espace vital et de vassaux

L'affensive lancée dans le nord du Tchad par M. Gonkonni Oueddel avec le soutien de Tripoli est-elle une revanche pour le colonel Kadhafi sur les avanies que lui a infligées l'Organisation de l'unité africaine? On peut le penser en n'oubliant pas, toutefois, que le « guide de la révolution - a toujours considéré le Tchad « l'essence vital » de la: Libye, pour reprendre une expression qu'il a employée à dessein. Il n'en reste pas moins que la présidence de l'O.U.A. tant convoitée devait être le couronnement de sa politique africaine et un tremplin pour de nouveaux succès; or, son ambition a été tenue en échec à trois reprises par des chefs d'Etat excédés par ses · mauvaises manières », à Tripoli I en 1982, à Tripoli II en novembre et, début juin, à Addis-

Plusieurs dirigeants arabes qui forent ses amis ou ses alliés feu Sadate, l'Irakien Saddam Hussein et Gaafar Nemeiry le Soudanais - n'ont pas bésité à qualifier publiquement M. Kadhafi de « fou », ce que n'a osé faire aucun chef d'Etat européen ment parler de politique afri-

même s'il a pu employer le mot in petto. Il est vrai qu'il a sonvent plongé se pairs dans le plus grand embarras en ne respectant pas les règles du jeu diplomatique ou en recourant à des « provocations - quand il estimait avoir été « trahi ».

Fou? Certes pas, Kadhafi est, bien plutôt, imprévisible et déroutant. Il tient passionnément à quelques idées simples mais lorsque, dans un monde de plus en plus complexe, ses thèses sont battues en brèche, il n'hésite pas, pour tenter de les faire triompher, à renverser ses alliances, à encourager, voire à commanditer, des actions terroristes et à tenir un double langage, contribuant ainsi à donner à son action le caractère brouillon on ténébreux qui inquiète et parfnis décourage ses meilleurs alliés. Tentons de démêler cet écheveau.

Lorsqu'il accède an pouvoir le 1ª septembre 1969, le jeune colonel de vingt-sept ans qui a été bercé par la « voix des Arabes » de Nasser dont il rêve d'être l'héritier spirituel, n'a pas à proprecaine - sauf en ce qui concerne le Tehad - mais une motivation fondamentale : restaurer la grandeur arabe et l'un peut se demander si sa conception de l'islam n'est pas un instrument au service de cette ambition. Il développe alors cette idée-force selon deux axes : l'auticolonialisme et l'antisionisme.

Désillusions au Proche-Orient

Le premier acte diplomatique important de la jeune République est d'exiger et d'obtenir l'évacuation des beses de Tobrouk et d'El-Aden par les Britanniques, le 31 mars 1970, et de celle de Wheelus par les Américains, le 16 juin; cette dernière est symboliquement rebaptisée du nom du premier conquérant arabe du Maghreb. Okba Ben Nafi. Estimant ces bases coliteuses, voire inutiles, depuis l'avènement des fusées intercontinentales, et espérant surtout sauvegarder leurs intérêts économiques, Londres et Washington acceptent. De fait, les compagnies p6trolières américaines forent relativement épargnées mais elles constituaient aussi un atont pour

Kadhafi qui en a jnué jusqu'à l'élection du président Reagan.

Hostile à l'- Impérialisme américain -, il l'était tout autant siron plus à l'époque à l'égard de l'. intpérialisme soviétique » dans lequel il voyait sans douts un double concurrent comme - libérateur » de l'Afrique et comme rival au sein du monde arabe. Une philippique parmi tant d'autres : « L'Union soviétique, déclare-t-il en juin 1972. ne songe qu'à soigner sa propa-gande. Si la guerre contre Israël s'est enlisée, c'est à cause des Russes qui ont perdu la grande cause arabe dans le brouillard des intrigues de la politique internationale. - Un an avant, il avait intercepté l'avion transportant des dirigeants communistes soudanais et les avait livrés an président Nemeiry qui les avait fait exécuter. De même avait-il vivement reproché à Sadate d'avnir signé, le 29 mai 1971, un traité d'amitié avec Moscou au point que nombre de nationalistes arabes soupçonnèrent le bouillant colonel d'être un « agent de la C.I.A. ».

Jusqu'en 1973-1974, la Libye, traditionnel trait d'union entre le Machrek et le Maghreb, tourne le dos à ce dernier pour consacrer tous ses efforts à la cause palesti-M. Kadhafi est co-fondateur avec l'Egypte et le Soudan de l'Union des Républiques arabes (1969) à laquelle adhèrera la Syrie (1970) mais dont se retirera le Soudan (1971). Il s'en prend aux puissances coluniales (Grande-Bretagne, Espagne, France, Portugal) mais aura une période de lune de miel avec Paris : désireux de remplir le - vide » laissé par les Etats-Unis et le Royaumo-Uni et soucieux d'empêcher l'U.R.S.S. de le combler, le gouvernement Pompidou avait vendn une centaine de Mirage à la Libye.

Le colonel Kadhafi, messager du désert

Une des images qui a frappé les mait à la mosquée et revenait à pied, bien sûr l'a abandonnant, il y a quelques années, le pouvoir pour aller méditer sous sa tente, en plein désert. Il était revenu à Tripoli avec le Livre vert qui, rejetant la communisme et le capitalisme, expose la « troisième théorie universelle », tondée sur le « pouvoir du peuple » et la démocratie directe. sans intermédiaires ni Parlement. Lui-même renonçait au titre da président, la fonction étant abolle, pour prendre celui de « guide

De tous les dirigeants arabes issus du désert, il est, à coup sûr, celui qui est le plus imprégné des vertus de la civilisation nomade et qui y est demeuré le plus fidèle, mêma a'il ne a'y réfère plus comme il la faisait après avoir renversé le roi ldriss. Né sous une tente dans la Grande Syrte, il aime à y retourner consulter son père, devenu un vénérable cantenaire, retrouvent l'univers depouillé de son enfance : nattes sur la sable et queiques coussins en guise de mobilier. La famille, fort pauvre, avait consenti de grands secrifices pour l'envoyer à l'école à Syrte, à 30 kilometres. Quand on demandait à son père où logeait son fils et comment il falsait pour revenir le voir, il répondait, étonné : « Mais il dor-

La tribu « parapluie social »

Dans la troisième partie du Li-

vre vert, consectée aux « fondements sociaux », le colonel Kadhafi fait l'éloge de la tribu, laquella, écrit-il, « est une école sociale dont les membres assimi-lent depuis l'enfance les idéaux élevés, qui donnent nelssance à un comportement social acquie pour la vie ». Et plus loin : « La tribu est un « parapluie » social naturel assurant la sécurité dans la société. En vertu des ses traditions, elle garantit collectivement rançons at des amendes, ainsi que la vengeance at la défense. c'est-à-dire une protection sociale. Le lieri du sang est à l'origina de la formation d'una

Voulant sans doute être fidèle à son prénom - Moammar signi-. cherché, depuis l'instauration de la Jamehiriya (« Etat des masses »), à donner une autre image de lui-même. Sur le plan religieux, il se présente comme un

ment erroné de la classer parmi les intégristes. Sur le plen politi-que, il s'est efforcé de faire de la Libye une nation moderne, ce qui l'a conduit à critiquer le tribalisme sur lequel il s'était appuyé dans un premier temps. « L'allégeance tribale, écrit-il toujours dans le Livre vert, affaiblit le loyalisme national. » Et encore : « La société gouvernée par un parti unique est en tout point semblable à celle gouvernée par une seule tribu ou

une seule secte. »

Sur le plan régional, il ne fait aucun doute qu'il e'est présenté comme le « messager du dé-sert ». Chantre de l'unité arabe. ce bédouin aurait aimé être le bâ-tisseur des Etats-Unis du Sahara, même s'il a'en défend publiquement. L'accuse-t-on d'avoir voulu déstabiliser le Mall et le Niger pour y pervenir, il rétorque qu'il n'e fait qu'eider les populations arabes matraitées par les diri-geants noirs. Lui fait-on remarquer que ces Arabes sont des Touaregs, c'est-à-dire des Ber-bères, il se réfère à ibn Khaldoun pour expliquer que, contrairement à ce que prétendirent les colonisateurs français, les Berbères ne sont pes venus d'Europe, mais de la péninsule Arabique. Il n'hésite pas à ajouter : « Les Touaregs sont originaires de Libye. Nous ne les incitons pas à faire la révolution dans les pays où ils vivent, nous les invitons à revenir chez eux, puisqua nous avons les moyens de les installer et de les assimiler. »

Est-ce parce qu'il a été déçu dans ses embitions sahariennes ou est-ce par souci de réalisme, le fait est que le demière fois que nous l'avone rencontré et que nous lui avons demandé pourquoi il ne se référait plus, comme il le falsait à ses débuts, eux valeurs de la civilisation nomade, il avait répondu laconiquement : «Le problème des nomades est un priblame da enuedéveloppement. Se solution se

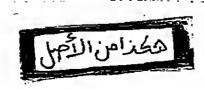
Le soutien à l'Ubu de Kampala

A mesure que le colonel Kadhafi prouve des désillusions au Proche-Orient, il intensifie et affine sa politique en direction de l'Afrique noire. A cette époque, son action vise principalement à inciter les trente-cinq Etats du continent à rompre les nombreux liens qu'ils avaient avec Israël. Il en formule la demande une première fuis à l'O.U.A. le 2 mars 1970. Puis, recourant tour à tour à la persuasion et eux pressions assorties d'une aide financière, il abtient deux succès en 1972 lorsque l'Ougands. puis le Tchad rompent avec Jérusa-iem. Il faut sans doute rechercher dans cette rapture de l'Ouganda, bastion israélien, la fascinatinn qn'exercera sur Kadhafi Idi Amine Dada, l'Ubu-roi de Kampala.

En 1973. Kadhafi réclame le transfert du siège de l'O.U.A. d'Addis-Abeba au Caire, appelle les Etats arabes à boycotter l'Organisation et menace indirectement les pays africains d'intervenir -- La Libye, déclare-t-il, est la source de financement principal des mouvements de libération - - s'ils ne s'exécutent pas. Les Africains se cabrent devant ce chantage mais se gardent de le prendre à la légère et se rallient à la position plus modérée de l'Algérie en rompant leurs relations diplomatiques avec Israel à l'occasion de la guerre d'octobre

Ulcéré de n'avoir pas été informé par Sadate des préparatifs





Dessin de PLANTU.

GUERRE

ripoli le jeu

t de vassaux

Radhafi que en a paré jusqu'à l'élection du president Rengan

Hereile h P. rome valveme and recuter of the Local Street Australian and plus A l'epaque a revant de l'eme beggeterne einer tiefer e gene gefiel if Sustant seine ginnie nu genpie emeurent comme - liberateur . de l'Altrique et e monte envalue sein die eremide arabe. Une philippage parmi cant d'autres : L'ougleberfrijer, elerinie til en pun for the straight which some her his propogande Sa in givery come from s'est enferer a ert a caure des Russes que con peran la grade course are strongers in the military deanterigram the fact of the part enterest specific at a new year of many terrepre that are to more start deads rightanta communication and make fer strett laves on president to search and fee as I had execute the meour road a viver ent repoaffic & Sentate Clarent come, e-29 mai 1977 ret it is d'entig week Moreow on provincing number pers & Personal to a count of sire une decre de la colonia de

Judgelen jude total la Libye. problement trust views a cuts k Maximus of In May his or are k her a car derinar pour consecut tomen the afficulty of the entire of their ngeres at a la fatte partie boat ME New Transport Common Control ASS La grapher at the bookers of the fill now. Mew Wilgon bing area is a fact than 1970 a and wife addressed in Sec. 1999. state of all the rate . . Sould gladity to design the case they Janesey ver einer bei batte inde-Bestagne, Lapageer Laure, Peter pals there are come part and our de missiques Park Conservation property of the same print Lagra Limit we be Realist or Lines. employee Proceeding 11 888 at was debla in te nie er ert Pere melete group or mate time a contained of Wingage of the Const.

Le soutien à l'Ubu de Kampala

produce devices of a physical production of the production of the

others on direct one would

Better A and the country of the party

exceptional and a section of the sec employed the second of the sec become the first of the second TO be A to 2 mars and a position CHARLEST BOARD AND COMMENT OF THE COMME Toggs grant comments of contract ME PRINCE OF STREET STREET MANAGE BY THE STATE OF THE STATE OF water for had only on the first no Branch of the State AND RESERVE TO STATE OF THE PROPERTY OF THE PR astem transfer your factors of the second Rada, Thurse of the con-The Paris Rendered States And Advanced States tagaicates or the to Practically 11 frame of the first of property See grade of the second Fig. 7. The second Table Processing Control of the Cont Appendix of the second egy width to the magainst these the second seco

A transfer described to the contract of the co

DU TCHAD

Depuis dix-huit ans, la guerre du Tchad ne s'interrompt que pour mieux reprendre. C'est toujours le même jeu des quatre coins. Le rebelle du moment s'empare d'une des villes pour évincer le président du moment et le faire déguerpir de N'Djamena. La Libye, qui voit dans le Tchad son « espace vital » et le tremplin de son rêve africain, fournit des armes et perfois des hommes. La France soutient, contre vents et marées, le pouvoir en place dans la capitale. C'est ce qu'elle a fait cette semaine au profit de Hissène Habré, qui fut son adversaire et la soumit naguère à un peu plaisant chantage

africains

du conflit, le dirigeant lybien varompre progressivement avec l'Egypte qui se rapproche des Etats-Unis tandis que lui-même commence à coopérer avec les Sovictiques. De même, il s'intéresse de plus en plus au Maghreb et à l'Afrique noire : il cherche à s'unir à la Tunisie (janvier 1974), aide le Front Polisario, se rapproche de l'Algérie (1975) et caresse le rêve de constituer dans sa mouvance les Etats-Unis du Sabara, an risque de déstabiliser quelques Etats comme le Niger et le Mali (voir encadré).

L'occupation de la bande d'Aozou

Le grand tournant est pris en 1975. L'intervention soviétoenbaine en Angola révèle en effet la division de l'Afrique en deux camps à peu près égaux. Jusque-là résolument neutraliste, la Lybie choisit le sien : inquiète de la pax americana qui guette le Proche-Orient, redoutant le pire pour les Palestiniens, elle accelère son rapprochement avec Moscon et adopte une attitude de plus en plus militante en Afrique, n'hésitant pas à accueillir les mécontents de divers naire » de Ryad et sa pénétrapays et à les organiser en comsont jugés - hostiles - et - réac- Mayotte et la Réunion, et son

Libye ne pouvaient que se heur-

ter aux intérêts français dans la

région, certains chefs d'État afri-

cains n'hésitant pas d'ailleurs à

agiter l'- épouvantail libyen -

de Paris.

pour obtenir un sourien plus actif

C'est évidemment sur la ques-

tion du Tchad que les deux pays

ont été le plus souvent en conflit.

Lors du mémorable enlèvement

de Mª Claustre, détenue d'avril

1974 à janvier 1977 dans le dé-

sert dn Tibesti, au nord dn

Tehad. Tripoli avait pourtant

aidé Paris dans la difficile négo-

ciation qui aboutit à la libération

de l'ethnologue française par

M. Goukouni Oueddel Alors

premier ministre, M. Chirae

s'était rendu à Tripoli à un mo-

ment où les rapports étaient en-

core au beau fixe à la suite de la

Un chassé-croisé

Mais le maintien des troupes françaises an Tchad de façon

ininterrompue, sauf entre 1975

et 1978, était dénoncé de plus en

plus violemment par le de la ré-

vilution libyenne dont l'engage-

ment au côte du chef des re-

belles toubous, M. Goukouti

Les troupes libyennes, qui

avaient occupé en 1973 la bande

d'Aozou, entraient d'ailleurs of-

ficiellement au Tchad en décem-

bre 1980, à l'appel du président

Gonkouni Queddeï, six mois

après le départ du dernier soldat

français. M. Giscard d'Estaing

avait ordonné le retrait du

contingent français en mai, vou-

lant éviter que celui-ci fût mêlé à la nouvelle baraille qui avait re-

pris en mars entre M. Hissène Habré et le président Goukouni

Ouedder, s'amplifiait.

vente de Mirage français.

libyo-africaines. La Lybian Foreign Bank est l'instrument bancaire de cette politique de coopération et de pénétration, dont l'islam est le vo-

En effet des le mois de décembre 1970, la première conférence pour l'appel à l'islam avait créé une association du même nom dont le siège fut installé dans l'ancienne cathédrale désaffectée de Tripoli. Elle s'était fixé trois objectifs : repousser l'influence non islamique pour propager l'islam : déterminer - les régions et les peuples les plus assoiffés de l'islam »: former des prédicateurs. Dans un premier temps, la Libye n'hésite pas à s'associer à l'Arabie Saoudite pour financer des centres islamiques ou des mosquées dans les pays suivants: Togo, Gabon; Niger, Mali, Tchad, Haute-Volta, Zaire, Ouganda, Burundi, Nigéria, Congo, Ghana, Guinée, Côte-d'Ivoire, Tanzanie et Cameroun (1).

Par la suite, cependant, le colonel Kadhafi s'appuiera sur sa conception de l'islam pour combattre l'influence « réactiontion en Afrique. De même, il pour la création de sociétés mixtes dit-il, n'est qu'un rempart du co- même, une carte libyenne pu-

Les «contre-feux» de Paris

L'armée lihyenne, severement

défaite par les troupes de

M. Hissèue Habré dans l'Est, se

retirait en novembre 1981 à la

demande de M. Goukoum Oued-

del. La France avait recom-

mencé à armer ce dernier,

croyant ainsi l'aider à se débar-

rasser au plus vite de son encom-

Par Tehadiens interposés, la

France et la Libye se trouvent une nouvelle fois face à face. Le

colonel Kadhafi, champion décu

de l'unité arabe, n'a, au demeu-

rant, jamais cessé de dénoncer la

Les ambitions africaines de la Oueddel, soutenu par le sudiste ibye ne pouvaient que se heur-Kamongué. Un chassé-croisé

symbolique.

brant protecteur.

lonialisme dans l'exploitation de l'Afrique par l'Europe et le pape (en jouant) sur la menta-lité de l'Africain. » Mais il u'hésitera pas non plus, afiu de sortir de son isolement à utiliser le « Livre vert » pour organiser des rencontres islamo-chrétiennes.

Plaque tournante à partir de laquelle la Libye peut avoir barre sur plusieurs Etats, le Tchad est au centre de ce dispositif. Dès son arrivée au pouvoir, le colonel Kadhafi a'était appuyé sur le traité Laval-Mussolini de 1935 - bien qu'il n'ait pas été ratifié - pour revendiquer la bande d'Aozou, en territoire tehadien, que ses troupes occupent en 1973. Elles distribuent alors aux populations des cartes d'identité libyennes sans que N'Djamena réagisse, Tripoli laissant entendre que le président Tombalbaye avait été dédommagé financièrement.

Visées sur le Niger

Dans cette affaire, la Libye ne s'embarrasse guère des principes mandos qui partiront à l'assaut des adopte des positions très dures de l'O.U.A. concernant le « res gouvernements en place lorsqu'ils sur Djihouti, les Comores, pect des fromières héritées de la colonisation . principe sur letionnaires ». En outre, des 1974, la militantisme se teinte parfois quel s'appuie le Front Polisario Libye a signé une série d'accords d'anti-christianisme : « L'Eglise, avec le soutien de Tripoli. De

politique « néo-colonialiste » de Paris et traite de « valets » les

chefs d'État africains trop pro-

ches de l'ancienne métropole. La

France, pour sa part, plus ou

moins discrètement, a'est en-

ployée à allumer des contre-feux.

mier voyage en Afrique noire en

mai 1982 que « la France veille-

rait à ce que la sécurité de ses

amis soit encore mieux assu-rée ., M. Mitterrand donnaît

d'emblée la mesure de sa déter-

mination. Il le faisait, en outre, à

Niamey, dans un pays auquel le colonel Kadhafi s'intéresse pour

des raisons stratégiques - la Li-

hye achetant beaucoup de son

uranium an Niger - autant que

En déclarant lors de son pre-

sur l'Algérie et beaucoup plus sur le Tehad puisque cette fuis elle u'englobait pas seulement Aozou mais tout le BET (Borkou, Ennedi, Tibesti), les Libyiens faisant valoir à juste titre que les Toubous, qui sont des musulmans, sont à cheval sur les deux pays.

bliée en 1976 annexait environ

20 000 km2 sur le Niger, autant

En fait, le colonel Kadhafi, qui voudrait avoir la première bombe atomique islamique, ou tout an moins contribuer à sa mise au point - au Pakistan, par exemple - tient évidemment à disposer de l'uranium que recélerait la bande d'Aozou. Aussi u'at-il jamais longtemps toléré que le chef du regime en place à N'Djamena, à défaut d'être un vassal, ne soit pas un allié fidèle. Or ce qui inquiète tous les voisim de la Libye, c'est que la politique hégémonique du « guide de la révolution », le conduit à chercher la « déstabilisation » des dirigeants qui contrecarrent ses ambitions. Finalement, cela explique que même ses propres amis algériens et éthiupieus l'aient - laché » au sommet d'Addis-Abeba.

PAUL BALTA

(1) Hervé Bleuchot, « La politique africaise de la Libye », in Annuaire de l'Afrique du Nord 1978, 6d. du C.N.R.S., Paris, 1980.

politiques, les Touaregs doivent.

en effet, à ses veux, constimer la

base des . États-Unis du Sahel -

Depuis l'arrivée au pouvoir de

M. Mitterrand, la France s'est

d'ailleurs opposée en plusieurs

circonstances de façon plus ou

moins seutrée aux actions li-

byennes.. Cela a été le cas en

Centrafrique, où des mala-

dresses françaises avaient amené

le général Kolingba à se tourner

vers Tripoli, qui s'était empressé

d'offrir - outre de l'argent - des

armes et des instructeurs mili-

taires. La Centrafrique, limitro-phe du Sud tchadieu, était une

proie tentante pour la Libye. Les

militaires libyens ne devaient

rester cependant qu'à peine buit

mois à Bangui que le général Ko-lingba, mieux soutenu par Paris,

leur enjoignit de quitter le

En Haute-Volta, l'arrestation,

en ce même mois, du capitaine

Sankara, admirateur de fraîche

21 mai dermer.

qu'il appelle de ses vœux.

Etranger

DANS UNE INTERVIEW ACCORDÉE A QUELQUES JOURNALISTES A FAYA-LARGEAU

L'ancien président Goukouni Oueddeï - - accuse la France de vouloir « recoloniser » le Tchad

Dans une interview accordée jeudi 30 juin à Faya-Largeau, à un groupe de journalistes, M. Goukouni Oneddel s'est déclaré prêt à demander l'aide de « pays amis » si la France intervient au Tchad.

L'ancien président a également amoncé que sa victoire à Faya-Largeau, il y a une semaine, n'était qu'« une étape du processus de libé-ration nationale de l'ensemble du territoire tchadien ».

Senles les forces du GUNT luttent actuellement contre celles du gouvernement de N'Djamena, a af-firmé ensuite l'ancien chef de l'Etat tchadien, selon lequel - il n'y a pra-tiquement aucun conseiller libyen ou autres étrangers dans nos

M. Goukouni a accusé la France de vouloir « recoloniser le Tchad », en complicité avec le régime de M. Hissène Habré et les Etats-Unis.

. Plus la France soutiendra Hissène Habré, plus la détermination de lutter du GUNT sera grande », at-il dit, « et la France sera rejetée non seulement du Tchad mais de toute l'Afrique ».

Selon M. Gonkonni, l'aide de la Libye et d'autres « pays amis », qu'il s'est refusé à nommer, inter-vient dans les domaines alimentaire, sanitaire et culturel. - Nous avons. a-t-il dit, des troupes à nourrir, à équiper. Tout cela provient de l'ex-térieur. Avec ces dons, nous résistons sur le terrain. »

Interrogé sur les inquiétudes qui se manifestent dans plusieurs Etats de la région à propos de la Libye, M. Goukouri a estimé que dans « certains pays d'Afrique centrale et de l'Ouest «, « la situation est pourrie et les peuples grognent ». « Si le processus révolutionnaire tchadien Inquiète ces Etats qui partent s'agenouiller devant Mitterrand, ce n'est pas notre affaire ., a-t-il dit.

En réponse à une autre question, le chef du GUNT s'est élevé contre l'idée que la Libye monnaie l'aide qu'elle lui apporte. - Je ne pense pas, a-t-il dit, que cette Libye révopuisse me demander une contrepar

tie quelconque. .

Enfin, il s'est déclaré - entièrement favorable - à une fusion entre le Tehad et lu Libye, à la condition, a-t-il dit, que les deux peuples le veuillent, comme je suis égale-ment partisan d'une susion entre tous les Etats africains ».

Un membre de M.S.F. accusé d'espionnage

M. Goukouni Oueddel a accusé un ressortissant américain, membre de l'équipe Médecins sans frontières (M.S.F.) à Fays-Largeau, M. Murk Frohardt, de se livrer à des activités d'espionnage. - C'est un agent de la C.I.A. et il sera considéré comme tel jusqu'à preuve du contraire «, a-t-il

M. Goukouni fonde son accusation sur une communication adressée an GUNT à Sebah (Libye) par le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), peu avant la prise de Faya-Largeau, et selon la-quelle sculs trois étrangers se trouvaient dans la ville : deux ressortissants belges, le médecin Benoit Hup (vingt-sept ans) et l'infirmier Joël Dupont (vingt-cinq ans), de M.S.F., ainsi que le délégué du C.I.C.R., Bernard Dumas (treute-sept ans), de nationalité suisse.

« Or, a-t-il poursuivi, nous avons trouvé un Américain de trop. Il faudra qu'on nous fournisse des explications. Nous ne lui ferons pas de mal, mais il sera traité comme un espion. - Tant que les Etats-Unis nous causent des difficultés, a ajouté M. Goukonni, nous somi en droit d'en faire autant. »

A Paris, M. Claude Malhuret, président de M.S.F., a confirmé l'appartenance de M. Frohardt à l'association médicale française et a précisé que M. Frohardt était intégré à l'équipe de M.S.F. au Tchad depuis septembre dernier, comme coordonnateur des équipes techniques. Il s'agissait, u-t-il dit, de sa première mission pour cette organi-

Pologne

L'Association des écrivains reste suspendue

Varsovic (A.F.P.). - Les autorités, qui devaient statuer le jeudi 30 juin sur le sort de l'Association des écrivains polonais (Z.L.P.), suspendue depuis la proclamation de l'état de siège, le 13 décembre 1981, ont différé leur décision en maintenant pour deux mois la suspension.

La direction de l'association, qui avait pris fait et cause pour le syndi-cat Solidarité, a résisté jusqu'à présent à toute tentative de « normalisation «. En verta de la loi sur la prolongation de l'état de siège de décembre 1982, elle aurait du être rétablie dans ses droits statutaires le 30 juin.

Le communiqué annonçant cette décision accuse sept membres de la direction de la Z.L.P. de faire preuve d' - Intransigeance - : il s'agit de MM. Jan Jozef Szczepanski (président), Andrzej Brann, Leszek Prorok, Tadeusz Drewnowski (viceprésidents), ainsi que de trois présidents de commission, MM. Marian Grzesczak, Andrzej Kijowski et Andrzej Szczypiorski. Le communi-que affirme qu'il existe toutefois au sein de l'association une tendance « à se démarquer des activités antisocialistes de certains membres « et laisse entendre que la prolongation de la suspension pourrait permettre à cette tendance de créer une nouvelle organisation.

Mercredi, l'organe du parti polonais, Trybun ludu, avait dénoncé dans deux longs articles les activités antisocialistes - des dirigeants de la Z.L.P., et les avait accusés de « sympathies » pour les « impéria-listes « américains, les » revanchards - ouest-allemands et Israël. Le quotidien avait publié une véritable liste noire comprenant les noms de quarante-six écrivains dont les princiales personnalités de la littérature polonaise contemporaine.

L'Association des écrivains est la dernière dont le sort n'ait pas encore été réglé. L'association des journalistes, puis celle des acteurs et artistes plasticiens ont été dissoures; celle des ciucastes u été autorisée à reprendre ses activités après la déssion d'Andrzej Wajda, son prési-

ABONNEMENTS VACANCES

France 15 jours ... 79 F 1 mois 1/2 ... 188 F 3 semaines . 99 F 2 mois ... 241 F 1 mois ... 136 F 3 mois ... 341 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger, veuillez nous consulter.) Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à:

Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Nom	Prénom
No Rne	.,
	ant les vacances pour
đu an	Versement joint

date du chef de la révolution libyenne, marqua un nouveau re-vers pour Tripoli. Certes Paris se déclarait étranger à cette révolution de palais, mais on peut penser que le commandant Oue-

draogo avait pris quelques

assurances avant de se débarras-

ser d'un rival potentiel. M. Mitterrand marque donc, à l'égard des initiatives libyennes, une hostilité plus nette que ne le fit en son temps M. Giscard d'Estaing. Mais quelle que soit l'irritation de Paris, l'enjeu africain n'est pas seul en cause dans les rapports avec une puissance arabe et pé-

trolière que la France, pour des

raisons notamment commerciales, est contrainte de ménager et ne peut s'aliener totalement.

A travers le monde

Italie

• L'ÉLECTION A LA CHAM-BRE DES DÉPUTÉS DE M. TONI NEGRI, qui, avec un groupe de militants d'« Autono-mie ouvrière « est inculpé d'« Insurrection contre l'État ., a provoqué, vendredi le juillet, la suspension de son procès jusqu'au 26 septembre. M. Negri, élu sur les listes du parti radical, bénéficie de l'immunité parlementaire et pourrait être mis en liberté des la proclamation officielle de l'élection. Il ne sera cependant pas sonstrait à la justice : après l'entrée en fouction du nouveau Parlement, une commission

ad hoc devrait prendre une décision autorisant la magistrature à poursuivre le procès. - (A.F.P.);

Mongolie

• MISE AU POINT. - Après la publication dans le Monde du 15 juin d'éclaircissements - de l'ambassade de Mongolie à Paris, sur le sort de la communauté chinoise dans ce pays, l'ambas-sade nous demande de préciser que ces immigrants chimois n'ont pas été contraints de choisir entre s'installer à la campagne et être expulsés, mais qu'ils ont - volontairement exprime leur désir de autter le pays ».

 \odot

••• Le Monde • Dimanche 3 et lundi 4 juillet 1983 - Page 7

France

LES SUITES DU CONTENTIEUX ÉLECTORAL

Un peu de retenue...

Bon, d'accord 1 MM. Charles Fiterman et Jeck Ralita ont fait preuve de légèreté coupable en critiquant publiquement lea jugements des tribunsux admi-nistarifs qui avaient été saisis eprès les élections municipales, Il ne fait eucun doute que le principe démocratique de la paration des pouvoirs e été, en l'occurrence, quelque peu malmené per le ministre des trensporta et eon collègue chargé de l'emploi,

C'est entendu ! la premier ministre a failli à sa mission en ne se rappelant pas à l'ordre les deux fautifs. Pour les avoir les deux fautris. Pour les avoir couverts par son eilence, M. Pierre Mauroy a mérité la volée da bois vert que lui a adressé le Syndicat de la juridiction administrative, dont le mot d'ordre de grève a été, jeudi matin 30 juin, largement suivi (le Monde du 2 juillet).

C'est évident | Il convient de regretter vivement que les dirints politiques ne parviennent pas à se débarrasser de l'habitude qui consista à contester les décisions des juges des lors qu'elles concernent les conten-

Peut-être y a-t-il là un souvenir de la pratiqua qui avait cours sous la IVº République, à 'époque où lea Assamblées étaient juges de la régularité de l'élection de leurs membres et relection de feurs membres et svaient la possibilité de rempla-cer les invalidés par les battus du suffrage universel, ce qui donnait lieu à de memorables ampoignades publiques dans lesqualles le fait majoritaire l'emportait parfois sur le res-pect des textes juridiques.

Sans doute cette propension à la suspicion tient-elle aussi aux ambiguités qui s'attachent, sous la Ve République, au rôla du Conseil constitutionnel, dont

la neutralité a : toujours été jusqu'à ces tempa derniers, contestée par la gauche, eu point que, en 1978, les invalidations prononcées par les neuf sages du Paleis Royal eprés les élections législatives avaient suscité une très viva réaction du premier secrétaire du P.S., M. François Mitterrand. Celui-ci n'avait pas mâché ses mots à l'encontra de cet organe. l'encontre de cet organe : « Le Conseil constitutionnel est une juridiction politique, l'instrument politique du pouvoir exécutif.(...) On le croyait servile, il n'est qu'obéissant. »

Avant la renouvellement par tiel de cette haute assemblée intervenu en février dernier, la geuche avait aussi critiqué la décision du Conseil constitutionnel à l'ericontre du premier pro-jet de loi relatif à la décentralisation outre-mer.

Rien ne saurait justifier, toutefois, que, per une sorte de contagion pernicieuse, les tribu-naux administratifs chargés de protéger le citoyen contre l'État soient è leur tour taxés d'indignité sous prétexte de polémiques post-municipales. Souli-gnant le rôle éminent de la section du contantiaux du Conseil d'État, juge auprême de la juridiction administrative,M. Mauroy soulignait le 28 avril ; « Je sais que la section du contentieux tout entière, directement at indirectement, procure aux citoyens un senti-ment irremplaçable de sureta juridique et morale. Or, je crois, après Montesquieu, que la tranquillité qu'assure un tel sentiment est le fondement même de la liberté politique.

On ne saurait mieux dire. Toute mise en garde contre les atteintes aux organes de la juridiction administrative est donc

Tartuferie

l'opposition contre MM. Fiterman et Ralite est, elle, beaucoup moins racavabla. La R.P.R. aurait-il un trou da mémoire ? Les gaullistes furent en effet les premiers, sous la Ve République, à contester les décisione de cette juridiction. Et quelle contestation | C'était en octobre 1962, après que le Conseil d'État aut rendu un arrêt ennulant une ordonnence du président de la République, le général de Gaulle, qui avait institué quatre mois euparavant une Cour militaire de justice, junidiction d'exception davent laquelle avaient été déférés plueurs dirigeants da l'O.A.S., I'un d'entre eux, Roger Degueldre, ayant mêma étá condamná à mort et exécuté.

Le pouvoir exécutif, violant aussitôt la règle de la séparation des pouvoirs, aveit accusé le Conseil d'État d'evoir outrepaseé ses prérogatives. A la demende du général de Gaulla, le premier ministre, M. Georges Pompidou, evalt immediatement déclaré tenir pour « anormale » la jurisprudence créée par la décision du Conseil d'État, ajoutant même que le gouvernement y voyail « un encourage-ment à la subversion at eux

La mercredi d'aprés, la conseil des ministres contestait

Le « baromètre » mensuel de la

Sofres, publié par le Figaro Maga-zine du 2 juillet, indique que la baisse des « cotes de confiance » du

Ċ,

La tartuferie qui caractérise tout aussi officiellement l'arrêt rendu, le communiqué publié à l'issue des délibérations affirmant qua l'intervention du Conseil d'Etet était sortie e du domaine du contentieux edministratif qui est celui de ce conseil ». En fait, le Conseil d'État avait simplement considéré que l'ordonnance instituant ladita Cour militaire de justice avait conservé la caractère d'un acte administratif et était donc de nature à lui être déférée

pour excès de pouvoir. Pouvait-il y avoir ingérence plus caractérisée du pouvoir politique dans le champ de la

Notre histoire contemporaine est écalement riche d'exemples de pressions politiques sur la juridiction criminelle. Faut-il rappeler les prises de position, en févriar 1976, da MM. Jean Lecanuet, alors ministre de la justice, et Michel Poniatowski, alors ministre de l'intérieur, demandent publiquement la paine de mort pour Patrick Henry, alors que ce meurtrier venait à peine d'être inculpé ?

Les membres du gouverne-ment qui sont aujourd'hui sur la sellette ne seuraient être lavés de tout soupçon, meia leurs censeurs ne paraissent pas les plus quelifiés pour instruire leur procès. De part et d'autre, une plus grande retenue serait la

ALAIN ROLLAT.

DE POINTE-A-PITRE A PARIS

Ces radios rebelles qui prêchent l'indépendance des Antilles et de la Guyane...

Pour la huitième fois en un an, les animateurs de l'association Fraternité-Caraïbes, qui gère, à Paris, Radio-Voka, organe d'expression libre du courant indépendantiste de la communauté antillaise et guyanaise de la capitale, avait appelé ses adhérents et ses sympat manifester, le samedi 2 juillet, à partir de 14 beures, place de la Bastille. Comme les précédentes, cette manifestation avait pour objet de protestes contre les menaces de poursuites qui pèsent sur cette radio libre qui n'a pas été autorisée à émettre.

Cette effervescence coincide avec les menées subversives de la mysté-rieuse Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC) qui a revendiqué vingt et un attentats à l'explosif commis aux Antilles, en Guyane et à Paris depuis la fin de mai.

L'utilisation des radios libres occupe une place de plus en plus impor-tante dans la stratégie des indépendantistes des départements d'outremer, en particulier en Guadeloupe, ainsi que le rapporte notre correspon-

De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. - Lundi 27 juin... Canular on pas, M. Luc Reinette, l'un des responsables du M.P.G.L. (Mouvement populaire pour la Gna-deloupe indépendante), prend très eu sérieux l'appei téléphonique ano-nyme l'informant de la préparation d'un « complot » des services spéciaux français contre sa personne. Le M.P.G.I. envoie un télégramme de protestation au commissaire de la

Mardi 28 juin... A la conférence de presse qu'il donne à la sousprésecture de Pointe-à-Pitre. M. Robert Miguet, commissaire de la République, expulse les représen-tants de Radio-Unité, Radio-Tambour et du journal Magwa, tous trois indépendantistes. Ces derniers, dans un communiqué, dénoncent cette attitude qu'ils considérent

Ces deux événements, à moins de vingt-quatre heures d'intervalle, eonfortent la thèse désormals admise que, après Radio-Voka à Paris, le gouvernement s'apprête à s'attaquer aux radios libres illégales émettant en Guadeloupe.

C'est le 8 novembre 1981 que entendre sa voix en Guadeloupe. Ses promoteurs, à l'époque, avaient voulu une radio rebelle, politique et anticolonialiste, se référant d'ail-leurs à l'expérience de Radio-Riposte, créée à Paris par le P.S. la campagne de M. François Mitterrand. Vivant de la participation financière de ses militants et de campagnes de souscription populaire. Radio-Unité estime n'avoir aucune autorisation à demander pour faire entendre sa voix sur le ter-ritoire guadeloupéen. Installée au quinzième étage d'une tour en plein centre de Pointe-à-Pitre, Radio-Unité sur 99,5 MHz sur la Grande-Terre et 90,30 MHz sur la Basse-Terre, à l'aide d'un émetteur d'une

puissance de 300 watts. Ainsi, lorsque, le 27 mai 1982, se crée le M.P.G.I., Radio-Uoité devient l'instrument d'expression de ce nouveau parti politique nationa-liste. M. Reinette, son principal animateur, veut surtout ouvrir l'information sur le tiers-monde : . Nous voulois surtout montrer au peuple guadeloupéen, outant que faire se peut, que malgré le mode de fonc-tionnement de type capitaliste que nous avons ici et qui nous fait croire que nous sommes un pays déve-loppé, nous sommes en fais chaque année un pays de plus en plus sous-développé. Les chiffres sont là : Il y a une richesse opparente qui semble se développer à cause des transferts publics, mais ll y o une véritable agonie au niveau de lo production. » Pour 1 a o 1, le M.P.G.I. est conscient du problème qui consiste à

proposer aujourd'hui une alternative qui n'impliquerait pas un autre mode de vie : source de difficultés et de remise en cause des avantages acquis (...): « On sera obligé de se serrer la ceinture, mais il n'y oura pas de privilège; l'appel à l'effort que lance Rodio-Unité n'a pas encore trouvé un large écho popu-laire, mais, estime M. Luc Reinette. nous ne dévierons pas de la ligne que nous nous sommes tracée. Il foudra peut-être foire même le sacrifice d'une génération; il s'ogit de construire aujourd'hut pour demain, et surtout de sortir de l'assistanat en faisant une rupture totale avec nos propres structures

mentales... = A propos de la reprise des attentats aux Antilles, en Guyane et en métropole, le leader de Radio-Unité, faisant allusion à l'ARC, s'ioterroge, comme tout un chaeun, sur l'origine de cette organisation et estime que toutes les hypothèses sont possibles, y compris celle de la provocation.

• Encore que, précise-t-il, le fait que

des noms comme ceux de Virginie Tom, Max Safrano, Alexander et les autres aient été prononcés, laisse penser que ce seraient des organisa-tions internationales agissant dans le sens de la libération des Antilles-Guyane (1). Si c'étoit le cas. ce serail, div-il, un phénomène nouveau montrant que les opprimés des der-mères colonies de la France sont enfin parvenus à se rejoindre et à coordonner leur action de décolonisation. Au contraire des organisations politiques de gauche traditionnelles, comme le parti communiste guadeloupéen, par exemple. Si ces actions sous-tendent un projet, une vision cohérente d'un type de déve-loppement pour chacun de ces peuples, c'est un grand pas qui est fran-chi. Seul l'avenir nous le dira. A ce sujet, M. Reinette, qui a été lon-guement interrogé, de même que sa femme, par les enquêteurs, consi-

dère qu'il s'agit la de pratiques rou-tinières et s'est déclaré déçu de certains artleles de presse qui, eo faisant volontairement un amalgame à propos de sa visite en France, créaient la confusion, faisant presque de lui le cerveau de toute cette affaire (2). Le leader du M.P.G.l. a annoncé la mise sur pied en Guyane et en Guadeloupe, puisque la Martinique en a déjà un, d'un cercle Frantz-Fanon dont la vocation serait de défendre les opprimés et les mili-tants anti-colonialistes quelle que soit leur appartenance politique.

Les problèmes actuels de Radio-Voka à Paris préoccupent bien sûr les membres de Radio-Unité, qui, dans un premier temps, ont envoyé un message de soutien en direct sur les ondes de l'immigration et participent avec Radio-Tambour à la créa-tion d'un comité de soutien à Radio-

Assurer la formation du peuple »

Comme un symbole ou un fait exprès, dans la tour voisine, en face de Radio-Unité, au quinzième étage également; depuis le 4 septembre 1982, Radio-Tambour a commencé ses émissions sur 100,30 MHz, en langue créolecomme sa voisine : problèmes divers, journaux, débats, avec le même objectif, se servir des problèmes réels de la vie socioéconomique de la Guadeloupe pour stigmatiser le système et prouer la lutte pour l'indépendance. Organe du Mouvement patriotique guadeloupéen, composée d'un certain nombre d'organisations politiques telles que l'U.P.L.G. (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe), le K.P.L.G. (Les chrétiens pour la libération du peuple guadeloupéen) et de plusieurs organisations syndicales, Radio-Tambour a vu le jour dans l'illégalité et a décidé d'y rester malgré le débat interne insvoué entre partissas et adverinavoué entre partisans et adversaires de la mise en conformité avec la loi... Comme Radio-Unité, Radio-Tambour a profité de la situation nouvelle créée par l'avenement de la gauche en France. M. Rico Desfontaines, un des animateurs de cette radio, nous en a précisé le rôle, qui est de faire avant tout de la propagande politique : Nous ovons constaté que l'information donnée en Guadeloupe par les médias offi-ciels, R.F.O., R.C.L., ne répond pas exoctement et complètement à l'attente des populations et qu'il y ovait une autre conception de l'information, plus proche des préoccupations quotidiennes des gens et qui les concerne dans leur vie; e'est ce qu'on oppelle les faits divers. Et puis, étant une radio politique, notre rôle est d'assurer la formation du peuple pour l'amener d l'indépendance.

D'ailleurs, sur le plan juridique, M. Desfontaines estime que la joi de juillet 1982 sur les radios libres n'est pas applicable stricto sensu à la Guadeloupe, en ce qui concerne, notamment, des limites d'emission imposées. Et puis, sur le plan des principes, il n'était pas question de demander aux Français l'autorisation d'émettre en Guadeloupe, avec d'ailleurs le risque de refus, comme ce fut le cas: pour Radio-Voka à Paris. MM. Remette et Desfontaines sont d'accord pour nier l'existence d'une concurrence, voire d'une guerre des ondes. Au pis ailer, il s'agirait de trouver des modus vivendi sur une bande F.M. désor-

. Nous savons, poursuit M. Desfontaines, que tôt ou tard le gouvernement nous demondera aussi de fermer. Mais notre force e'est lo conviction que ceux qui luttent pour l'indépendance nationale, ceux qui nous écoutent et qui estiment notre présence indispensable, nous aideront. Alors, pourquoi pas une seule radio défendant la même cause? » Comme M. Reinette, M. Desfontaines est pour le pluralisme : « Plus il y aura de radios véhiculant le messoge indépendontisse et plus l'idée fero son chemin. »

Les deux hommes ne cachent pas, toutefois, leurs différences idéologiques sur ce débat de fond, mais ils se défendent de parier de concurrence. SI un jour, dans le développement de la lutte du peuple guadeloupéen, la nécessité sa foisait sentir de l'existence d'une seule et même radio pour des questions d'effica-cité, il appartiendra alors aux orga-misations qui ménent lo lutte d'en décider, dit l'animateur de Radio-Tambour. Pour l'Instant, Radio-Voka est en difficulté, et notre tâche est d'intervenir au niveau des ondes est d'intervenir au niveau des ondes pour informer le mieux possible les Guadeloupéens sur ce qui se passe en France à ce sujet. » Radio-Unité, Radio-Tambour : deux radios rebelles qui ont choisi l'illégalité comme principe, le créole comme langue, et l'indépendance comme

ERIC RENÉ

(1) Ces noms sont ceux de trois mili-tants indépendantistes aux prises avec la justice en Guadeloupe (le Monde du 25 juin).

(2) M. Luc Reinette, considéré comme l'un des inspirateurs du GLA (Groupe de libération armée de la Guadeloupe), avait été emprisonné en 1982 à la saite de l'enquête sur les activités de cette organisation clandestine. Après sa libération, il a créé le M.G.P.I.

 RECTIFICATIF. - Dans l'article relatif à l'annulation de l'électies musicipale de Pamiers (Ariège) publié dans aos éditions daté 19-20 juin, nous avons attribué à M. Francis Rouquet, maire sostant réélu en mars, l'étiquette «appa-renté R.P.R.». S'il se situe bien dans l'opposition, M. Rouquet nous précise qu'il o'appartient à eucune formation politique. D'autre part, M. Barrière, qui conduisait au se-cond tour la liste d'ucion de la gauche, n'est pas conseiller général – le conseiller général du canton de Pamiers est M. Gilbert Seguela (P.C.).

Radio-Voka « caisse de résonance »...

Gérée par l'association Fraternité-Caralbes, qui reve environ mille deux cents membres, Radio-Voka (Radio-Voix-Caraïbes) émet vingt-quatre heures sur vingt-quatre, same autorisation, à Paris (92,7 MHz, 500 watts) depuis le 27 juin 1982 en s'adressant, presque exclusivement en créole, à la comnumauté antillo-guyanaise de la capitale. Le président de cette association, M. Raphaël Constant, Martiniquais d'origine, a répondu à nos questions pour préciser les objectifs de cette station libre qui se déclare « anticolonialiste et indépendantiste ». et qui revendique le droit d'expression.

ouvertement ses convictions séparatistes. Quels sont vos liens avec les partis indépendantistes des départements antillais et guyanais ?

- Les gens qui ont adhéré à notre association l'ont fait sur la base du soutien à une radio Indépendantiste. Fratemité-Caraibes est un lieu de regroupement d'hommes et de femmes qui sont inorganisés politiquement mais qui se situent sur une position indépendantiste. Nous vou-lons être le caisse de résonance de tout ce qui se passe dans nos pays. Pour un tiers, nos peuples sont maintenant ici (en France), immigrés, et Il faut les faire participer à la lutte, les pousser à l'organisation, à la conscientisation et à lutter pour leurs différents problèmes. Par rapport aux mouvements indépendentistes tous les courants sont représentés, mais nous n'appartenons à aucun groupe politique déter-miné et nous refusons d'interférer avec l'action des partis politiques. Ce qui expliqua notre récante prise da position à propos de l'Alliance révolution-

naire caraibe... . . . - Justement, yous avez prie soin da récuser tout amalgame evec les activités de cette mystèrieuse organisation, mais yous avez souligné que vous ne vouliez pas ce que cela signifie exacte-

- Les gens de l'ARC sont pour nous des patriotes qui ont choisi la voie armée. Nous, en refusons de les condamner. Vous approuvez le recours

à la lutte armée pour aboutir à

l'indépendance des Antilles et de la Guyane ? — Notre position globale est celle-ci : la violence est; objectivement, un des moyens qui peu-vent être utilisés, et, dans la lutte des patriotes guadelou-péens, martiniquais et guyanais

« Radio-Voka afficha contre le colonialisme français aucun moyen, à notre avis, n'est exclu. Nous nous défendens de condamner des hommes et des femmes qui ont choisi la violence... Et a'il y a des militants de l'ARC qui sont arrêtés, notre radio se mobilisera à fond pour las soutenir. La Fraternité-Caraïbes soutiendra tout patriore toucha, qualle que aoit la méthode qu'il aura choisie pour lutter contre la colonialisme, et quel que soit son parti dès lors qu'il se réclame de l'indépendan

> - Votre action est-elle concertée avec cella des radios libres indépendantistes émettant aux Antilles ?

- Non. Ce qui gêne le pouvoir, c'est que, jusqu'à présent, notre communauté immigrée n'avait pas l'habitude de se battre, de descendre dans la rue. Mais il nous paraît inévitable que l'immigration antilleise et guya-naise se manifeste ici dans la rue, ration. C'est ce qui commence à se faire. Et jusqu'à présent, le pouvoir peut difficilement répri-mer à Paria comme il la fait dans notre pays...

- Comment ca ? Il le fera peut-êtra per la

suite, mais pour l'instant il ne peut pas objectivement utiliser les mêmes méthodes que là-bas. Donc il faut que nous utilisions cet espece de liberté pour exposer publiquement le problème de ta décelonisation des Antilles. Pour l'instant, nous constatons que, en nous rensemir i entories-tion d'émettre, le pouvoir fran-çais ne respecte pas sa pròpre loi. Nous avons un soutien popu-laire, nous avons été étus pour diriger notre radio et nous défendons notre radio, S' « ils » veu-lent nous chasser, ce n'est pas seulement du matériel qu' « ils » auront à casser, et nous pouvons mobiliser plusieurs centaines de personnes en qualquea

représentatif de mille personnes en âge de voter, 40 % des Français (contre 46 % le mois dernier) décla-

président de la République et du premier ministre se poursuit. Selon cette enquête, réalisée du 17 au 23 juin auprès d'un échantillon rent faire - tout à fait - ou - plutôt confiance - à M. Mitterrand pour résoudre les problémes de la 51 % précédemment) ne lui font pas coofiacee. En ce qui coceerne M. Pierre Mauroy, 33 % des personnes interrogées (37 % le mois dernier) affirment lui faire confiance et 62 % (contre 57 %) émettent l'opinion contraire.

A l'indice de popularité des per-sonnalités politiques de la majorité, M. Michel Rocard, qui conserve la M. Michel Rocard, qui conserve la première place, perd un point (61 % d'avis favorables au lieu de 62 %). Il est suivi par MM. Delors, qui perd buil points (45 % au lieu de 53 %), Mauroy, qui en perd quatre (35 % au lieu de 39 %), Jospin, qui en perd trois (28 % au lieu de 31 %) et Fabius, qui en perd quatre (26 % au lieu de 30 %).

Les personnalités politiques de l'opposition, en revanche, enregistrent une hausse de leur cote de popularité : elle est d'un point pour Mme Veil, toujours en tête (49 % au Mme Veil, toujours en tête (49 % au lieu de 48 % le mois dernier), de cinq points pour M. Chirac (46 % au lieu de 41 %), de quatre points pour M. Barre (43 % au lieu de 39 %) et de cinq points pour M. Giscard d'Estaing (36 % au lieu de 31 %).

SELON UN SONDAGE DE LA SOFRES

de l'opposition est en hausse

La cote de popularité des personnalités

LA FIN DU CONGRES DU SNI

L'attente et l'amertume des instituteurs

Bordeaux. - Le congrès du Syndicat national des instituteurs et professeurs de colleges (SNI-P.E.G.C.) a pris fin le vendredi 1" juillet à Bordeaux après quatre jours de travaux (le Monde des 29 et 30 juin). Il a mis en évidence les contradictions des adhé rents face aux réformes que souhaite imposer au système educatif un ministre socialiste de l'éducation nationale.

Guyane...

appen, comprised d'un certain

superent, compresse of an certain surface d'organisations, politiques de PT PTG. Il non populare pour la liberation de la Guade.

upe). le k P L to (l'es chratiens

supe), le n. r. l. c. () es chritiens sur la libération du peuple guide supéen) et de plusieurs organiss-ons sandicales. Radio-Lambou a

a le sour dato l'illegaine et a décide

y rester malgre le debat meme

strong entre partisans et adver

mes de la mise en conformité ace

Los Comune Radio-Unite Radio

embour a profete de la situation

sevelle créce par l'avenement de la

suche en France. M Rico Design

unes, un des animisteurs de cette

edice, nues en a precisé le role qui

u de faire avant tout de la propo-

ande politique . Nous alons

matete que l'information donnée

a Guadelinge par les médias offi-

ets. R.FO RCI ne report pos

sacrement et complètement a

attente des populations,ci qu'il

vant une autre conception di

information, pius proche des

fficempations questidiennes de

and el ata ies converne dans lea

ie, c'est ar qu'en appelle les sais

toers Et must clant une radio poli-

que, mater role est d'assurer la formetion du peuple pour l'amener à

D'ailleurs, sur le pian juridique

4. Bestomarne, estime que la loi de

sillet 1982 sur les radue libres n'es

44 applicable series tenne 2 h

indebuije, en ce qui concerne,

plantiment, des limites d'emission

reputers. Et puis, sur le plan de

Cemelagen if it dant our question de

minumeter and Francis Lauteria

int d'emettre en Gundelsepe, are infleues le risige de relux somme

m. fut le cas pour Radio Voka à farea MM Remette et Destan-

since sent d'account pour met i cro-

the d'and concurrence voire d'une

perre des andes. An pre alter, il

agirait de remuser des medes

isendi sui une bande I M désor-

" Acres rescure equipmed M De

destinate. Que soit que sunt un misser

waters with the manager and a

sensor Mais more time on h

mention que ceux qui luttent par

tendependence with more very the

trees econstant at out orthogen min

water and of marchie mous aids

edit Aliers, point dure pur une resi-

who detendant at more austi-

store and point is planting . Plus

I a mucha de ration rehovabet il

Reducte and pendancers of plus

Les deux beminer ne eite bert pieautolina, leura differences identifi

pare sur es deltas de fond man de infinaderes de parter de concerceres

So was pour drives of drive a mount

le la fuite du pençle enquelance

a mi, erene is filitate conte fie

White wife and the second of the second

what power are questions device

He. if appartenden at the man offer

Bartinen du memme et alle all

Minder fin Lattemateta de Raffe

Controller Freit Contain Kale.

At the state of the state of the state of

September 15 miles and property

aministration of the second

in France if the West of Kindson talk

Laure Lamberer Gent rafter whiles gibt eint chief geführ

Militar bitte ibe a rice of filter

engue, et innisjeminter comme

COLD See Matter to a force of the first

And to provide the provide the state of the

manufact the first first the second of the first than the second of the

· PICTION ADD - 100 27

tions related a transmission of the

COM WESTERN STATE AND A STATE OF THE STATE O

BERT THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE PARTY

men process Received to the second se

property of Research of Research of the Control of

Martin Marie Angereit de

NAME OF A STATE OF THE PARTY OF

PARTIES FOR STATE OF THE STATE

FRIC RENE

palet feftet tratt . Birmin .

THE PROPERTY AS

sadefichidates.

De notre envoyé spécial.

Étonnant. Il y a une dizzine d'années, les ultra-minoritaires du SNI-P.E.G.C. étaient traités de - ganchistes . A l'époque, leurs représentants dans les congrès pas-saient pour des révolutionnaires. En 1983, leurs successeurs montent à la tribune pour dénoncer « les com»: mandos pseudo-pédagogiques du syndicat C.F.D.T. qui tentent de mettre à mai l'école latque. Les crateurs de la tendance Front unique ouvrier (FUO mimé.

par des trotskistes du parti communiste internationaliste) out multiplié les interventions de ce type pendant le congrès pour critiquer le rapport Legrand et les propositions faites par le ministre de l'éducation natio-

nale pour modifier la formation dans les collèges.

Conseil d'école, équipe pédagogique, projet d'établissement, partici-pation des parents, tout cela pour les responsables du FUO est. • un fatras médiéval » qu'il faut rejeter. Face aux parents d'élèves, face » aux curés déguisés en socialistes » et à ceux qui, » sous un vocabulaire nouveau, veulent travestir notre école », les militants du FUO appel-lent à sauver l'école laïque.

Reprenant ces arguments, M. Bernard Bolzer, secrétaire de la section départementale de la Loire-Atlantique jusqu'en jum dernier, a lancé un appel au syndicat pour sortir le syndicat de l'impasse dans laquelle il est engage. Manœuvre des trotskistes? M. Bolzer. s'en défend. Il se veut un combats'en défend. Il se veut un compat-tant contre » la cédétisation » de son organisation. Même si l'opéra-tion politique connaît un succès li-mité, elle peut éveiller quelques échos chez des instituteurs « fidèles à l'esprit late ».

Une lettre d'un - bon camarade publice en avril dans l'organe bimensuel de la tendance majoritaire du syndicat Unité, Indépendance et Démocratie (U.L.D.) reflète le malaise qu'épronvent des enseigants à l'annonce de transformations ou de rénovations de l'enseignement public." . Il faut du changement... mais

pas de bouleversement », écrit cet instituteur inquiet des « conférences, concertations et autres aimables réunions de salon qui n'apportent rien à personne ». Il a peur qu'il n'y ait trop de journées de réflexion avec les parents et que, devant l'abus de langage de certains, on assimile « ceux qui parlent travail et méthode à des rétros, pourquoi pas des réactionnaires, imperméables à tout changement ..

Cet instituteur, comme d'autres résents au congrès, demande au SNI, son syndicat, qu'il le rassure, qu'il l'aide et surtout qu'il lui dise encore une fois que l'enseignement délivré dans les écoles est le meilleur, bref que tout va bien . comme

Situation difficile pour le secré-taire général du syndicat, M. Guy Georges. Avec des accents de père de tous les syndiqués, il se doit de répondre à ces attentes. Mais il lui faut aussi se garder des critiques des membres du courant de pensée Unité et Action (U et A, proche du onte et Action (O et A., proces une parti communiste), qui exige » une prise en compte des débats engagés dans le pays pour transformer l'école maternelle et élémentaire ».

Conscient de ces reproches, M. Michel Gevrey, membre de la direction nationale, a demande, en présentant la motion « Education » du congrès : « Faudrait-il que, sous le prétexte que les choix du minis-

poratismes ou des conservatismes, on chipote, on readcle, on re-tarde? • Il a rappelé longuement que le SNI - veut le succès des transformations de l'école et du col-lège ». Il a invité les adhérents à avancer pour que cesse le drame de tant de jeunes en situation de rejet du système social et de l'institution scolaire. Tache exaltante mais difficile quand les moyens ne sont pas an rendez-vous, répondent en aparté des congressistes.

· Nous ne sommes ni des déçus du socialisme ni des décus du syndi-calisme -, a lancé M. Georges dans son allocurion finale. Optimiste, le socrétaire général a invité les délégués à dépasser les amernanes et à usculer les a priori pour - sortir des craintes qu'excusent vingt an-nées de coups reçus et l'indécision d'aujourd'hui ».

Fidèle à lui-même, M. Georges a ménagé pour son dernier congrès la critique et l'onverture vis-à-vis des pouvoirs publics. Sur les problèmes lales ou corporatistes, il s fait prenve de fermeté tout en affirmant que la volonté du syndicat est de provo-quer, d'accélérer les mutations. A quelques mois de « passer le relais ., selon son expression, parviendra t-il à maintenir l'unité du syndicat et à arrêter la continuelle baisse du nombre des adhérents ?

SERGE BOLLOCH

La mort d'un proviseur

Dans l'ensemble « Violence et violences à l'école s paru dans nos éditions datées 29-30 mal. une erreur de manipulation a entraîné l'omission d'une partie : du « Point de vue » que nous avait adressé... M. Edmond Benayoun, secrétaire général du Syndicat national des personnels de direction . des établissements secondaires (S.N.P.D.E.S.-FEN). après la mort d'un proviseur de Grenoble poignardé par un élève. l'intégralité du texte

André Argouges, proviseur du lycée Jean-Bart de Grenoble, agressé par l'un de ses élèves, est mort des suites de ses blessures. C'est la consternation et la stupeur parmi tous ses camarades, chefs d'établissement et censeurs de-

involontairement tronque.

Loin de nous l'idée de situer les responsabilités du malheur qui nous frappe, et que l'on sache hien que nous dénonçons par avance toutes les récupérations ou les explications politiques d'un tel événement,

Mais à son poste, dans l'exercice d'une fonction qu'il occupait avec un dévouement et un sens du service public dignes de tous les cloges André Argouges témoigne, et nous tous avec lui, dans la solidarité la plus totale, des difficultés grandis-santes du métier de chef d'établisse-

Nons n'avons cessé de le dire ces dernières angées : nos établisse-ments scolaires répondent de moins en moins aux aspirations de notre jeunesse et à la mission éducative que le pays est en droit d'attendre d'eux. Dans notre responsabilité d'eux. Dans notre responsaonte d'animateurs des communautés que représentent lycées et collèges, nous sommes consternés par la persistance de l'échec scolaire, la difficulté de faire vivre la communication et l'esprit de tolérance, et notre inquiétude grandit au spectacle de la désespérance qui gagne même les moins déshérités sur le plan scolaire mons desnerites sur le plan scolaire et social. Et chacun sait qu'il n'y s pas loin de la désespérance à la vio-lence. Nombre de nos collègues en ont déjà fait la triste expérience.

Des solutions existent-elles dans la France d'aujourd'hui ? Il serait vain d'imaginer que l'école reste un domaine protégé dans une société en mutation et gagnée par une crise tout autant morale qu'économique et, s'il en était

ainsi, ce serait la preuve que l'école serait coupée de la vie, ce qui u'est conhaitable pour personne. Il faut que l'école soit dans la vie, qu'elle prépare à la vie et pas seu-lement à la vio professionnelle. Il faut qu'ello entraîne les sdolescents, par un apprentissage progressif, à l'excercice futur de leurs responsabilités d'adulte et de ci-

Et cela se fait à force de patience, d'explications, do disponibilité, d'écoute, de fermeté confiante, toutes qualités que l'on doit attendre de tous ceux qui participent à quel-

que titre que ce soit à l'œuvre d'édu-.

. Mais il serait tout aussi vain de penser que cela se fait uniquement par la magie du verbe; il y faut aussi des moyens que nous récla-mons chaque année avec plus d'insistance, des moyens pour lesquels nous demandons quantité et qualité, car l'une ne va pas sans l'nutre.

En effet, tous ces élèves aussi mal à l'aise à l'école que dans la vie ne se satisfont plus du soul acte d'ensei-gnement; ils ont besoin d'un encadrement éducatif compétent, disponible, qui les prenne en charge et les side à surmonter leurs problèmes. Il fant aussi que, dans nos lycées et collèges, chaque adulte manifeste

sa volonté de considérer chaque élève comme un individu méritant Nous en sommes encore loin, tant

d'obstacles neus séparent de cet ob-jectif ambitions, mais c'est à ce seul prix que nous pourrons enrayer l'évolution dangereuse qui nous in-

uiète. André Argouges était un de ces éducateurs responsables. Il voulait créer dans son établissement un climat favorable à l'épanouissement de tous ses élèves. Tout le monde s'accorde pour reconnaître qu'il avait

Il nous a quitté dans des circonstances difficilement supportables.

Mais il nous laisse un exemple et
une leçon que, dans la dignité et la
lucidité, nous ne saurions oublier. EDMOND BENAYOUN.

. DES PERMANENCES TÉ-LEPHONIQUES POUR LES INSCRIPTIONS DANS LES UNIVERSITES PARISIENNES. La chancellerie de Paris diffuse junqu'à la fin du mois de juillet des informations sur les possibilités d'inscription dans les universités d'Ile-de-France (académies de Paris, Crétell et Versalles). Des ruris, Crétell et Versailles). Des répondeurs automatiques fonction-neut aux numéros d'appel survants : pour les formations juridiques et économiques : 354-84-86; litté-raires et artistiques : 354-84-93; linguistiques : 354-84-96; scienti-fiques : 354-85-68.

ADMISSIONS AUX AGRÉGATIONS

• GRAMMAIRE:

Mmes et MM. Linia Bercelli (5°); Sylvain Brocquet (1°); Sylvie Cro-giez (9°); Jean-Pierre Caq (8°); Fran-coise Falabrègues (2°); Christine Grillo (3°); Stéphane Robert (6°); Isa-belle Sudrat (7°); Marie-Agnès Vincent (4°).

• PRECISION. - M. Xavier d'Arcos, professeur de français a Périgueux, qui vient d'être relaxé par le tribunal de cette ville après avoir été accusé à tort d'avoir divulgué un sujet du baccalnuréat en 1982 (le Monde du 17 juin) nous demande de préciser que le jugement du tri-bunai le concernant indique notamment que les révisions de fin d'année de mises en cause en 1982 étaient celles d'un projet pédagogique choisi par M. d'Arcos, plusieurs mois avant la réunion de la commission de choix des sujets dont il était

La préparation de la rénovation des premiers cycles universitaires

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, n précisé les tration = (1). modalités de préparation de la rénovation des premiers cycles universitaires, le jeudi 30 juin, devant la conférence des présidents d'université, un des aspects du projet de loi sur l'enseignement supérieur adopté en première lecture à l'Assemblée nationale (le Monde daté 12-13 jain). Un groupe de travail composé de quatre commissions a été mis en place pour » élaborer la problématique de cette résorme », indique un communique du ministère. Elles devront - explorer - chacune un ensemble de disciplines : « sciences exactes et technologisanté et de la vie à finalités sociales et paramédicales », « sciences humaines et sociales ouvrant sur le secteur de la communication, de la culture et de l'infarmation .. « sciences juridiques, politiques,

économiques et de gestion ouvrant

sur le secteur de l'organisation, des

NOUVEAU MÉLANGE

RESPIRATOIRE

POUR LES PLONGEURS

Un nouveau mélange respiratoire, composé de 97,5 % d'hydrogène et

de 2,5 % d'oxygène, a été expéri-menté, vendredi l' juillet, au cours

d'une plongée dans la baie de Cassis

(Bouches-du-Rhône), par le président-directeur général de la Compagnie maritime d'expertise

(COMEX), M. Henri Delauze. Le

plongeur n pu passer quelques ins-mus à la profondeur de quatre-vingt-onze mètres.

Ce n'est pas la première fois

qu'un mélange respiratoire de ce type est essayé. Déjà dans le passé.

les Suédois, en 1945, et les Français

de la COMEX et du Groupement

d'études et de recherches de la Ma-rine nationale, plus tard, s'étaient li-

vrés, avec des succès partagés, à de telles expériences. En effet, les diffi-

cultés de la mise au point d'un tel

mélange tiennent notamment dans la nature même des gaz utilisés,

dont la combinaison, dans certains

cas, peut être spontanément déto-

Précisions sur Cosmos-1443.

vait imaginer, le satellite soviétique

Cosmos-1443, actuellement amarré à la station orbitale Saliout-7, à bord

de laquells travaillent les cosmo-

nautes Vladimir Liakhov et Alexan-

dre Alexandrov, ne constitue pas un

» simple entrepôt » destiné à amélio-rer les conditions de vie dans l'es-

Cosmos-1443, dont le volume -

pressurisé - atteint 50 mètres cubes

et dont la taille est d'environ 13 mè-

tres, joue le double rôle d'un cargo

et d'un remorqueur pour permettre

les changements d'orbite. Il pèse

une vingtaine de tonnes et possède -ce que l'on ne savait pas jusqu'alors

- un module de descente vers la

Terre capable de transporter une

charge utile de près de 500 kilo-

ontrairement à ce que l'on pou-

Les présidents de commissions devront remettre un rapport au minis-

tre pour la mi-juillet. M. Savary a cependant insisté sur le fait que - la préparation de ces premiers cycles est l'affaire des universitaires ». Le rapport sera done transmis aux préents d'université afin qu'il soit discuté dans les établissements. En même temps, le ministre réunira une mission d'experts universitaires Mais c'est après avoir reça les ré-ponses des établissements, qui doivent lui pervenir en novembre, que M. Savary feta des « propositions opérationnelles sur la formation » pour la rentrée 1984.

(1) Les commissions sont présidées respectivement par MM. Michel Com-barnous, professeur à l'université de Bordeaux f. Gérard Pages, chef du sersorteaux ; cerain physique et sportive au ministère, Jean Celeyrette, président de l'université Lille III, et Jacques La-groye, professeur à l'université de Paris I.

Qui gagnera la guerre des vaccins?

(Suite de la première page. l

« Quand Merck formulara sa. demande, confiait-on il y a peu encore au ministère de le santé, nous refuserons en donnant des prétextes ». En clair, il s'agissait, en l'absence de législation ou de réglementation précise, de faire valoir un vieux principe selon lequel un vaccin vendu en France deit y être produit, ou, tout au moins, produit dans des installemoins, prochit dans des risusse-tions pouvant à tout moment être inspectées. Une juste ré-ponse, estimait-on, à l'interdic-tion faite à l'I.P.P. de commercialiser son produit aux Etats-Unis. Les importations de plasmas américains et leur mélange avec des plasmas européens, prati-qués par l'I.P.P., ont démontré les limites d'un tel plan protec-

Au total, avec le recul, la situation française apparaît paradocale. On pourrait presque sou-tenir que tout a'est passé comme si, dès l'urigine, on avait voulu perdre toute chance de remporter la compétition. Ls vaccin français fut mis au point et experimente sur l'homms dès 1975. Il fallut attendre six ans pour qu'il soit mis sur le marché. Six ans de conflits entre Paris et le province, de querelles de personnes, d'oppositions en tous genres. C'est sinsi que, durant cette période, certains n'hésitaient pas à dire qua ce qui était présenta comme une découverte française avait, en réalité, été e pillé » dans un laboratoire américain. Avac les laboratoire américain. Avec les années, cas rumeurs s'estompèrent at, progressivement, on assista à une mobilisation générale. L'I.P.P., filiala du groupe public Sanofi Elf-Aquitaine, se lançait alors dans la production indus-

Il était déjà presque trop tard, et la firme française ne devança qua de qualquas mois son concurrent américain. « Que le meilleur gegne », déclarait alors M. René Sautier, P.D.G de Se-nofi. En coulsses, pourtent, la compétition était déjà biaisée : inquiet des conséquences d'un procès en propriété industrielle qu'aurait manacé d'intonter Merck, le groupe français avait accepte de verser des royalties à son concurrent sur chaque dose

de vaccin vendue. Après mai 1981, M. Jann Weber, directeur de la pharmacie et du médicament, puis le professeur Jean-François Lacronique, sojoint au directeur général da la santé, quittaient le minis-tère de la santé pour la JANOFI et l'LP.P. Dans le mêmo temps, le professeur François Gros, directeur de l'Institut Pasteur Fondation, était nommé consei auprès du premier ministre. Plus que jamais, le vaccin devenait un affaire nationale.

Puis ce fut le « coup da poignard », avec la « découverte » de l'importation et des mélanges de plasmas américains. Sur ce point, à l'I.P.P. on réfuta, en bloc, toutes les accusations. e Si nous n'avons pas donné d'informations le moment voulu, expliqua le doctaur Yvos Garnier, P.D.G. d'I.P.P., c'est que nous préférons la politique de le vio-lette, qui est discrétion et mo-destie, à la politique de l'orchideste, à la politique de l'orchi-de, qui est vanité et se feire voir. » lci, pourtant, la violette n'aura guère été de circonstanca. La coincidence de l'épidémie de La concioence de l'epideme de SIDA, la panique qu'alla angen-dre, l'argumentation technique présentée par Merck — une ma-ladie hépatique chez un chim-panzé (2) : il n'en aura pas fallu davantaga pour ternir l'Image d'un vaccin dont tout le monda souligne pourtant sujourd'hui avec huit ans de recul, la perfaite efficacité at la totale innocuité jusqu'à ce jour, démontrée sur plusieurs dizaines de milliers da

Certains, à la Senofi, estiment qu'ils ont raté una superbe aventure commerciale. « La Corée si Singapour, deux clients potentiels, viennent d'annoncer qu'ils refusent notre produit. D'autres personne de développes pays commencent à développer leurs propres productions. Avec tous les bruits autour du SIDA, on ne vaccinera plus que les personnes à très haut risque et, dans quelques années, sortiront de nouveaux vaccins contre l'hépatita produits par synthèse chimique ou par génie géneti-

Reste l'aventure scientifiqua : la prévention, grâce à la vaccina-tion contre l'hépatita B, du can-cer primitif du foie. La encore, un obstacle ; ce sont des pays du tiers-monde qui sont les princi-paux intéressés et qui ne peuvent financer da telles campagnes. Celles-ci doivent être soutenues par la fabricant.

Enfin. l'avanir incertain du vaccin français samble aujourd'hui étroitement lié au choix que feront prochainement les autorités chinoises entre les procédés français ou américain de fabrication. « Un marché, dit-on réveusement à l'I.P.P., de plu-sieurs dizaines de millions de

JEAN-YVES NAU.

(2) L'Office fédéral de la santé publique de Berne, après des essais effectues en Suisse et en France sur lot nº 10 da vaccia de l'T.P.P., a

En France, les doses déjà com En France, les doses déjà com-mercialisées du vaccin provenant du lot nº 10 n'ont pas été retirées de la vente, le secrétariat d'État à le santé estimant qu'il n'y avait pas do risque (le Monde du 29 juin). De plus la mesure de suspension à la mise sur le marché des autres doses vient d'être levée.

Au Jardin des Plantes

Des logements décents pour les rapaces

« Je proposerais de démolir complètement l'ancienne fauconneria... » Alphonsa Milne-Edwards, directeur du Museum national d'histoire naturelle, a émis cette suggestion dans un rancort pu'il a adresse au ministra ds l'instruction publiqua en 1891. Depuis 1825, en effet, les rapaces de la ménagerie du Jardin des Plantes étalent logés dans des cages tellement exiguës qu'ils ne pouvaient même pas déployer leurs alles. Ils y

étaient encore en 1978... Depuis quelques jours, les rapaces diumes du Jardin des Plantes ont anfin des logements décents (qui ont été inaugurés le 28 juin) : dix grandes volières profundes ds 4 à 9 mètres, hautes de 3 à 5 mètre, larges de 5 à 8 mètres. Le fond de cas volières est fait de faux rochers qui camouflent les salles de soins at d'études. La nouvella « vallé des rapaces > serpente ainsi

dans une sorte de mini-canyon. Vautours himalayens caracaras cummuna (un faucun d'Amérique (atine), vautours de Pondichery, vautours de Rüppel (d'Afriqua), sigles pechaurs (d'Afriqus), vautours papee (d'Amérique tropicale), vautours

Ariane perd une commande. –
 Malgré son dernier succès, la fusée

européenne Ariane vient de perdre

une commande. La compagnie américaine Western Union, qui avait

choisi de confier le lancement d'un

satellite de télécommunications

Westar à Ariane, a finalement

rompa le contrat qu'elle avait passé

cette fin avec la société Arianes-

Kolb (d'Asia), percnoptères (peet d'Espagne qui cassent les racifs an tangent dessus avec laur bec) peuvent désormais voler, siors que le plupart d'entre eux ont une envergure de 2 mètres. lis peuvent aussi se percher à le hauteur qui laur est assignée par la hiérarchie du groupe : das vires ont até aménagées dans les faux chus se dressent dans chaque volière.

A l'sutomns, des arbustes seront plantés dans les volières aux endroits au ils na generont pas les habitudes des oisesux. Ainsi sspare-t-on qua les rapacas diumes se sentiront bien chez eux et que toutes les espèces présentes au Jardin des Plantes se reproduiront comme c'est cas ailleurs, notamment au zoo de

De grandes volières sont en préparation pour les rapaces nocturnes de le ménagerie du Jardin des Pientes.

4 Jardin des Plantes, Paris, 5 arrondissement, ouvert tous les jours de 9 b à 18 h. Entrée de la ménagerie: 12 francs.

pace, qui perd ainsi une somme de 25 à 30 millions de dollars. La Westellite ne soit pas lancé à temps. Les responsables de la fusée Ariane espèrent cependant obtenir dans les

LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS MÉDICAUX FRANCAIS ANNONCE DES ACTIONS DE « GUÉRILLA » **POUR L'AUTOMNE**

C'est un tableau sombre que le docteur Jacques Beaupère a dépeint jeudi 30 juin à Paris, lors de la conférence de presse de la Confédération des syndicats médicaux fran-çais (C.S.M.F.), qu'il préside le noir - domine les relations qu'entretient la Confédération avec la caisse d'assurance-maladie ; le eris -, tantôt sombre, tantôt elair. abille l'ensemble des mesures législatives et réglementaires prises par le gouvernement ; le » bleu », enfin, plus lumineux, met en valeur les résultats de certaines actions et propositions syndicales.

Dans l'immediat, la C.S.M.F. se cantonne à la · révolte verbale - et exprime sa · morosité · tout en réassirmant sa foi en une médec libérale et conventionnée. Cette position d'attente n'exclut pas, dans le cas où aucune revendication ne serait prise en compte, des actions de » guérilla » dunt décidersit un conseil de crise de la C.S.M.F. convoqué pour le 25 septembre.

· Le prix des droits de l'homme du Conseil de l'Europe a été décerné, le 1 juillet, à la section médicale d'Amnesty International. Ce prix - une médaille en or et un diplôme - sera remis à Strasbourg lors de la session d'automne de l'Assemblée du Conseil de l'Europe.

Le groupe socialiste de l'Assemblée européenne a lancé, le le juillet, un appel pour uns action urgente contre le SIDA, demandant tern Union, compte tenu du retard notamment la suspension des imporpris par Ariane, craignait que son sala fabrication de vaccin contre l'hépatite B. Aux Etats-Unis, plusieurs médecins et scientifiques ant jours qui viennent la signature de déclaré être » consternés » par cette demande

La Corse sur tous les fronts

(Suite de la première page.) Joseph Alfonsi, le « cald » présumé de Propriano et sa bande n'auraient pas suivi les membres de la famille Orsoni pendant plusieurs jours pour exécuter un « contrat » politique, mais bel et bien, comme on avait déjà pu le supposer au début de cette affaire, pour régler un différend de droit commun qui paraissait opposer Jean-Marc Leccia, personnage important du milieu de Porto-Vecchio – aujourd'hui en fuite, – à Roger Orsoni, l'oncle des deux militants Guy et son frère

des inculpés et de certaines informations recueillies, notamment à Marseille, par les policiers, que Roger Orsoni ait tenté, ces dernières semaines, de concurrencer Jean-Marc Leccia dans des opérations illégales, ou de lui réclamer sa part de béné-fice dans une « combine » d'une nature que l'enquête n'aurait pas encore permis de préciser.

De Roger Orsoni, le milieu corse n'aurait an départ pas su grand-chose : éleveur de chevaux à Vero (Corse-du-Sud) apparemment rangé, il ne serait revenu dans I'lle que récemment, après plusieurs années de prison consécutives à une tentative de meurtre. L'onele de Guy a-t-il tenté un coup de bluff sur un caïd installé pour se faire, lui aussi, une place au soleil curse? Certains éléments du dossier d'instruction peuvent laisser penser que cet homme sans réputation a nu chercher à impressinnner Jean-Marc Lecccia en s'appuyant sur l'aide dont il disposait, dans son entreprise de conquête, de la part de quelques truands marseillais et corses rencontrés pendant ses années d'emprisonnement. Pour faire bon poids, il aurait aussi pu mettre en avant la personnalité politique de ses deux neveux et rôle, empruntaient la Mercedes laisser entendre qu'il avait aussi bleue de Roger. Quelques jours F.L.N.C. - n'ont pas forcément

avec lui la force de frappe de l'ex-L.N.C.

Cette référence à l'organisation clandestine - qui ne s'était jamais attaquée au milieu - aurait intrigué l'homme de Porto-Vecchio, et celui-ci aurait alors demandé à une bande amie, celle de Propriano, de procéder à une vaste

enauête. Ce sont les signes extérieurs de cette opération que les policiers, n partir du 3 juin, auraient pris

d'abord pour nne préparation de

hold-up. Pour savoir ce que - pe-

sait » réellement Roger Orsini,

pour savoir aussi ce que venaient

faire, dans cette classique histoire

de règlement de comptes, deux

militants nationalistes connus, et

peut-être le F.L.N.C., les truands

auraient suivi, pendant une quin-

zaine de jours, les trois membres

de la famille Orsini, qui, à tour de

avant le 17 juin, Jean-Marc Lec-

cia aurait appris que sa vie était désormais en danger et la bande de Jean Alfonsi aurait précipité sa recherche, culevant Guy, qui conduisait, ce jour-là, la Mer-

De nombreux mystères subsistent encore dans cette affaire, et les magistrats, comme les policiers, avancent avec d'infinies précautions. Toutefois, les recher-ches actuelles paraissent, selon

certaines informations non confir-

mées officiellement, accréditer

plutôt l'explication générale des

inculpés concernant Roger Or-

soni. Certaines vérifications au-

raient été faites permettant d'éta-

blir la tentative de concurrence

sur le domaine réservé de Porto-

D'autres informations laissent

penser, en revanche, que les deux

neveux - et derrière eux le

(Dessin de PESSIN.)

PESSIN

été tenus au courant du rôle qu'on lenr prêtait dans la négociation.

A quelques signes, on peut mesurer, selon certains observateurs corses, l'évolution, ces derniers jours, de la conviction d'Alain Orsoni et de quelques-uns de ses amis nationalistes. Le jeune militant et ses proches appréhendentils mieux la réalité de cette affaire? Alain, en tout cas, s'est seul constitué partie civile, et il paraît moins empressé à promou-voir la thèse de la « liquidation » politique.

PHILIPPE BOGGIO. LES ATTENTATS

Plasieurs attentats visant les forces de l'ordre et des objectifs touristiques ont été commis en Corse depuis ven-

Dans la muit du 30 juin au 1" juillet une vedette des affaires maritimes a été coulée dans le vieux port de Bastia, une estafette de la gendarmerie détruite et la gendarmerie d'Oletta, à 25 kilomètres de Rastia, endoma agée par un mitrailinge. L'épouse d'un gendarme, a été légérement blessée par des éciats de

la région de Sartène, deux attentats ont causé des dégâts matériels au logement du sous-préfet de Sartène et à ceux de la brigade de gendarmerie d'Olmiccia. Les touristes n'out pas été épargnés Dans la mit du 30 juin au 1° juillet es Corse-du-Sud, six méharis du Club Méditerranée stationnées devant un hô-

tel nut été incendiées à Santa-Maria-Siche, à 40 kilomètres au sud d'Ajaccio. A Porto-Vecchio, trois comd'Ajaccio. A Porto-Vecchio, trois com-merces ont été la cible des plastiqueurs. Ces magasins appartiement à des pro-ches de Jens-Marc Leccia, recherché par la police dans l'affaire Orsoni, Le F.L.N.C., dans un communiqué laconi-que publié vendredi après-midi, dément tonte participation à ces attentats de Porto-Vecchio.

Dans le lotissement de Terra-Bella, une charge a été déposée à l'entrée du club de tennis. La nuit précédente, une vingtaine de véhicules out été endous-

Saisie partielle d'un livre sur Gaston Bachelard

« Le droit de divulgation des couvres posthumes est exercé leur vie durant par les descendants de l'auteur. » Pour avoir fait fi de cette disposition de la loi du 11 mars 1957, sur la propriété littéraire et artistique, M. Jean Lescure, auteur d'un essai intitulé « Un été avec Gaston Bachelard », et son éditeur, la société Luneau-Ascot, ont été asnignéa an référé par Mª Suzanne Bachelard, fille et unique héritière du philosophe décédé en 1962, qui demendait la saisie immédiate de l'ouvrage.

Dans ca livre, M. Lescure a reproduit en effet, sans autorisation, un inédit du celui qui fut son maître et son ami. Ce texte intitulé « introduction à la poétique du phénix », il l'avait en sa possession car Mª Bachelard lui en avait confié le manuscrit original pour qu'il le dactylographie. Il devait accomplir effectivement cette tâche mais il en a gerdé un double à l'insu de la fille de l'écri-

Assurément, c'est le principal grief qui lui a été fait devant M. Michel Raynaud, premier vice président du tribunal da Paris, par Me Jean-Marc Varaut. « Fauta d'autant plus patente, plaidait l'avocat, que M. Lascure savait parfaitement que Suzanne Bachelard était opposée à cette publication, puisqu'il écrit kuimême dans son livre que la fille du philosophe, « à cette lecture, sera certainement contrariée. >

Pour Mª Varaut, ce n'était cependant pas le seul grief. Il reprochait aussi la reproduction d'entretiens, eux aussi médits, qui sont la transcription de l'interview réalisée au magnéto-

phone, alors oun Gaston Bachelard n fait savoir plus d'une tois son hostilité à la reproduction de ce qu'il appelait « des propos tenus dans la détente de la ennversation ». Autra grief encore, la révélation de détails intimes et de certains faits survenus au moment de sa mort et qui étaient jusqu'à présent restes ignorés de Mª Suzanne Bache-

Mª Dominique de Leusse, avocat de MM. Luneau et Lescure, aveit invoqué « l'intérêt général d'un ouvrage que la critique a salué comme un événement ». la qualité d' « une œuvre de l'esprir qui justifie cartains emprunts at, bien sür. l'honnêteté de l'auteur, puisque celui-ci n'a pas dissimulé qu'il allait à l'ancontra das volontés de Suzanne Bachelard, mais qu'il a pensé pouvoir franchir cet interdit pour consacrer à son maître un ouvrage qui n'a jamais voulu être autre chose qu'un hommage. 2

Dans son ordonnance rendue te 1" juillet, M. Michel Raynaud a donné partiellement satisfaction à Mª Bachelard en interdisant à l'éditeur et à l'auteur de diffuser «l'introduction à la poétique du phénix», la chapitra intitulé «Bachelard à la première personnes et l'annexe du chapitre «le poète gnomique». En revanche, le magistrat a estimé que la filla du philosopha ne paut s'opposer en référé à la publication des «notes de cours» de M, Lescure et des «entretiens inédits avec Bachelard en raison de la part de création originale de l'auteur.

J.-M. THÉOLLEYRE.

TENNIS

Règlement de comptes à Wimbledon

Réglement de comptes et sensation pour les demi-finales masculines vendredi 1~ juillet à Wimbledon. McEnroe affrontera dimanche Lewis en finale. L'Américain a éliminé Lendl en trois sets. Le Nèo-Zélandais a ferraillè cinq manches avec Curren.

De notre envoyé spécial

Wimbledon. - Le tennis a ses classiques. Il y a eu les Laver-Connors, puis les Connors-Borg, et les Borg-MeEnroe de grande mé-moire. Il y a désormais les McEnroe-

L'Américain de vingt-quatre ans, classé deuxième mondial, et le Tché-coslovaque de vingt-trois ans, numéro 3 sur l'ordinateur de l'Association tion des juueurs professionnels (A.T.P.), briguem la couronne mon-diale laissée vacante par Borg, dont la régence est assurée par l'Améri-cain Connors, âgé de trente ans. Leurs matches ont toujours été des

CHEZ LES JUNIORS

Une Française en finale

Les jeunes Françaises sont en train de marcher sur les traces des meilleures. Deux d'entre elles s'op-poseront en demi-finale du tournoi ior de Wimbledou.

junior de Wimbledon.

Pascale Paradis, qui a gagné
dans sa catégorie le Tournoi de
Roland-Garros, s'est qualifiée en
battant la Soviétique Savchenko
(6-1, 6-4); Nathalie Herrenan a
dominé l'Américaine Phelps (3-6,
7-5, 6-3). Deux résultats, en tout
can, qui assurent la présence d'une
Française en finale.

Catherine Tanvier avait inscrit

Catherine Tanvier avait inscrit son nom, l'an dernier, an palmarès de ce Tournoi.

temps forts du jeu. McEnroe avait gagné les deux premiers nu tournoi de Milan et en quart de finale des Internationaux des États-Unis en 1980. Lendl avait ensuite paru trouver la elé du jeu du gaucher new-yorkais en alignant sept victoires, dont les plus retentissantes en demifinale à Flushing Meadow et en fi-nale du Tournoi des Maîtres 1982.

valise à Philadelphie et à Dallas. Sur les conseils de Donald Budge, qui réalisa le premier grand chelem en 1938. McEnroe avait alors adopté un jeu d'attaque qui lui avait permis de remporter les deux rencontres respectivement en quatre et cinq manches. Lendl souffrait à cette époque d'une douleur à l'épaule.

Leur dauzième rencontre en demi-finale des Internationaux de Grande-Bretagne apparnissait comme un véritable championnat du monde poids lourds. La partie, qui dura une heure cinquante-cinq minntes, fut à la mesure de cet enjeu.

Tout devait se jouer au service, comme il se doit sur gazon. Et tout s'y joua effectivement. Pendant la première manche, l'équilibre des forces firt, en ce domaine, parfait. MeEnroe eut une balle de break nu sixième jeu après une double faute de Lendl, qui eut pour sa part deux occasions de break aux neuvième et onzième jeux. Le jeu décisif fut néanmoins nécessaire pour départa-ger les deux joueurs. Le rendement de l'engagement à plat du Tchécos-lovaque baissa imperceptiblement tandis qu'il servait à 3-2. Deux reiglants comme des giffles mirent McEnroe hors de portée et il gagna ce tie-break 7-5. • Cela m'a donné un avantage psychologique certain, car Lendi savait alors qu'il aurait du gagner trois autres sets contre quelqu'un qui servait très bien . a commenté l'Américain.

De fait, l'engagement du champion 1981 s'avérait d'une efficacité et d'une précision qu'il n'avait pas encore atteintes depuis le début de la quinzaine. Quand le Tchécoslova-que parvenait à retourner, le phéno-menal sens de l'anticipatinn de McEnroe lui permettait de conclure à la volée instantanément.

McEnroe gagna blancs trois de ses cinq services au deuxième set. Dans cette manche, Lendl eut un peu plus de peine. Au septième jeu, concéda le break sur une autre double faute. La baisse de régime de son service lui valut la même mése venture au troisième ieu du troisième set, MeEnroe ayant retourné de véritables missiles. L'Américain eut encore deux autres occasions de break dans des circonstances analogues du septième jeu, avant de conclure sans nutre forme de procès après avoir réussi au total dix-huit aces et douze services gagnants (7-6, 6-4, 6-4).

Battn en trnis sets en avnnt concédé seulemeut deux breaks, le Tehécoslovaque, qui avait snobé Wimbledon l'an dernier en raison

Au début de cette année, les deux d'une « allergie à l'herbe », aura en toutes les mémoires. C'était mal ap- Tony Roche, capitaine de l'équipe de d'étonnants progrès sur cette surface nù il est venu à bout de spécialistes comme l'Australien Cash et l'Américain Tanner. La seconde demifinale entre le Néo-Zélandais Lewis, classé quatro-vingt-onzième mondial, et le Sud-Africain Curren, classé quinzième mondial, risquait de couler comme un filet d'eau tiède. Le souvenir de la piètre exhibition de Noah et Roger-Vasselin à Roland-Garros était, en effet, dans

des antipodes et de celui du Trans-

Cinq sets, dont trois conclus au tle break, furent nécessaires pour départager les deux hommes. Une effarante course-poursuite de trois heures quarante-cinq minutes. L'ultime manche en a été le parfait résumé. Le tombeur de Connors, toujours aussi prodigue d'aces, mena 3-0. Au cinquième jeu, le Néo-Zélandais, anquel l'ancien champion

Les écologistes et les « formules 1 » à Paris

Una course automobile sur les Champs-Élysées en août 1984 ? L'affaire fait décidement fait autant de vacarme qu'un moteur à échappement libre. Le maire da Paris n admis le principe de cette compétition... non sana réti-cences. Selon lui, certains memraient pas non plus opposés. Mais la chef de l'État semble avoir tranchá : e'aat nan.

Le projet, en tout cas, a agi sur les associations de défense du cadre de vie comme un chiffon rouge. Una douzaine d'entre alles réunies à Paris, vendredi 1er juillet, avaiant convia la presse pour démontrer l'inanité de la chose et formuler des

Pourquoi cette course? demandent ces associations. Pour amuser les Parisiens ? En août, la plupart sont sur les plages. Pour œux qui restent, c'est le seul moment de l'année pendant lequel ils peuvent profiter de leur ville enfin silencieuse et non pol-luée. Pour l'agrement des touristes? Ils ne viennent pas à Paris pour voir les Champs-Élysées encombrés de tribunes, de calicots publicitaires de murets de béton et nutres balles de pailln. Pour les fervents du sport nutomobile ? Les spécialistes reconnaissent, en privé, que la circuit, la plus souvent rectiligne, n'offre nucus intérêt sportif. Pour glorifier l'usage de l'automobile et de la vitesse en villa ? Voilè qui va à rebours du bon sens et des campagnes de la sécurité routière. Pour inviter les Français à router de manière économique et écologique? Les voitures de compétition sont les machines les plus gourmandes en carburant charge en plomb, et donc les plus polluantes qui soient.

Selon les « verts », le Grand Prix de Paris n'aurait qu'un seul et veritable motif : faire gagner de l'argent à ses promoteurs. S'il en est ainsi, ajoutent-ils, qu'ils aillent donc courir sur les pistes de l'autodrome de Montlhéry qui sont faites pour cela ! Les défenseurs de la ville profitent de l'occasion pour deman-

der la refonte complète du plan de circulation de la capitale en un plan des déplacements ubains > donnant, enfin, aux pietons, aux cyclistes et aux usagers des bus la place qui devrait laur revenir. Ils proposent à M. Jacques Chirac d'abaisser In sse des voitures dans Paris de 80 à 50 km/h, de transformer la place de la Concorde an l'a fait pour la place Bellecour et Toulouse pour cella du Capitole), de rendre les voies sur berges aux promeneurs durant les week-ends de l'été. Ils rappellent évidemment au maire - qui, dens cette affaire, donne le sentiment d'avoir cherché des verges pour se faire battre - ses pror électorales concernant la création de deux « coulées vertes »

Enfin, se tournant vers le ministère das transporta at lan constructeurs automobiles, les associations suggèrent d'organiser à Montlhéry un « Grand Prix de Paris > mettant en lice les voiplus sûres et les plus propres. Pour qu'on les entende, enfin, les « écolos », pour une fois una-nimes et mobilisés, annoncent qu'ils descendront dans la rue pour s'opposar aux « formula 1 > et soutanir lnurs

festement conseillé d'anticiper sur le revers de Curren en montant au filet très à droite, prit à son tour le ser-vice du Sud-Africain pour revenir à

Le sixième jeu donna lieu à des èchanges prodigieux. Curren tentait le tout pour le tout afin de refaire le break. Il eut d'ailleurs deux fois l'avantage en reussissant des passings croisés impossibles que Lewis tenta de retourner en plongeant. Mais le Néo-Zélandais se sortit de ce guépier en lèchant ses services. Déchaînés, les deux hommes multiplièrent alors lobs, smashes et pas sings dans des positions aerobatiques. Cet équilibre fou fut maintenu jusqu'au treizième jeu : une volée gagnante, une double faute, une volée dans les baches et un passing petit côté permirent an Néo-Zélandais de faire le break avant de s'imposer dans le jeu suivant sur un ace et un

service gagnant (6-7, 6-4, 7-6, 6-7, - Lewis a Cincroyablement bien joué aujourd'hui . a reconnu Cur-ren, qui avait dans les jambes deux matches de double en cinq sets et un matches de double en cinq sets et un quart de finale au couteau contre Mayotte. Ce sera la première fois depuis Truy Wilding, en 19,14, qu'un Néo-Zélandais disputera une finale à Wimbledon.

ALAM GIRAUDO.

SIMPLE MESSIEURS (dead-finales)
Lewis (NZ, 91) b. 12. Curren
(Af-S., 15), 6-7, 6-4, 7-6, 6-7, 8-6.
McEnroe (E.U., 2) b. Lendl (Tch.,
3), 7-6, 6-4, 6-4.

DOUBLE DAMES Navratilova-Shriver (É.-U.) b.
Durie-Hobbs (G.-B.) 7-6, 6-4.
Casals-Turnbull (É.-U.-Austr.) b.
Potter-Walsh (É.-U.), 6-1, 6-7.

GARÇONS (quarts de finale) J. Frawley (Austr.) b. Février (Fr.), t, 6-3. Edberg (Suède) b. Youd (Austr.), 6-

SIMPLE JUNIORS

P. McEnroe (E.-U.) b. Teufelberger, Novacek (Tch.) b. Canter (É.-U.), 6-4, 7-6. FILLES

FILLES
(quarts de finale)
P. Paradis (Fr.) b. L. Savchenko
(U.R.S.S.), 6-1, 6-4.
N. Herreman (Fr.) b. T. Phelps (É.-U.), 3-6, 7-5, 6-3.
P. Hy (Hongkong) b. B. Bowes (É.-U.), 6-0, 7-6.
B. Randall (Austr.) b. P. Fendick, 6-4, 7-5.

L'AUGMENTATION **DU NOMBRE DES ETRANGERS EN FRANCE**

Ainsi que nous l'indiquions lans le Monde du 2 iuillet. nombre des étrangers en France a augmenté en 1982. Le ministre de l'intérieur a publié, vendredi après-midi, un communique dens lequel figurent les statistiques sur les Immigrés d'où il ressort qua du 1º janviar 1982 au 1º janvier 1983 le nombre des étrangara a augmanté da 94 140, atteignant 43 18 068.

Voici l'évolution de la populatinn étrangàra recanaéa an France:

- Au 31 décembre 1979 : 4124317; - Au 31 décembre 1880 :

4187878; - Au 31 décembre 1981 : 4223928; - Au 31 décembre 1982 :

4318068; Le ministère précise que le chiffrn de 1982 « inclut les 120000 étrangers qui se trou-vaient précédemment en situation irrégulière et dont la situa-tion a été régularisée en 1981 et 1982. L'augmentation réalle du nombre des átrangers par rapport au 31 décembre 1980 est donc de l'ordre de 30000 personnes, soit 0.72 %, La plupart de ces nouveaux résidents sont les bénéficiaires de mesures de

regroupement familial. Le ministre précise : « Ces statistiques ne concernent évidemment que les étrangers en situation régulière » .

 Les deux gynécologues de Nancy, les docteurs Pierre Drouet et Gérard Pascal, accusés d'avoir pratiqué des avortements illégaux ont été dispensés de peine, le 1 juillet, par le tribunal correctionnel de Nancy.

Les deux praticiens avaient été inculpés, sur plainte du parquet, après une déposition d'une pariente. Pour lear défense, les deux médeeins avaient fait valoir la manvaise application de la loi sur l'I.V.G. dans

 Toumi Djaidja, âgé de vingt-deux ans, président de l'Association des jeunes « S.O.S. Avenir Minguettes », à Vénissieux (Rhône), qui nvait été grièvement blessé par un policier dans la nuit du 20 au 21 juin, a été inculpé, le 30 juin dans une autre affaire, de tentative d'homicide volontaire et de coups et blessures sur agent de la force publique pour des faits remontant à jan-vier 1982.

lle d'un livre ı Bachelard

present taken for conston Bache. that a fast parent their dame for desp translitte à la letatedration de the effect of calchargent a exc.2 biobos Impresse efettis la similarité de la ethoral estant a water diel etacera, la (évelation de detak ligation of the centures present Appare ger igeneinet qu :- I would st the disease product present reside

cat de MM Luteria el Lescure avant interduce a lattice of general qua ourradu d'm il curde ! setue comme ut represent a b qualité d' a une cresse de l'espir Que justifier a ert. i in armorante et tion sur I hanning de l'auteur pusque cola ern a pas dissimule qu'il atlait à l'encontre des wakwates de Sastinae Bachelard more out if a pentise pour or framoffer cost enterent pour consider à son maitin un currade qui n'a parties within the some chose de en hommage y

Dans son ontonnance rendue Le 1º pullet, he Michel Raymoud;

DU NOMBRE DES ETRANGERS EN FRANCE

Appropriate the standard Artes and the second the statement of the section of the first a pregnante en troch la mont the miteness is said to commit Market route and any manager No. beiginget figne eines ber eine beiten ein were the armenian a real or respective due do 1º part el 1487 a the applicant formal or combine to marangers a r gegete # 94 140 annepmin 14 1 806 Venezi expensive de accesso.

4 124 177 # 16 344 B # 발생 및 대고의 ★ 算下的 (2013) and the second of the second of the second Little R. Committee of the State AMERICA PROPERTY AND ASSESSMENT OF THE PARTY Print Plant Comment of Author

Here the second FREE OF THE STATE OF THE STATE

Ser an American Control of the Contr #4716 - V) - - 1

dent der filmen Angeleichen An and place of the second of the

Mr Dominutur ite Leusse, avo.

donne particiliament satisfaction & Me Bachelard en interdisant a I deletemen et à l'auteur de défiuser of introduction it in poetique di sitteria o co chapatro mude "Bachelard à la gremuse per-Asiataba et l'annese du Chaptre a to present grantager Enteranchin to make that a return queta fille de phonocopho ne peut CHARMAN OF White it is public, term clear amiles de course de 54. Inscide of declarations whichten awar factionald on the sum de la part ne circition ons-

J M. THEOLLEYRE.

L'AUGMENTATION

tion glimigere in come e

TO METEL AND - Ac 33 to emple 1979 A security of the 1989 - A. (19 harmer 1997) and April 12 description 188. Te number of the said

THE TOTAL STATE OF THE STATE OF Section 1997 Annual Control of the C I go compared to the control of the state

and the second s Service of the servic

CARLES AND THE CONTROL OF THE CARLES AND THE CARLES PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), sum. 20 h 30, dim. 16 h : le Lac des cy-20 h 30 : Des voyageurs. otte (vir.)

* Zonem (Tig. 1) Vir. Wi

Les concerts

ESCALIER D'OR, 19 h : G. et B. Picavet (Beethoven, Satie, Poulenc...)

Paris / programmes

Villa kan salah dari dari dari salah s Manakan kan salah sa

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), Sam., 19 h 30 : Pals-COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), Dim., 14 h 30 : le Médean volant/Amphitryon; Sam., dim., 20 h 30; les Esti-

CHAILOT (727-83-15), Grand Foyer, Sam., 18 h 30: Adelbert le botaniste; Grand Thélitre : Sam., 20 h 30 et dim., 15 h : le Prince travesti ODÉON (325-70-32), reliche.

PETIT ODÉON (325-70-32), Sam., dim., 18 h 30 : Dialogue aux enfers eatre Ma-chiavel et Montesquieu. chiavel et Montesquieu.

BEAUBOURG (277-12-33) Chémavidio: Sam., dim., 15 h et 18 h := Présences poloneises .- Cinéma Indieu :
Sam., 10 h 30 : Calcutu, de M. Sen;
14 h 30 : Das jours et des mins dans la
furêt, de S. Ray; 17 h 30 : In Chanse
royale, de M. Sen; 20 h 30 : l'Étrange
Destin, d'Arvind Desai, de S. Mirza;
Dim., 10 h 30 : l'Assoillé, de G. Butt;
14 h 30 : Fleurs de papier, de G. Dun;
17 h 30 : le Représentant, de M. Sen;
20 h 30 : Palcezah, de K. Annohi.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34) sam., 21 h: ATELIER (606-49-24) sam., 21 h, dim. 15 h : le Neveu de Rameau. CARTOUCHERIE, Epēc de hois (808-39-74) sam., 20 h 30, dim. 16 h: Pa-henca. patience dans Fazur (dera.); Aquariana (374-99-61) sam., 20 h 30, dim. 17 h 30 : la Débutante.

CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52) sam., 20 h 30 : Roman Rock à l'houre du thé. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (720-08-24) sam., 19 h 45 et 22 h ; Panvie France COMEDIE DE PARIS (281-00-11) sam.

20 h 30 : George Dandin, CREATES (887-28-56) sam., 21 h ; Aure-DAUNOU (261-69-14) sam., 21 h; Un

ELDORADO (208-45-42) sam., 15 h 30 et 20 h 30; dim., 15 h 30 ; le Théatre de ESPACE-GAITÉ (327-13-54) sam. 20 h 30 : M. Barmet ESPACE-MARAIS (271-10-19) sam. 20 h 30 ; le Mariage de Figaro ; dim. 17 h 30 ; la Mouette.

FONTAINE (874-74-40) sam. 20 h 30, dim., 17 h : la Malibran. GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18) sam. 20 h 45, dim., 15 h : Ja Fausso Li-bertine,

GALERIE 55 (326-63-51) sum. 21 h : Play it.again, Sam. HUCHETTE (326-38-99) sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve; 20 h 30 : la Le-con; 21 h 30 : Théatre d'ombres; 22 h 30 : les Atours de Nell.

JARDIN SHAKESPEARE DU PRÉ CA-TELAN. (602-35-30) sam_dim. (derg.) 20 h : The Comedy of Errors. LA BRUYÈRE (874-76-99) sam. (dem.) 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste. LUCERNAIRE (544-57-34) L sam. Mysters du confessionnal; 22 h : Jeu même. — IL sam. 20 h 30 ; Milosz; 22 h 15 : Finrus. — Petite salle sam. 22 h 15 : Permis de séjou: MADELFINE (265-07-09) sam. 20 h 45.

dim., 15 h : l'Amour fou. MARAES (278-50-27) sam. 20 h 30 : le Plaisir berlinois.

MARIGNY, salle Gainiel (225-20-74)

MARIGNY, salle Gainer (223-20-74)
sam. 21 h: h Surprise.
MICHEL (265-35-02) sam. 18 h 15 et
21 h 30, dim., 15 h 30: On dinera su lit.
MONTPARNASSE (320-89-90) sam.
21 h: R. Devos. — Petit-Montparnasse
sam. 21 h 15, dim., 16 h: PAstronome. MUSÉE DU PETIT PALAIS (277-92-26) sam., dim. 21 h 15 : Lorenza PALAIS DES GLACES (607-49-93) sam. 21 h : dim. 17 h. Folies d'opérettes. POCHE (548-92-97) sam. 21 h : Vora Bax-

POTINIERS (261-44-16) sam. 20 h 45, dim. 15 h 30: Il signor Fagotto. STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (723-35-10) sam. 20 h 45, dim. 15 h 30: le Fautcuil à bascule. TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79)

L sam. 20 h 30 : l'Ecume des jours. — IL sam. 20 h 30 : Huis clos : Sam., 22 h :

Voites de siènce.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02) sam.
20 h 15 : les Babas cadres : 22 h, Nous,
on fait oit en nous dit de faire.

THÉATRE DU LYS (327-88-61) sam. 20 h 30, Dim. 15 h : le Monte-Plats. THEATRE NOIR (346-91-93) sam., dim.

THEATRE NOIR (346-91-93) sam., dim. 20 h 30. A petit fen de chagrin.
THEATRE-18 (226-47-47) sam. 22 h : le Voûte (dern.); sam. 20 h, Dim., 16 h : Ville sans sontineil (dern.).
THÉATRE PRÉSENT (203-02-55) sam: 20 h 30, Dim., 17 h : l'Opéra de opar sons.

TRISTAN-BERNARD (522-08-40) sam. 21 h, Dim. 15 h et 18 h 30 : les Dix Petits UNION (770-90-94) sam. 20 h 30, Dim. 17 h 30: Vol an-dessus d'un nid de cou-

Les comédies musicales

BOUFFES-PARISIENS (296-60-24) sam. 21 h, dim. 15 h : Phi-Phi.

La danse

TH DES CHAMPS-ELYSÉES (723-47-77) sam. 20 h 30 : Étoiles du Boichol. THEATRE NOIR (346-91-93) sam., dim.

SAMEDI LUCERNAIRE, 19 h 45: A. Kerrigan, S.O. Bodley (Copland, Hugues, Bar-

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles «LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES» 281-26-20+

> (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 2, dimanche 3 juillet

EGLISE SAINT-MERRI, 21 h : F. Das-pard, S. Lacour (Mozart, Fauré, Brilings.)

DIMANCHE ECLISE SAINT-MERRY, 16 h: M.-P. Siruguet (Schumans, Debussy...).
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA
SALPÉTRIÉRE, 16 h 30 : R. Tambyeff
(Zachow, Dandries, Bach...). CLISE SAINT-LOUIS DES INVA-LIDES, 17 h: The Allegro Handbell Choir of Hinsdale (Bach, Brahms, De-

Jazz, pop. rock, folk

ARTISTIC-ATHEVAINS (379-06-18), 20 h 30, sam., dim.: Levallant; dim.: H. Texier.

ATMOSPHÈRE (249-74-30), sam., dlm. 20 h 30 : J.-J. Mosalini; sam. 22 h 30 : Kawin. CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sem., dim. 21 h 30 : G. Badini. ESCALIER D'OR (523-15-10), sam. 21 h : 3.-P. Mas. C. Alvim. FORUM (297-53-39), sam. 21 h : Ver-

NEW MORNING (523-51-41), dim. 21 h 30 ; B. Higgins, 3. Montelin, J. McLean, H. Lewis. PETIT JOURNAL (326-28-59), sam. 21 h 30: Metropolitan 3azz Band. PETTT OPPORTUN (236-01-36), sam. dim. 23 h: M. Sardaby (dern.).

Festivals

XX FESTIVAL DU MARAIS

NOTEL DE .. BÉTHUNE-SULLY, sam.21 h 30; le Tailleur de la place Royale. HOTEL HOTEL D'AUMONT, sam. 21 h 30 ; Cie de Ballets du Four solaire. CENTRE CULTUREL DE WALLO-NIE-BRUXELLES, sam. 20 h 45 :

Vingt minutes d'outracte. THL RSSAION L. sam. 18 h 30; Un mari à la porte; 20 h 30; le Nô de Saint-Danis; 21 h 45; Selly Mara; II sam. 19 h 30 : le Calcul ; sam. 21 h 15 ; Ber nd strip-tease. CE DU MARCHE-

PLACE . SAINTE-CATHERINE, sam. 19 h 30: Notre Bréail, Parioca.

CAVE GOTHIQUE DE L'HOTEL DE BEAUVAIS, son. 20 h 30: Econte le vent sur la lande.

FESTIVAL DE L'ILE-DE-FRANCE

(723-40-84) SAVIGNY-LE-TEMPLE, grange de la Prévies et église de l'ancien village, sam, à partir de 15 h : Ensemble Guillaume de Machaut, dir. : J. Belliard (Pérotin, Ma-

FONTAINERLEAU, Château, dim. à par-tir de 15 h 30: Le Concert royal, dir. : R. Safir (Prescobeldi, Poglietti, Fon-

cinéma

Les films marqués (*) sout interdits ins de treize aus, (***) aux moias de dix-

La Cinémathèque CHAILLOT (784-24-24) SAMEDI

15 h, Carte blanche à la cinémathèque du Luxerabourg: Le Chemin du paradis, de W. Thicle et M. de Vancorbeil; 17 h, Mas-saline, de V. Cottafavi; 19 h, A Woman's secret, de N. Ray; 21 h, l'Hecadron noir, de R. Walsh.

DIMANCHE

15 h. Carte blanche à la cinémathèque du Luxembourg : le Congrès s'amuse, de E. Charell et 3. Boyer ; 17 h. Sept épées pour le roi, de R. Froda ; 19 h. Huler's mad-man, de D. Sirk; 21 h. Days of glory, de

BEAUBOURG (278-35-57). . SAMEDI

15 h, Derrière la grande muraille, de R. Menegoz; 17 h, Festival de Cannes 1983-Quinzaine des réalisateurs : Rocking horse, d'Y. Vosha; 19 h, Cinéma indica : l'Étoile eachée, de R. Ghatak; 21 h, Mi bémol, R. Ghatak.

DIMANCHE 15 h, l'Aigle noir, de Cl. Brown; 17 h, la Bailade de Narayama, de K. Kinoshita; 19 h, Cinéana indica; le Feginf, de R. Chi-tak; 21 h, Un fac dans un village brahma-

nique, de 3. Abcaham.

Les exclusivités

A BOUT DE SOUFFLE MADE IN MOUT IE SOUTHE MADE IN (152-36); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-63); Rotonde, 6 (633-08-22); Normandie, 8 (359-41-18); Publicis Matiguon, 8 (359-31-97); 14 3 utilet Beangrenolle, 19 (575-79-79). — V.f.: Rex. 2 (236-83-93); U.G.C. Montparance 6 (5461-477); U.G.C. Bonleyers Rex. 2 (236-83-93); U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27); U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelini, 13 (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); U.G.C. Convention, 15 (828-20-64); Paramount Mailles 17 20-64) : Paramount Maillot, 17° (758-24-24) : Images, 18° (522-47-94) ; Sometian, 19° (241-77-99). L'AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.)
(**): Rio Opéra; 2* (742-82-54).

ANNA (Port., v.o.) : Républic cinéma, 11º (805-51-33). L'ANNÉE DE TOUS LES DANCERS (Aust., v.o.): Forum, 1s (287-53-74); St-Gormain Village, 5 (633-63-20): Marignan, 8 (359-92-82); Parmasions,

14 (320-30-19); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79). – V.f.: Gaumont Berfitz, 2 (742-60-33); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06). **ARGENT (Fr.) : Impériel, 2* (742-72-52) ; Hautefœille, 6* (633-79-38) ; Colisée, 8* (359-29-46) ; 14 Juillet Bes-tille, 11* (357-90-81) ; Parnassiens, 14* (220,30,19) LES AVENTURES DE PANDA (Jap.,

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.1): Templiers, 3° (272-94-56).

LES AVENTURES SEXUELLES DE NÉBON ET POPPÉE (It., v.1.) (**): Paramount Odéon, 6° (325-59-83); Paramount City Triomphe, 8° (562-45-76); Paramount Bastille, 12° (343-79-17); Paramount Bastille, 12° (343-79-17); Paramount Montparnasse, 14° (329-90-10); Paramount Montparnasse, 14° (329-90-10); Paramount Montparnasse, 14° (540-45-91); Paramount Montparnasse, 14° (540-45-91); Paramount Montparnasse, 14° (540-45-91); Paramount Montpartre, 18° (606-34-25); Socrétan, 19° (241-77-99).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.): Trois Haussmann, 9° (770-47-55).

LES AVENTURIERS DU BOUT DU MONDE (A., v.o., v.f.): Ermitage, 8°

MONDE (A., v.o., v.f.) : Ermitage, 8 (359-15-71). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Gaîté Boulevard, 2 (233-LA BELLE CAPITVE (Fr.) : Denfert (H. sp), 14 (321-41-01). LA BÉTE NOIRE (Fr.) : Forum, 1= (297-

BLADE RUNNER (A., v.f.) (*); Opéra Night, 2* (296-62-56); Rivoli Heanbourg (H. sp.), 4* (272-63-32); Bolie à films (H. sp.), 17* (622-44-21). CARBONE 14, LE FILM (v.o.) : Le Ma-rais, 4 (278-47-86).

C'EST FACTLE, CA PEUT RAPPOR-TER VINGT ANS (Pr.); Paramount Opéra, 9 (742-56-31). LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (323-71-18); U.G.C. Champs-Eiyaées, 8 (359-12-15). — V.f.: U.G.C. Bodlevard, 9 (246-66-44).

COUP DE FOUDRE (Fr.): Marignan, 8 (359-92-82); Parnassiens, 14 (329-83-11).

CREEPSHOW (A., v.o.) (*): Gaumont Halles, 1st (297-49-70); Saint-Germain Huchette, 5st (633-63-20); Elysées Lincoin, 8st (359-36-14); George V, 8st (562-41-46). — V.f.: Gaumont Richelien, 2st (233-56-70); Lumière, 9st (246-09-07); Athéna, 12st (343-05-67); Fanvette, 1st (331-60-74); Gaumont-Sud, 1st (327-84-50); Images, 1st (522-47-94).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (326-58-00). DE MAO A MOZART (A., v.o.) : St. Ambroise, 11* (700-89-16). DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Paramount

Opera, 9 (742-56-31). LA DERELITTA (Fr.) : Studio des Ursulines, 54 (354-39-19)

lines, 5º (354-39-19).

L'ETE MEURTRIER (Fr.): Gaumont Halles, 1= (297-49-70); Richelieu, 2- (233-56-70); Quintette, 5º (633-79-38); Colisée, 8º (359-29-46); Goorge-V, 8º (562-41-46); Saint-Lazare-Pasquier, 8º (387-35-43); Français, 9º (770-33-38); Nations, 12º (343-04-67); Fauvette, 13º (331-60-74); Mistral, 14º (539-52-43); Montparnasse-Pathé, 14º (320-12-06); Bienvenne-Montparnasse, 15º (544-25-02); Victor-Hugo, 16º (727-49-75); Pathé-Clichy, 18º (522-46-01).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA

TES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.): Quintette, 5-(633-70-38): George-V, 8- (562-41-46); Marignan, 8- (359-92-82). — V.L.: Fran-çais., 9- (770-33-88): Montparuos, 14-(327-52-37).

DIVA (Fr.): Panthéon, 5° (354-15-04); Marbouf, 8° (225-18-45); Calypso, 17° (622-44-21).

(622-44-21).
E.T. L'EKTRA-TERRESTRE: (A., v.f.):
Trois Haussmann, 9 (770-47-55).
ÉDUCATION ANGLAISE (Fr.) (**):
Paramount City, 8* (562-45-76). FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18); Olym-pic Balzac, 8 (561-10-60); Parmassiens, 14 (329-83-11).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd_vo.) : FANNY ET ALEXANDRE (Sued., v.o.):
Olympic Luxembourg. 6 (633-97-77).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (All., v.o.): 14-Juillet Racine. 6 (326-19-68);
14-Juillet Parmesse. 6 (326-58-00): 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81).

FEMMES (Fr.-Esp.) (**): Forum, 1° (23-63-65): Areades, 2° (233-54-58); Publicis Champs-Elysées, 8° (720-76-23): Paramount Opéra, 9° (742-56-31): Paramount Montparnasse, 14° (329-90-10); Paramount Orléans, 14° (540-45-91); Saint-Charles Convention, 15-60-73-2000. 15 (579-33-00) ; Passy, 16 (288-62-34).

19 (579-33-00); Pessy, 16 (288-62-34).

FURYO (Jap., v.o.): Gaumont Halles, 1s (297-49-70); Hantefeuille, 6s (633-79-38); Gaumont Champs-Elysées, 8s (359-04-67); Pagode, 7s (705-12-15); Parnessions, 14s (329-83-11); 14-Juillet Beangrenelle, 15s (575-79-79). — V.f.; Richefies, 2s (233-56-70); Français, 9s (770-33-88); Nations, 12s (343-04-67); Farvette, 13s (331-60-74); Miramar, 14s (320-88-52); Gaumont Sud, 14s (327-84-50); Paramount Maillet, 17s (758-24-24); Paramount Chichy, 18s (522-46-01).

GALIIN (Brc., v.o.): Denfert (H. sp.), 14-(321-41-01); Châtelet Victoria (H. sp.), 1e (508-94-14). GANDHI (Brit., v.a.) : Cluny Palace, 5° (354-07-76) : Elysées Lincoln, 8° (359-36-14). — V.f. : Français, 9° (770-33-88) ; Montparnos, 14° (327-52-37).

L'HISTOIRE DE PIERRA (Franco-Ital., v.o.) (*) : Ciné Beanbourg, 3 (271-52-36); Studio de la Harpe, 5 (634-25-52); Marbeuf, 8 (225-18-45). L'HOMME BLESSÉ (Fr.) (*) : Berlitz, 2* (742-60-33); Bretagne, 6* (222-57-97); Ambassade, 8* (359-19-08). L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'AR-GENT (Aus., v.o.): U.O.C. Damon, 6-(329-42-62); U.G.C. Biarritz, 8- (723-69-23). — V.I.: Rex., 2- (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2- (261-50-32); Para-

mount Opéra, 9º (742-56-31) ; U.G.C Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Para-mount Galaxie, 13 (580-18-03); Murat, 16 (651-99-75); Paramount Montparnesse, 14 (329-90-10); Secrétan, 19-(241-77-99).

FAI ÉPOUSÉ UNE OMBRÉ (Fr.) : Saint-Lazare Pasquier, & (387-35-43). JE SAIS QUE TU SAIS... (It., v.o.) : U.G.C. Biarritz, & (723-69-23). LE JEUNE MARIÉ (FL) : Para

14 (329-83-11). LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.): Epés de Bois, 5 (337-57-47); Ambassade, 8 (359-19-08); Miramar, 14 (320-89-52).

MAYA L'ABETLLE (Autr., v.f.); St-

MAYA L'ABRILLE (AUIT, V.I.): SI-Ambroise, 11° (700-89-16). LE MONDE SELON GARP (A., v.o.): Épéc de Bois, 5° (337-57-47). MONTY PYTHON LE SENS DE LA MONTY PYTHON LE SENS DE LA VIE (v.o.): Forum; 1" (297-53-74); Im-périal, 2" (742-72-52); Richelieu, 2" (233-56-70); Hantefenille, 6" (633-79-38); Pagode, 7" (705-12-15); Mari-gnan, 8" (359-92-82); Saint-Lazzre Pas-quier, 8" (387-35-43); Nationa, 12" (343-04-67); Mistral, 14" (539-52-43); Montparrasse Pathé, 14" (320-12-06); P.L.M. Saint-Jacques, 14" (589-68-42); 14 Juillet Beaugrenelle, 15" (575-79-79); Mayfair, 16" (525-27-06); Pa-thé Wepler, 18" (522-46-01); Gambetra, 20" (522-46-01). 20: (522-46-01)

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Marherri & (225-18-45) LA MORT DE MARIO RICCI (IL, v.o.) : Quintette, 5- (633-79-38). LE MUR (Franco-Turc, v.o.) (*): 14 Juli-let Parmasse, 6 (326-58-00). NEWSPRONT (Austr.): Saint-André-des-Arts, & (326-48-18).

NOUS ÉTIONS TOUS DES NOMS D'ARREES (Fr.) : Le Marais, 4 (278-47-86). OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.); Marbeuf, 8 (225-18-45). LA PALOMBIÈRE (Fr.): Impérial, 2. (742-72-52); Olympic Luxembourg, 6. (633-97-77); Colisée, 8. (359-29-46); Nations, 12. (343-04-67); Montparuesse Pathé, 14 (320-12-06):

Pathé, 14 (320-12-06);

PAULINE A LA PLAGE (Fr.): Cinoches, 6* (633-10-82).

PIECE MORTEL (A., v.o.): Studio de l'Étoile, 17* (380-42-05).

QUARANTE-HUIT HEURES (A., v.o.): Paramount Odéon, 6* (325-59-83); Cinoches (H. sp.), 6* (633-10-82). – V.f.: Paramount Opéra, 9* (742-56-31); Gaîné Rocheebouart, 9* (878-81-77).

LE ROI DIES STIMPES (Chinain v.f.).

LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.): Marais, 4 (278-47-86). ROLLING STONES (A., v.o.): Ambas-sade, 8 (359-19-08); Parmassiens, 14

(329-83-11); Kinopanorama, 15 (306-TOOTSIE (A., v.o.) : Cluny Écoles, 5-(354-20-12) ; Biarritz, 8- (723-69-23). -V.J.: U.G.C. Opera, 2- (261-50-32). LA TRAVIATA (I.e., v.o.) : Vendôme, 2-(742-97-52) ; Monte-Carlo, 8- (225-09-83).

09-83).

LA ULTIMA CENA (Cnb., v.o.): H. sp. Denfert, 14 (321-41-01).

LA VALSE DES PANTINS (A., v.o.): Quintette, 5° (633-79-38); Marignan, 8° (359-92-82).

LE VENT (Mal., v.o.): Saint-André des-Aris, 6° (326-80-25).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : St-Michel, 5- (326-79-17). L'A VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Cajas, 5º (354-89-22). ZOMBEE (A., v.f.) (**).: Hollywood Bou-levards, 9* (770-10-41).

LES FILMS NOUVEAUX

CALIGULA, LA VÉRITABLE HIS-CALIGUIA, LA VERTTABLE HIS-TOIRE (**), film américain de Da-vid Hills. V.f.: U.G.C. Danton, 6* (329-42-62); U.G.C. Mompar-nasse, 6* (544-14-27); U.G.C. Er-mitage, 8* (359-15-71); U.G.C. Er-mitage, 8* (359-15-71); U.G.C. Er-mitage, 8* (770-72-86); Mistral, 14* (539-52-43); Magic-Convention, 15* (828-20-64); Clichy-Pathé, 18* (522-4601).

(522-46-01). LES CONTES DE GRIMY (**), film américain de Richard Meintz.V.f.: anfricain de Richard Meintz V.I.:
Paramount-Marivaux. 2º (296-80-40); Paramount-Odéon, 6º (325-59-83); Alpha-Elysées, 8º (225-76-83); Ciné-Havre, 9º (285-06-35); Maxéville, 9º (770-72-86): La Bastille, 11º (307-72-86): La Bastille, 11º (307-72-86); Paramount-Galaxie, 13º (580-18-03); Paramount-Montparnaise, 14º (329-90-10); Paramount-Montmartre, 18º (606-34-25).

L'ÉMIR PRÉFÉRÉ DES BLONDES, film français d'Alain Payet. George-V, 8º (562-41-46); Maxéville, 9º (770-72-86); Images, 18º (522-47-94).

L'EXÉCUTEUR DE HONGRONG, film américain de 3ames Fargo.

film américain de 3ames Pargo. V.o.: Forum Orient-Express, 1= (233-63-65): Gaumont-Ambassade, 8 (359-19-08). — V.I.: Berlitz, 2 b (359-19-08). — V.I.: Berlitz, b (742-60-33); Botagne, 6 (222-51-97); Paramount-Bastille, 11-(343-79-17); Farrette, 13-(331-56-86); Mistral, 14-(539-52-43); Saint-Charles-Convention, 15-(579-33-00); Cychy-Pathé, 18-(529-46-01); Gaumont-Gambetta, 20-(636-10-96).

(636-10-96).

LES JOCONDES, film français de Jean-Daoiel Pillaut. Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36); Studio de la Harpe, 5° (634-25-52); Olympic-Entrepôt, 14° (542-67-42).

LES METILIEURS AMIS, film américain de Norman Jewison. V.o.; Movies-Halles, 1° (260-43-99); Paramount-Odéon, 6° (325-59-33); Paramount-City, 8° (562-45-76).

V.f.: Paramount-Marivaux, 2° (296-80-40); Paramount-Montparasse, 14° (329-90-10); Saint-Charles-Convention, 15° (579-33-00).

ON L'APPELLE CATASTROPHE ON 1'APPELLE CATASTROPHE, film français de Richard Balducci. Arcades, 2* (233-54-58); U.G.C. Opéra, 2* (261-50-32); U.G.C. Montparmaise, 6* (544-14-27); U.G.C. Ermitagi, 8* (359-15-71); U.G.C. Boulevard, 9* (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 13* (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13*

France / Paris-région

Boulot

Rastignac le naïf

un peuple d'intérimaires, de stagiaires, de contractuels et d'an-gagés sur parole s'est bravement mis à l'ouvrage pour meubler les vides laissés dans les carres fauchés par les congés payés. Ouvriers de l'ombre, ils sont souvent sans illusion sur le sort qui les attend à la rentrée, malgré les es et les poignées de main qu'on leur e distribuées avec largesse au moment de leur

arrivée dans l'entreprise. Parmi eux, un jeune dessinateur, tout innocemment debarqué de sa province de l'est, était an train de classer les idées qu'un long trimestre passé à chercher h entrer dans le « château fort » lui avaient inspirées. Il evait en poche sa première fiche de paye parisienne at toutes les raisons de s'interroger sur les

suites à donner li son aventure. Ainsi, il avait voulu fuir la « hidauaa province », ou plutôt s'échapper de l'édredon strasbourgeois sous lequel il sentait qu'il commençait à attraper des refroidissements. De toutes parts, on le prévenait, on le mettait an garde contre ces fumeux changements de climat, contre ce dangereux numéro de funambula qui en avait vu revenir tant, le dos hieu de coups. Quelques dizaines de voyages à Paris dans des journaux, chez des éditeurs - chez lesquels il venait livrer ou prendre des commandes – le laissaront aourd devant las alarmes des hommes de sa tribu,

Il tenait à sauter la pas, à s'échapper du cercla magiqua et chaud de cette grosse et molla bourgade. Les harnais que Paris vient de lui intimer l'ordre da passer - on trotta aux ordres ici, camarade - lui font mieux comprendre sur quel système de valeurs fonctionnait sa villa en France profonde.

Tous en famille, des combats à coups de sabre en carton, de l'arrangement, de la haute pru-dence, des compétitions réglées d'avance. Pas de vagues, al trop d'initiatives. On s'arrange. Fidelité de la clientèla : les artistes font le gros dos. Comme on est bien tous ensemble, avec nos habitudes, nos chères particularités, loin des exagérés. Quand certains rastaquoueres parisiens - pas les meilleurs, ni les plus sanguinaires - forcent le sanctuaire, c'est l'ouragan, la panique. « On voit partout les grenouilles sauter des nénuphars ». Atroce. Ces casseurs de silence arrivent pourtant avec des idées simples, presqua banales, mais

quelle frayeur l Le vrai vacarme, il allait l'entendre à Paris ; à Paris ou on cogne en direct, des « une-deux » jusqu'è ce que l'autre se couche.

C'est l'été. Dans la ville, tout II avait dans la tête les injonctions de ses amis (e invivable, inhumain, pars pas...»), mais aussi une jolie carte da visite et quelques beaux euccès, dans la capitale, justement, qui le rendaient confiant, alerte. e On n'imagine pas combian ça grouille, on n'imagine pas cet en-fer. » Rastignac avec un cercaau eu bout de quinze jours, on le prenait pour Bécassina au bout était relégue au rang d'une quincaillerie mai retamee. Trente ans, dix ans de métier et tout à ap-

e En province, on n'est ja maia nul, ni ganial; on est moven, ici, vous devenez très vite quelqu'un qui ne « branche pas » l'autre ». C'est-à-dire rien. Un monde sans scrupule, pres-que sans hésitations ; qui voit s'écrouler ses jeux de construction sans défaillir, sans sourcil-ler; qui passe à autre chose en pensant à autra chose. La publicité vers laquelle il se tournait naturellement, ayant mesuré l'incongruită qu'il y aurait à jouter avec les champions du dessin (tous rassemblés là comme des ablettes dans la nasse), lui démontrera plus vite encore à quelle planète il se risqueit à ap-

Le patron, avec son train da vie, sa grosse voiture et ses roueries : son dédain, la main sur l'épaule de sa victime. Ou étaient les convanancas straabourgeoises et la douceur de vivra entre gens bien nës et plats ? Ici, la rapidité était la mot d'ordre : « J'ai appris à travailler deux fois plus vite, avec des hommes dix fois plus affûtes. » On le coudait sous des disciplines nouvelles en toute brutalité.

Ça lui faisait peur. « En province, on vous respecte même si ce que vous faites n'est pas très bon. C'est comme ca. Ici, on ne juge pas de la qualité da la personne, mais de ce qu'elle peut cracher ou pas ; de ce qu'elle peut produira de plus putassier ou pas. . Il .racontait l'histoire d'un ami orfevre, artisan avec un gros cœur et beaucoup de talent, un orfevre mais pas dans son pays, pas dans se villa, qui le dédaignair. Il racontait le refus da cat homme da coder aux sirènes talentueux, mais souvent les plus de la capitala : « Je les emmerde, l'orfèvrerie c'est un art, pas une mode. » Quoi faire ?

▼ Dējā Strasbourg m'ennuie. On y vit mieux (la « convivia-lité »), mais c'est ici qu'on vit plus haut; qu'on trouve ses iustes limites, sa iusta valeur, ses vraies marques. > Un provincial sous le coup du charma hésitait à

JEAN-PIERRE QUÉLIN.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Dès ce premier week-and de juil-let, les foires aux antiquailles se dépla-cent vers les lieux de vacances.

Par la RN 20, an-delà d'Etampes, Angerville accueille, pour un dimanche, les brocanteurs de la Beauce; et les vieilles halles du quinzième siècle attirent à Milly-la-Forêt petits meubles, hibelots et curiosités.

Sur la route de Rouen, la RN 14 passe par Magny-en-Vexin, dont la salle des fêtes reçoit le petit groupe des antiquaires du Vexin-Val-d'Oise, une trentaine de professionnels chevronnés.

e Parmi les ventes du dimanche Parmi les ventes du dimanche 3 juillet, la vacation consacrée à l'art nouveau et à l'art déco, à Enghien, affi-che quelques belles pièces appelées à de fortes enchères, alors que la qualité cou-rante est actuellement en baisse sensi-ble. On retiendra notamment un vase d'Émile Gallé en verre triplé à décor de foud marin gravé à la meule, irisé de limaille d'argent incorporée; l'art déco

PARIS EN VISITES-LUNDI 4 JUILLET La basilique Saint-Denis présentée

l'Horloge, Caisse nationale des monu-ments historiques (M= Duhesme). Palais de justice », 15 h, mêtro Cité d'honneur (M™ Allaz).

- Hôtel de Lanzun », 15 h, 17, quai d'Anjou (Ma Ferrand). Crypte de Notre-Dame . Il h. parvis (M= Hager).

est représenté par des œuvres de Daum, André Groult, Decorchemont, Dunand et Puiforcat ; des bronzes animaliers ciôturent la vente. (Expert, Félix Marcil-

ac.)

Art d'Orient et d'Extrême-Orient

à l'Isle-Adam avec netzukés, petits
bronzes et céramiques. Petit mobilier
rustique, hihelots, tahleaux dixneuvième et pianos à Provina (où des
ventes ont lien tous les dimanches pen-

dant les mois d'été).

Archéologie méditerranéenne et précolombienne, sculptures thallandaises,
ivoires de Chine et du Japon 3 Meaux.

(Expert, M. Pierre Laporte.) A Versailles, l'hôtel et la galerie des Chevau-Légers proposem, d'un côté, des meuhles et tableaux et, de l'autre, des bijoux et des montres émaillées, en or ou en argent (à 14 heures), vente mécédée le matin (à 10 heures) par des pièces de métal argenté et des bijoux en

aux jeunes », 14 h 30, cutrée (Mac Hulot), - L'hôpital Saint-Louis », 15 h, place A. Fournier (M= Bouquet des Chaux).

«La montagne Saime-Geneviève» 15 h, cutrée de Saint-Séverin (M= Colin):
«La Conciergerie», 15 h. quai de

(M. Czarny). • L'École des beaux-erts », 15 h, quai Malaquais (Connaissance d'ici et d'ail-

d'Anjou, Caisse nationale des monu-ments historiques (Mu Garnier-

Chez Lapérouse », 15 h 30, 49, quai des Grands-Angustins (M= Hauller).
 Faubourg Saint-Germain », 15 h, métro Solférino (P.-Y. Jasiet).

«Le Père-Lachaise», 15 h, entrée boulevard de Ménilmontant. - Manet -, 16 h 15, Grand Palais (Visages de Paris).

MARDI 5 JUILLET

«L'Opéra », 13 h 15, centre du hall Les Gobelins - 14 h 30, 42, uvenue des Gobelins (M= Hulot).

Les Halles -, 15 h, fontaine des Innocents (M= Duhesme). - Hôtel Lauzun », 15 h, 17, quai

France/service

RADIO-TÉLÉVISION-

Samedi 2 juillet

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

- 20 h 35 Série : Dallas.
- 21 h 25 Droit de réponse Emission de Michel Polac.
- Emission de Michel Polac.

 Sous les égouts, la plage, avec Alain Bombard.

 22 h 50 Étodes et toiles : le rock et le ciréma.

 Magazine de cinéma de F. Mitterrand.

 Des entretiens avec R. Lester, N. Roeg, M. Faithfull,
 Waters, M. de Ville, J. Temple, J. Hallyday et
 B. Dauman, des extraits de King Creole, More, Flesh...

 23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: A2

- 20 h 35 Variétés : Maxime Le Forestier.
- 21 h 35 Jeu : La chasse aux trésors. En Belgique.
- 22 h 35 Sport : catch.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

- 20 h 35 Concert à Doual.
- Réalisation: Ph. Masson.

 En direct de l'usine Remault, la 9 Symphonie de Beethoven par l'Orchestre national de Lille sous la direction de J.-C. Casadesus. 21 h 50 Journal. 22 h 10 Le Musée de l'automobile de Mulhouse.
- Avec Jean-Pierre Beltoise, Jean-Louis Trintignant, Hervé Charbonneaux. Une visite commentée du palais chromé des quatre-roues.

 22 h 58 Une minute pour une image, d'Agnès Varda. L'album imaginaire de Claude Nori, par D. Idlant, fabricant de Jambon.
- fairitain de parison. h Musi-Club. « De Miel Bollenti Spiriti», de G. Vêrdî, interprété par 23 h

FRANCE-CULTURE

- 20 h, «La Guerre», de C. Goldoni. Avec J.-P. Cassel, A. Falcon, D. Labourier. 22 h, Ad lib.
- 22 h 5, La fugue du sas

FRANCE-MUSIQUE

- « Les Provinciales », journée avec les radios régionales et
- 20 h 30, Radio Midi-Pyrénées : Concert en direct du Salon Rouge du musée des Augustins à Toulouse, « tricente-naire de Frescobaldi », œuvre de Gabrieli, Guami, Rossi, Rognoni, Monteverdi et Frescobaldi, par l'ensemble de cuivres anciens de Toulouse » les Saqueboutiers », quatuor de violes de gambe.
- 22 h, Radio-Alsace : musique juive avec le chantre Ben-
- 23 h 30, Radio-Vanciuse : Jazz, Jon Hendricks Family, concert enregistré le 24 juin au Hot Brasse d'Aix-

Dimanche 3 juillet

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

Collection des frères Schlumpf.

- Emission islamique
- 9 h 15 A Bible ouverte. Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur. Célébrée dans la crypte de la basilique Sainte-Thérèse de
- 11 h 52 Votre vérité.
- 12 h Tennis à Wimbledon
- Journal. 13 h 13 h 25 Série : Colombo.
- 14 h 30 Sports dimanche
- 17 h 15 Série : Arnold et Willy.
- 17 h 45 Les animaux du monde. 18 h 45 Le magazine de la semaine : Sep
- De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.

 Le grand témoin : Michel Poniatowski: la TV des autres : la Pologne; la situation en Erythrée : automobile : les petits chefs.

 19 h 45 Tour de France.
- Journal.
- 20 h 35 Film: « African Queen ». Film américain de J. Huston (1952); avec H. Bogart, K. Hepburn, R. Morley, P. Bull, T. Bickel, W. Gotell. Septembre 1914. Les Allemands ravagent un village du Congo. Une vieille fille anglaise, sœur d'un pasteur, oblige un marin alcoolique à l'emmener sur son rafiot, pour aller détruire une cononzière ennemie qui empêche le débarquement des troupes britanniques. Aventure africaine sur l'obstination d'un exploit apparemment voué à l'échec. Splendide réunion de deux grands acteurs, Bogart et Hepburn, couple insolite peu à peu transformé par l'action, la camaraderie, l'amour.
- 22 h 25 Passions-Passions.

 Magazine d'actualité culturelle d'A. Bercoff et P. Des-
- Avec Carole Bouquet et Rachid Bahri. 23 h

DEUXIÈME CHAINE: A2

- 11 h Cheval 2-3. 11 h 30 Gym tonic.
- Souvenire-souvenire.
- Avec Jorry Lee Lewis. 12 h 30 Tour de France. 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Cirque : Festival de Monte-Carlo. 14 h 20 Série : Kung Fu.
- 15 h 10 Tropical show. 18 h 5 Les Muppets à Hollywood.
- 16 h 55 Série : Le chef de famille.
- 18 h 5 Les Carnets de l'aventure. L'Aslantique en planche à volle. 19 h Stade 2.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Bonjour M. Lewis. Sketches, gags, extraits de films, du grand comique
- 21 h 40 Document : Naples au quotidien. Novembre 1980, Naples est secouée par un tremblement de terre. Mireille Dumas et Dominique Coloma sont allés voir sur place comment les habitants se débrouillent, vivent, meurent et croient à la Vierge. Un regard
- 22 h 25 Chefs-d'œuvre en péril.
 L'architecture moderne.

22 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR3

- 17 h 40 Série : L'année des Français. La fin des espérances, d'après T. Flanagan, adapt. E. McCabe, P. et M. Lary avec J.-C. Dronot, réal. M. Garven (diffusé le 27 juin à 20 h 35). 18 h 35 Pour les jeunes.
- 19 h 40 R.F.O. hebdo.
- Sêrie : Benny Hill.
- 20 h Serie : Benny mil.
 20 h 35 Documentaire ; Mémoire d'émaux.
 Falences, émaux de la manufacture de Longwy ; son histoire, ses techniques...
 h 35 Aspects du court métrage français.
 L'Atelier du Diable, fiction de E. Placy.
- 22 h 5 Journal. 22 h '30 Cinema de minuit : le lit conjugal.
- Film italien de M. Ferreri (1963), avec M. Vlady, U. Tognazzi, W. Giller, L. Sini, R. Fellini, A. Maierdoni (V.O. 8008-tittée. N.).

 A Rome, un quadragénaire célibataire épouse, sur le conseil d'un prêtre, une jeune femme appartenant à une famille bourgeoise et catholique. Celle-ci veut absolument un enfant et soumet son mari à de véritables tra-
- ment un enjant et soumet son mari à de veritables tra-vaux forcés des rapports sexuels. Comédie satirique, grinçante et macabre où la femme est assimilée à la « reine des abeilles » épuisant le bourdon qui la féconde. Ce film des débuts de Ferreri (il avait tourné, avant cela, en Espagne) fit scandale en Italie par ses attaques contre le catholicisme et le mariage.
- h 8 Une minute pour une image, d'Agnès Varda. L'album imaginaire de Claude Nori, com F. Michèle I ron
- O h 10 Prélude à la nuit. Pièce en forme de habanera pour flûte et plano de M. Ravel, interprété par J.-P. Rampal (flûte), P. Barbi-

FRANCE-CULTURE

- 20 h. Albatros: conversation avec David Autun.
- 20 h 40, Atelier de créatiou radiophonique: P2S, une émission musicale avec C. Prey, E, Sikora et J. Schwarz.

 23 h, Musiques étranges: l'art d'aimer.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 36, Concert (donné salle Pleyel à Paris le 25 mai 1983) : «Symphonie nº 3 en ré mineur » de G. Mahler par les chœurs et l'orchestre de Paris, sous la direction de Knbelick, chef des chœurs, A. Oldham, soliste. B. Fasshaender, mezzo.
- 22 h 30, La mit sur France-Musique : Les figurines du livre ; 23 h 15, Entre guillemets ; 0 h 5, Musique de mit.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 3 JUILLET

- M. Pierre Mauroy, premier ministre, est invité à l'émission le « Grand Jury-R.T.L.-le Monde », sur
- R.T.L. à 18 h 15. M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée natio-
- nale, participe au « Club de la presse » d'Europe 1 à 19 h. M. Y. Neeman, ministre israélien de la recherche scientifique, répond à la rédaction en direct de Jérusa-

km, à 22 h 30 sur « Radio J », 93,90 mHz, Paris.

IOURNAL OFFICIEL

•

Sont publiés au Journal officiel du samedi 2 juillet :

- DES LOIS · Portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance; Modifiant certaines disposi-
- tions du code général des impôts relatives à la garantie du titre des matières d'or, d'argent et de platine; · Autorisant l'approbation d'une convention européenne relative au statut juridique du travailleur
- Autorisant la ratification d'une convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à
- l'égard des femmes. DES DECRETS · Relatif aux taux de la taxe per-
- que à l'occasion du renouvellement des autorisations de travail délivrées aux étrangers;

 • Portant création d'un certificat de formation générale.

PRESSE-

L'A.C.P. AUGMENTE SON CAPITAL Dix-sept émanent de la presse

L'Agence centrale parisienne de Presse (A.C.P.) annonce, comme nous le laissions prévoir (*le Monde* du 6 avril), l'entrée de dix-neuf nouveaux actionnaires dans le capital, qui se trouve porté de 200 000 francs à 5,2 millions de francs.

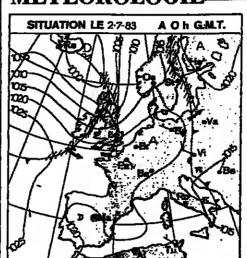
> LA MAISON DE L'INDE Boutique officielle du Gouvernement de l'Inde

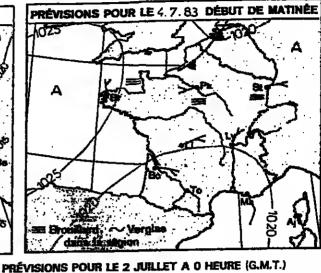
400 rue Saint-Honoré. 260.18.97 Du lundi au samedi de 9 h 30 à 18 h 30 °

écrite, précise le communiqué, et deux de la radio : radio Monte Carlo et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (R.T.L.). Mais d'autres souscripteurs s'étant mani-

- festés après la date de clôture pré-vue, le conseil d'administration a décidé d'ouvrir à nouveau la souscription, de manière à porter le capital jusqu'à concurrence de 6 200 000 francs, comme l'avait prévu l'assemblée générale extraor-dinaire du 4 mai 1983.
- Il pourrait s'agir notamment, apprend-on de bonne source, de la société Télésystèmes, filiale de France-Câbles et Radio, elle-même filiale des P.T.T.
- Les licenciements au Matin de Paris », qui avaieut fait l'objet d'un mouvement de grève la semaine dernière (le Monde, du 25 juin), seront finalement, après négociation, ramenés à seize, au lieu des vingt-trois prévus.

MÉTÉOROLOGIE





Évolution probable du temps en France entre le samedi 2 juillet à 0 heure et le dimanche 3 juillet à miunit.

- Les bantes pressions qui recouvrent la France vont protéger la plus grande partie du territoire du passage de deux systèmes perturbés.
- L'an, d'origine océanique, circule sur les lles Britanniques en direction de l'Allemagne et du Danemark; l'autre, d'origine tropicale, vient de l'ouest du Portugal et remonte via l'Espagne vers la Méditerranée occidentale.
- Dimanche, le temps sera duns l'ensemble chaud et ensoleillé.
- Toutefois, sur les régions littorales de la Manche, principalement à l'est du Cotentin, ainsi que sur les régions fron-tières du Nord, le temps sera brumeux, nuageux par moment, et de petites pluies ou braines sont possibles sur les côtes du Pas de Calais. Les tempéra-tures seront un pen basses, comprises entre 10 et 12 degrés le matin, 19-20 degrés l'emplemiél les matin, 19-20 degrés l'après-midi, les vents d'ouest faibles.
- Sur les régions méridionales de l'Aquitaine aux Pyrénées, Languedoc, Provence-Côte d'azur, le ciel se voilera l'après-midi et quelques orages, parfois violents, pourront être observés. Les températures seront de 14 à 16 degrés dans le Sod-Cuest, 18 à 20 degrés des degrés de la cuest de la cuesta de la cues l'après-midi. Les vents de sud à est seront faibles. En Corse, le temps sera nilaire mais sans orages.
- Partout ailleurs, de la Bretagne à l'Alsace et des Charentes aux Alpes, temps ensoleillé, vraiment estival, avec quelques brumes matinales dans le Nord-Est; mais ensuite le ciel sera le plus souvent dégagé et les vents calmes à très faibles.

- Températures (le premier chiffre
- indique le maximum enregistré au cours de la journée du l'a juillet ; le second le minimum dans la muit du l'a juillet au 2 juillet): Ajaccio, 24 et 15 degrés; Biarritz, 22 et 14; Bordeaux, 23 et 12; Bourges, 22
- et 14; Bordeaux, 23 et 12; Bourges, 22 et 12; Brest, 19 et 11; Caen, 19 et 11; Cherbourg, 18 et 11; Clermont-Ferrand, 22 et 8; Dijon, 21 et 9; Grenoble, 22 et 10; Lille, 19 et 11; Lyon, 23 et 9; Marseille-Marignane, 27 et 16; Nancy, 18 et 6; Nantes, 22 et 11; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18; Paris-Le Bourget, 21 et 10; Pan, 23 et 12; Perpignan, 22 et 12; Perpignan, 23 et 12; Perpignan, 24 et 10; Strackeure, 25 et 12; Perpignan, 25 et 13; Perpignan, 25 et 13; Perpignan, 25 et 14; Perpignan, 25 et 15; Perpignan, 25 et 16; Perpignan, 25 Pression atmosphérique réduite au get, 21 et 10; Pan, 23 et 12; Perpiguan, niveau de la mer à Paris le 2 juillet 1983 27 et 17; Rennes, 22 et 10; Strasbourg,
- à 8 heures ; 1 023,5 millibars, soit 767.7 millimètres de mercure, ct 11 ; Pointe-à-Pitre, 32.
 - Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 19 degrés ; Amsterdam, 18 et 11; Athènes, 27 et 21; Berlin, 19 et 10; Bonn, 18 et 8; Bruxelles, 18 et 11; Le Caire, 37 et 22; Tes Canories, 25 et 20; Conenhagne, 18 et 12; Daker, 30 et Le Caire, 37 et 22; ñes Canaries, 25 et 20; Copenhague, 18 et 12; Dakar, 30 et 25; Djerba, 33 et 22; Genève, 22 et 9; Jérasalem, 31 et 16; Lisbonne, 25 et 15; Londres, 22 et 14; Luxembourg, 16 et 7; Madrid, 34 et 15; Moscou, 24 et 16; Nairobi, 21 et 13; New-York, 27 et 17; Palma-de-Majorque, 31 et 16; Ronce, 26 et 17; Stockholm, 18 et 12; Tozeur, 40 et 26; Tunis, 31 et 19.
 - (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET

Réceptions

- Le président de la République a reçu, le jeudi 30 juin, le bureau national de la Société des médaillés militaires, conduite par son président, M. René Heckenroth.

 Cette société, forte de cent cinquante
- mille membres, répartis en mille deux conts sections à travers la métropole, l'outro-mer et l'étranger, fut créée en 1904. Elle a pour mission, outre ses couvres sociales, la sauvegarde des vertus morales et militaires de notre pays.

Naissances

- Bernard CHANEL et Brigitte FICHET ont la joie d'annoncer la naissance de Benjamin,
- le 25 juin 1983. 17, rue des Veaux, Strasbourg.

Décès

- **NADIA TUENI**
- La poétesse libanaise d'expression Nadia TUENI
- est décédée le 20 juin 1983, à Beit-Méry, à l'âge de quarante-neuf ans. Son pays lui a lait des obsèques natio-nales au cours desquelles elle a été déco-rée à tirre postume de la médaille d'or de Mérit colteral. de Mérite culturel.
- de Mérite culturel.

 [Née de mêre française et d'un père ambasactiour à Adhânes, Nedin Tueni était l'épouse de
 Ghessan Tueni, propriétaire et rédectaur en chér du grand journel Bharais « An Nahar », purseurs fois ministre et représentant permanent de son pays aux Nations unies. On lui doit de nombraux recuells de poèmes, parmi lesquels « le Réveur de tarre » (Saghers, 1975), et the visque poèmes pour un amour » (1979), et de « Archives sentimentales d'une guerre au Li-bien » (Pauvert, 1982). Elle eveit requ, en 1979, en prix de l'Académie française. C'était une ferme d'un très grand reyonnement et que oeut qui l'ont comme ne aont pes près d'ou-blet.)
- On nous prie d'annoncer le décès
- M. Roger AMPILHAC. survenu le 1= juillet 1983, à Paris, à

De la part de M=Solange Ampilhac, son épouse, Ses enfants,

Ses enfants, Et toute la famille. La cérémonie religiouse sera célébrée le mardi 5 juillet, à 8 b 30, en l'église Saint-Marcel, 80-82, boulevard de l'inhumation aura lieu le même jour

- M^{ma} François Girod, M^{ma} Edmond Brun, et Ma Pierre Girel, M. et Me André Franques, Leurs cufants et petits-enfants,
- Ses camarades de l'Ecole normale Ses amis et ses élèves, ent la doulour de faire part du décès
- M. Auguste ANGLES, professeur émérite de l'université de Paris-IV,
- chevalier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, chevalier de l'ordre du Soleil Lovant (Japon).
- Les obsèques uuront lieu à Ecully (Rhône), le mardi 5 juillet 1983, à 10 heures. Prière de ne pas déposer de fleurs à
- Cet avis tient lien de faire-part. - M. André Bessis et M=, née
- Heariette Debbasch, leurs enfants et petites-filles, Le docteur Lucien Debbasch et M. ct leur fille,
 Le docteur Lucien Setbon et M=, née
 Emilia Debbasch et leurs filles,
 Sa fidèle Santina,
 M= Victor Saada,
- tes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de Mar Guy DEBBASCH, née Inès Cohen-Boulakis,

- leur mère, grand-mère, arrièregrand-mère, steur et paren survenu le 26 juin 1983 à Rueil-Malmaison, dans sa quatre-vingt-
- Car tu es poussière et tu retour-neras en poussière. Genèse, 3, 4. L'inhumation a en lien la 30 juin 1983 dans la plus stricte intimité fami-liale au cimetière de Pantin-Parisien.
- Cet avis tient lieu de faire-part. 5, square du Roule, 75008 Paris, 109, boulevard Magenta, 75010 Paris.
- 19, avenue de la Jonchère, 78170 La Celle-Saint-Cloud. - Le Secours catholique
 Et l'Anmônerie nationale des centres de jeunes inadaptés vous prient d'assister, en toute simpli-cité, ou de vous associer par la prière
- Pabbé Pierre DUBEN. aumônier national des centres de jeunes inadaptés, décédé le 29 juin 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le hundi 4 jaillet, à 8 h 30, en l'église Saint-François-Xavier (Paris-7•). L'inhumation aura lieu le mardi 5 juillet, à 11 h 30, au cimetière aucien de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07.

Remerciements

- . M. et M Jack BURTIN ont été touchés des marques de sympathie et d'affection que vous leur avez rémoi-gnées lors du décès de leur fils
- Michel BURTIN. Par votre présence, votre pensée et vos prières. C'est une grande famille qui l'accom-
- pagnair. Encore un grand merci à tous. - Alain Lavau, Vincent Clergier et toute l'agence de publicité Partenaire ont été très touchés des marques d'affection, d'amitié et de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de
- Michel BURTIN. Cela a été un grand-réconfort pour us. Soyez-en très vivement remerciés.
- M= Gilbert Ganer. M. Henri Ganer, M. Thierry Ganer, M. et Mas Francis Piat, Toute la famille. Et la municipalité de Meudon.
- profondément émus par toute la sympathie, l'amitié, la confiance et l'estime que vous avez témoignées à
- M. Gilbert GAUER. maire de Meudon, conseiller régional d'île-de-France,

vous prient de trouver ici l'expression de leurs très sincères remerciements.

- Commémorations - L'Association polonaise des anciens combattants, que préside M. Lucien Cizewski, commémorera le dimanche 10 juillet, par une messe célébrée à 11 heurs en la chapelle Saint-Louis des Invalides, le quarantième anniversaire de la mort, à Gibraltar, du
- général Władisław SIKORSKI. Avec lui seront honorées les mémoires Mgr Victor JRZESIAK. ancien aumônier de l'armée polonaise.
- Zdzisław CYANKIEWICZ, décédé le 4 février 1981 à Paris, sous-lieutemant de l'armée polonaise, croix de guerre 1940.



DÉGUT DE MATINÉE

A D HEURE (G.M.T.)

20 pt 9 (1.40) . (1.0) Toulgary

Terripo neces es cues a l'arres-

After the storm of these a litting Alger of the following of Architecture of the following of the following

es in Martin trans in Meson III.

The State of Martin transition of the Martin III.

The Planets of Martin in the Inc.

Reference in the Inc. of the III.

The reserve estencies in the III.

The second of the State of Sta

Autoria de de la companya del companya del companya de la companya del companya de la companya de la companya del companya de la companya de

. M. et Met Jack Hill ETTS wat

Machel St. R.O.

Par come promise a series present

en frankrik Grant gran frankrik Grant gran frankrik

engerica is \$ the contract product of the second

times of the second of the sec

since a read of the state of th

Attribet 90 R1 No. 1 (1975)

The second of th

from the per second of a month

meden for the development for

6:16 ** 1"

142 4

Section 1

48 \$1 1 mm 1 mm 1

44 13

1 44

er at

£ . - • #:#

11.00

English with the second of the

WE College of the ER.

e de la companya de l

gimes at the latest and Market

The State of the s

and services and a service and

September 1 Sept. March

digita specialist is the second of

Recurrer clement

And there allegers to mean

The Property Control of the Control

 $D(\mathbf{v}) : \leftarrow \mathcal{A}_{\mathbf{v}}(\mathbf{v}, \mathbf{v}, \mathbf{v}$

et et ar our et earlie

A L'ÉCOLE DES PAYS-BAS

Mme Cresson et l'esprit néerlandais

Mª Édith Cresson, ministre du commerce extérieur. a terminé dimanche 26 iuin une visite aux Pays-Bas dite privée, mais clairement inscrite dans le cadre des efforts de Paris pour réduire son fort déficit commercial à l'égard des Pays-Bas.

De notre correspondant

Amsterdam. - Puisqu'il s'agissait d'« apprendre», selon un diplomate français, M= Édith Cresson a notamment visité le grand centre européen de vente de fleurs qui se trouve à Aalsmeer, près d'Amsterdam. Elle a aussi rencontré dans la capitale quinze importateurs néerlandais de produits français, qui devaient lui faire part des domaines où la France pourrait mieux faire (branche automobile, secteur agro-alimentaire, coopération avec des géants néerlandais tel Philips, selon les vœux français traditionnels).

L'économie néerlandaise traverse une crise sérieuse qui se traduit notamment par un taux de chomage de près de 15 %, un des plus élevés du monde indus-trialisé; mais, dans le domaine des échanges entérieures, le tablean est nettement positif. En 1982, la balance commerciale des Pays-Bas a présenté un excédent de 9,8 milliards de florins (1), et si les Français font grise mine devant leur déficit, d'autres pays industrialisés pour-raient en faire autant. Le surplus néerlandais vis-à-vis de la C.P.E. a atteint l'an dernier 37,5 milliards de florins (15 milliards à l'égard de la R.F.A., 7 à l'égard de la Belgique et du Luxem-bourg, 5 vis-à-vis de l'Italie et I vis-à-vis dn la Grande-Bretagne). Il n'y a guère qu'aux États-Unis et au Japon que les Pays-Bas ont enregistré un déficit (respectivement 9.5 et 2.7 milliards).

La France, en s'attelant à la tâche de réduire le déséquilibre commercial avec les Pays-Bas, doit affronter le proverbial esprit commercial : néerlandais. Toutefois, les Français croient aussi nvoir affaire à une francophobie latente qui, selon eux, provoquerait des achats anglo-saxons plutôt que français. Bien évidem-ment, du côté néerlandais, on dément toute discrimination envers la France. On renvoie traditionnellement la balle dans le camp français, en affirmant que le système de libre concurrence

dans l'Europe des Dix permet à

quiconque d'acheter là où les

prix, les qualités et les délais de

livraison sont les plus avanta-A cet égard. Mª Cresson a pu entendre. lors de sa visite, que les produits français sont souvent chers par rapport aux concurrents, qu'il est fréquemment question de problèmn dans les délais de livraison et que le respect des spécifications constitue une source da frictions. Cependant, les exportateurs néerlandais sont souvent soutenus par le

gouvernement de La Haye

quand ils se plaignent d'une

la France. A la fin de l'année

darnière, le ministre das fi-

menualité protectionniste » de

nances, M. Onno Ruding, et l'Association patronale V.N.O. a'étaient élevés contre ce qu'ils considéraient comme une « obstruction française à l'importa-

La cause de leur grogne était l'exigence de Paris que tous les documents, modes d'emploi et emballages soient rédigés en langue française, les douaniers devant consaerer beauconn de temps à en vérifier la correction. Aux Pays-Bas, cet attachement 3 la défense de la langue française n'est pas jugé méritoire, mais au contraire xénophobe et mesquin.

Lors des dernières manifestations de paysans français aux frontières, dont bien des exportateurs néerlandais firent les frais, la presse constata avec amertume que les forces de l'ordre françaises s'étaient apparemment résignées à la tolérance. Ce protectionnisme à la fois musclé et bureaucratique n'est pas fait pour créer un climat propice au commerce matuel, estime-t-on du côté néerlandais.

RENÉ TER STEEGE.

(t) 1 florin = 2,7 francs.

Economie

Huit mois pour faire l'Europe

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand lors du conseil européen de mars ne se prononçait-il pas en faveur d'une légère augmentation des ressources propres, de la création d'« agences » conçues pour mettre en œuvre des actions commumettre en œuvre des actions commu-nautaires spécifiques et financées selon des règles propres, d'un coup d'arrêt à la dérive budgétaire due à l'action de l'Assemblée de Stras-bourg? La France s'est ralliée avec plus de netteté nu projet d'un déplafonnement des ressources propres uniquement par souci d'assurer le financement de la PAC.

Quoi qu'il en soit, MM. Manroy et Cheysson ont estimé à Stuttgart qu'essayer de précipiter une décision sur l'augmentation des ressources propres aurait conduit à une rupture. Ils ne la voulaient pas.

Un cadeau élevé

C'est pour débloquer la situation que le chancelier Kohl avait invité ses partenaires à traiter du problème de la contribution britannique en le ent, an moins provisoirement, de celui pius général des finances de l'Europe. Le résultat on le connaît : la promesse d'un chèque de 750 mil-lions d'ECU. Ce fut là cher payer. On a appris par la suite que le vendredi à Stuttgart toute la « filière britannique » était mubilisée pour proclamer qu'en dessous de 600 millions d'ECU Mas Thatcher ferait on esclandre... Le chiffre « politique » qui a été proposé par M. Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères, et accepté par les autres participants dépassait donc ce que les Britanniques escomptaient.

Un cadeau aussi élevé représente une lourde charge. Mais son principal inconvénient est qu'il permet aux Britanniques de prétendre que, tout additionné, l'expérience des quatre années passées révèle la volonté da conseil de prendre en charge les deux tiers de leur contribation nette au budget européen. En outre, les textes approuvés à Stuttgart, contrairement à ceux du conseil européen de mars, ne font plus aucune référence an « trop perçu »Les Britanniques considèrent que l'affaire est définitivement close; d'antres ne sont pas de cet

Toutefois, la principale divergence d'interprétation porte sur ce qui devrait être accompli en décembre. M. Mauroy à Stuttgart, les Italiens ensuite, ont proclamé que la compensation britannique ne saurait décision du conseil européen d'augmenter les ressources propres. En séance, Le chancelier Kobl, M. Thorn, le président de la commission, ont indiqué que dans leur esprit les deux affaires étaient liées. M. Genscher l'a répété par la suite. Mme Thateber aura beau jeu d'affirmer qua ee n'est pas par hasard si l'engagement d'augmenter les ressources propres ne figure pas de façon précise dans les textes approuvés. Les Britanniques taxeront leurs partenaires de mauvaise foi s'ils bloquent une décision (celle portant sur la compensation de 700 millions d'ECU) qu'ils considè-rent comme prise. Les Neuf pourront répliquer qu'ils ont falt confiance à Mme Tatcher et que, compte tenu de ce qui a été dit à Stuttgart, prétendre encaisser le chèque tout en bloquant le fonctionnement de la Communauté est peu

Une négociation en quatre points

Les conditions dans lesquelles s'engagera la partie de bras de fer finala dépendront des résultats des travaux qui seront entrepris d'ici à la réunion d'Athènes. Ils porteront sur quatre points conformément au

schéma voulu par les Allemands. · L'examen de la PAC. Quoi qu'on disc du côté français le but premier de l'exercice est de parvenir à ce que « des économies soient réalisées chaque fois que possible ». Neuf pays de la C.E.E. sont attachés à la PAC même si leurs intérêts sont, parfois, concurrents. Pourquoi qui l'Europe verte est particulièrement importante, loin d'adopter une nttitude défensive, joue un rôle moteur dans la recherche des solutions permettant de mettre sur pied un marché commun agricole plus efficace? Les sacrifices devront être répartis de façon équilibrée. Tel sera le plus difficile à atteindre. Une belle partie à jouer pour M. Rocard.

 L'examen, des autres politiques communes existantes. Il s'agit surtout de la politique sociale et de la politique régionale. Là encore, l'objectif dominant est de réaliser des économies. Les Français seront tentés de s'engager allégrement dans de caricatures de politique com- pour l dollar.

mune dont la senle raison d'être est d'opérer des transferts vers les pays les moins prospères? Aussi fondées que soient ces critiques, la prudence s'impose. Pour des raisons de fond : est-il déraisonnable que certains transferts s'effectuent à l'intérieur de la Communauté au profit des pays les moins favorisés? Mais davantage pour des raisons tacti-ques : les Italiens, les Grecs, les Irlandais sont bénéficiaires des politiques régionales et sociales. Les remettre en cause peut nous priver de leur soutien.

· Les nouvelles actions comunes. La mode est à la coopération industrielle. Il y a tout lieu de s'en réjnuir à la condition qu'il y ait des résultats. Or, jusqu'ici, tel n'a pas été le cas. Au contraire, puisque le récent échee du rapprochement Thomson-Grundig-Pbilips a montré une capacité collective à trébueber sur le premier abstacle. M. Cheysson a indiqué que les Français allaient bientôt préciser leur idée d' - agences - dont le terrain d'activité privilégié pourrait être ce type de coopération industrielle. La formule, sans parler des problèmes institutionnels qu'elle soulève (elle revient à court-circuiter le Parlement européen en le privant de ses pouvoirs budgétaires), n'a d'intérêt que si la coque, même séduisante, n'est pas vide.

 L'augmentation des ressources financières de la Communauté. Les économics susceptibles d'être réalisées ne pourront être que limitées. Combinées aux éventuels effets de nouvelles politiques, il est exelu qu'elles suffisent pour corrigur les éséquilibres budgétaires existants. Le problème britannique reste posé. Ce que suggère la Commission, afin d'atténner ces déséquilibres, (établir une partie de la contribution de chaque Etat mambre en tenant compte de la richesse relative des pays et du poids qu'y occupe l'agrienlture) ne sera pas considéré comme suffisant par Londres. Mas Thatcher refusera de donner son feu vert à l'augmentation des ressources propres si elle n'a pas l'assurance d'obtenir un droit permanent à compensation. D'un autre côté, le financement de la PAC, sans même parler de l'élargissement de la Communauté, exige une augmenta-tion des crédits disponibles. C'est dire que l'épreuve de force est inévitable. On peut estimer qu'à Slutt-gart, en dépit des inconvenients qui découlent de cette tactique, les Français ont eu raison, pour ne pas concessions afin d'éviter la rupture. Ils ne peuvent plus continuer dans cette voic. Ce qu'il faut à Athènes ou au conseil européen suivant e'est obtenir une vraie décision sur l'avenir de la Communauté. Cela suppose bien sûr que le gouvernement ait un projet européen.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) En 1980, la compensation accordée au Royaume-Uni (1,175 milliard d'ECU) a été consentie en tablant sur une a contribution nette » sensibleme supérieure à ce qu'elle fut en réalité. Il y cut done - trop percu -.

 Prolongation de l'arrangement sur les crédits à l'exportation. - Les vingt-deux pays industrialisés membres de l'O.C.D.E. participant à l'arrangement sur les crédits à l'exportation ont décidé de prolonger jusqu'au 15 juillet prochain le système appliqué actuellement, a an-noncé le 23 juin M. Axel Wallen (Suède), président du groupe. Ce compromis sur les crédits - subventionnés - à l'exportation, qui avait été adopté en juillet 1982, avait déjà été prolongé pour la période allant dn 1 mai au 30 juin 1983 (le Monde du 28 avril). Il est destiné à harmoniser les conditions de concurrence sur les marchés mondiaux er fixant des taux minimaux et en répartissant les pays bénéficiaires en

trois categories. ● Accord sur le prix du blê : prorogation - L'accord international du blé de 1971 a été prorogé pour trois ans à dater du la annonce-t-on à l'issue d'une réunion du Conseil international de cette céréale. Selon des délégués, cette prongation doit permettre à M. Jean Parotte, directeur exécutif da conseil, d'essayer d'aplanir les divergences de vue qui empêchent la nclusion d'un nouvel accord.

L'accord existant - il ne contient pas de clauses économiques - ne permet pas de contrôler le volume de la production ni d'influer sur le marché mondial - (A.F.P.)

• Le zloty a été dévalué, ven-dredi le juillet, de 18,7 %, a annoncé le président de la Banque natinnale de Pologne. Le taux de change de la devise polonaise, qui avait été fixé le le janvier 1982 80 ziorys pour 1 dollar, est passé à 95 zlotys. En pratique, toutefois, la tentés de s'engager antegrement uaus cette voie : plusieurs de leurs déclarations passées en témoignent. N'est-on pas, en effet, en présence N'est-on pas, en effet, en présence s'établissait lundi à 88,09 zlotys

Le tour de France d'un ambassadeur

L'ambassadeur de France aux Pays-Bas s'est fait l'apôtre de l'exportation vers les marchés néerlandais. II entreprend une tournée en France et lance le slogan :

e Français, vous n'avez pas le droit de ne pas venir l ».

De notre correspondant

l'image qu'nn se fait habitu ment d'un diplomate, M. Claude de Kémoularie n'en est pas moins: ambassadeur de France aux Pays-Bas. Mais il semble préférer l'effidiplomatiques. Nommé voici un an à peine à La Haye, cet ancien dirigeant de Paribas s'est fait, en quelques mois. l'apôtre de l'exportation vers les marchés néer-

Non pas par l'envoi de quelques notes savantes et confidentielles à son gouvernement, mais par la réalisation d'un montage udiovisuel qu'il présente dans toutes les régions aux industriels

Rouen, à Nantes, à Lilla, il a déjà lancé partout : « Français, vons n'avez pas le droit de ne pas venir / >. Une telle rage (diplomati-qua) a-t-elle conveincu ?

Ce que veut M. de Kémoularia. c'est frapper les imaginations. Il sait le faire en quelques chiffres : sur les 151 milliards de francs de déficit total (y compris assurance et fret) de la balance commerciala française en 1982, 14 milliards ient des échanges avec les Pays-Bas. Ce chiffre fait de ce petit pays de 14 millions d'habitants, comparable au nôtre quant tué à notre porta (Amsterdam n'est pas plus éloigné de Paris que Lyon), le quatrième responsable du déficit commercial, après les États-Unis, l'Arabla Saoudite et la R.F.A. En 1982, les importations en provenance des Pays-Bas ont représenté 42 milliards de francs et les exportations vers ce

pays 28 milliards seulament. Situation « incroyable » aux yeux de M. de Kémoularia, qui a voulu comprendre. Le gaz n'explique pas tout, même si la facture a'élève pour 1982 à quelqua 7 milliards de francs. En excluant ces achats de gaz, le taux de cou-

verture des importations par les axpurtations ne depasse paa 80 %, Et f'ambasaadaur à La Haye de s'étonner que nous importions pour un demi-miliard de france de crustacés et coquillages, pour 3 milliards de porcs, pour 1,5 milliard de fleurs...

De s'inquiéter que nous perdions du terrain sur le marché au-tomobile néerlandais ; dans ce pays qui importe 95 % de ses vehicules de tourisme, la Franca n'en fournit aujourd'hui qu'à peine 20 %, contra 30 % il y a quetre ans. Plus généralement, la part française du marché néerlandais n'est que de 8 %, alors qu'elle atteint 10 % dens les autres pays comparables de la C.E.E. L'explication est double. D'un

côté figure la manque d'intéret des exportateurs et investisseurs à l'égard des Pays-Bas. En témoigne la faible présence française dans les foires et salona néerlandals : nos industriela exposent ou participent six fois moins que les Allemands et sont dix fois moins nombreux à s'y rendre en visiteurs. De l'autre, apparaissent tout à fait impressionnants - et efficaces - le dynamisme, le serieux, l'agressivité commerciale

Tout est orientá chez eux vers la vente, souligne M. de Kémoularia. Ils pensent « exportation ».
Ils sont les premiers investisseurs étrangers aux Etats-Unis, les premiers exportateurs vers l'Allema-gne fédérale; ils se situent au septième rang des puissances commerciales du monde. « C'est pour nous une extraordinaire école de commerce. »

Et c'est autant cette école que le marché néerlandais lui-même que M. de Kémouleria veut faire découvrir aux Français et à leurs ministres. La semaine demière après un passage à Lilla, où il crée à l'exportation vers les Pays-Bas, en présence da Mª Edith Cresson, il regagnait La Haye accompagné du ministre du commerce exterieur. Objet de cette visita ministeriella non officiella : la découverte des circuits commer

ciaux et des marchés néerlandais. L'initiative de M. de Kémoularia a déjà emporté l'adhésion de Mr. Cresson et cella dn M. Cheysson, ministre des relations extétage audiovisuel va être reprise pour les pays auropéens, tout d'abord pour l'Allemagne fédérala

JEAN-RENÉ LORE.

= (Publicité) ==

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE S/DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

A.P./m 5.611.1.031.00.02

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Nº 12/83 « S.D.M.C. » Un avis d'Appel d'Offres international est lancé en vue de l'acquisition de Matériels Scientifiques pour projets de Recherche Appliquée aux : — Département de Génie-Chimique ;

Département d'Électrotechnique;
 Atelier pédagogique de génie-mécanique;
 Atelier pédagogique de génie-sianique et de dynamique des Structures destinés à l'École Nationale Polytechnique d'Alger.

Les Cahiers des Charges peuvent être retirés au Siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique — Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement Universitaire sis, 1, rue Bachir-Attar, place du 1 — Mai.

Les Offres accompagnées des pièces réglementaires devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune inflication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter, en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, la mention suivante at d'une façon très apparente «AOL = 12/83 S.D.M.C.», acquisition de Manériels Scientifiques pour projets de Recherche Appliquée destinés à l'E.N.P., soumission à ne pas ouvrir.

Toutes les Offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par la Circulaire nº 21/D.G.C.I. - D.M.P. du Ministère du Commerce. La date limite de réception des Offres est fixée à soixante (60) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date de cioture du présent

(Publicité) république algérienne démocratique et populaire

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE

ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

S/DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

A.P./r 5.811.1.031.00.02

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL Nº 13/83 « S.D.M.C. »

Un avis d'Appel d'Offres international est lancé en vue de 'acquisition de matériels Microélectriques destinés au Centre Universitaire de Sidi-Bel-Abbès.

Les Cahiers des Charges peuvent être retirés an Siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique – Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement Universitaire sis, 1, rue Bachir-Attar, place du l Mai, Alger.

Les Offres accompagnées des pièces réglementaires devront être dressées sons double enveloppe cachetée à l'adresse sus indiquée.

L'enveloppe extérieure qui ne devra comporter ancune indication expettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter, en plus de adressa du Ministère da l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, la mention suivante et d'une façon très apparente « A.O.I n° 13/83 S.D.M.C. », acquisition de matériels Microélectriques destiné au Centre Universitaire de Sidi-Bel-Abbès, soumission à ne pas ouvrir.

Toutes les Offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et ociales exigées par la Circulaire nº 21/D.G.C.1. - D.M.P. du Ministère

La date limite de réception des Offres est fixée à soixante (68) jours compter de la date de la première parution du présent avis dans la resse nationale.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date de

••• Le Monde • Dimancha 3 et lundi 4 juillet 1983 - Page 15

Crédits - Changes - Grands marchés

de capitaux se tournent vers d'antres devises. C'est ainsi que la S.N.C.F. a choisi le florin, la Caisse nationale

de l'énergie (C.N.E.) l'ECU et la C.C.C.E. la livre anglaise. A l'ex-ception de l'emprant C.N.E., qui est

de nature euro-obligataire, les antres sont domestiques. C'est le cas de ce-lui de la S.N.C.F., qui se monte à

100 millions de florins sur une durée

de dix ans, avec un taux d'intérêt annuel de 9,75 %. Un rapport aussi

élevé n'a pas manqué de convaincre

les investisseurs, qui se sont em-

C.N.E., qui s'apprétait à lancer un emprunt en ECU, avait différé son

placement pour laisser la place à la

Communauté économique euro-

péenne. Cette dernière ayant avec

succès terminé plus rapidement que prévu son émission de 150 millions

d'ECU divisée en trois tranches, la

C.N.E. offre depuis mardi, sous la garantie de la République française,

50 millions d'euro-obligations libel-

Elles ont une durée de douze aus,

sement anticipé à la fin de

mais les porteurs qui le désirent an-

ront la possibilité d'en demander le

la buitième année. Le taux est offert

avec un coupon annuel de 11,75 %, C'est un rapport élevé, puisqu'il est supérieur de 0,50 % à ce que la

C.E.E. offrait sur sa tranche à

sept ans. Aussi peut-on espérer que la réponse de la clientèle, privée belgo-luxembourgeoise sera positive.

centrale pour les territoires adminis-

trés par ses soins, le Comité français

national de libération institua à Londres, par une ordonnance du 2 dé-

cembre 1941 la Caisse centrale de la

France libre, Celle-ci devait devenir

en 1944 la Caisse centrale de la

France d'outre-mer avant de pren-dre, en 1958, l'appellation de Caisse

centrale de coopération économique. En décidant de lever sur le marché

obligataire britannique 50 millions de livres, la C.C.C.E. effectue un

pèlerinage aux sources, qui, en ou-

tre, a le mérite de joindre l'utile à

L'émission aura en effet une du-

réc de trente ans, échéance très éten-due que seuls Londres et New-York

peuvent offrir. Les obligations do-

tées d'un conpon semestriel de

12,25 % seront émises à 96,95 de manière à offrir aux investisseurs un

Vn la rarelé des émissions sur-

nommées « bouledogues », e'est-

à-dire de celles placées par des em-

intérieur britannique, et compte tenn du fait que la Banque d'Angle-

terre extend les limiter dans l'avenir

tionnels du Royaume-Uni.

on peut être assuré du succès de la

C.C.C.E. auprès des grands institu-

CHRISTOPHER HUGHES.

prunteurs étrangers sur le marché

l'agréable.

rapport de 12.65 %.

Afin de disposer d'une banque

lées dans la devise de la C.E.E.

Au débul du mois de juin, la

pressés de souscrire.

L'euromarché

Retour des Français sur le marché américain? Un dollar erratique

Si les autorités françaises se sont résolues à apporter des précisions supplémentaires sur la dette extérieure de la France (le Monde du 30 juin), e'est très vraisemblable-ment parce que cello-ci s'apprête à garantir une émission nbligataire publique sur le marché américain des

Ce type d'opération, que l'on qualifie familièrement de «yankee», requiert en effet de la part de la SEC (Securities Exchange Com-mission), qui, à New-York, est l'équivalent de la Commission des opérations en Bourse, non seulement une description détaillée de la situa-tion financière du débiteur mais également de celle du garant. Si, donc, le Crédit national, pour ne citer que celui-ci — puisqu'il envisageait de-puis un certain temps de lever des eurocapitaux afin de cautinnner l'émission de papier commercial aux Etats-Unis, – se décide à emprunter quelque 100 à 150 millions de dolars untre-Atlantique, lui et la France, qui garantira la transaction, devroot soumettre une documentation sur l'état de leurs dettes respec-

Aueun empranteur français n'avail tenté d'aborder le marché des émissions • yankees • depuis plus de buit mois. Le dernier à l'invoir fail avait été, en octobre dernier, la Caisse nationale des 1616communications (C.N.T.), qui, à l'époque, avail drainé à New-York 100 millions de dollars par le canal d'un emprunt à taux d'intérêt fixe d'une durée de sept ans sous la ga-rantie de la République française.

Si, maintenant, e'est véritablement le Crédit national qui choisil de solliciter le marché des Etats-Unis, il lui faudra le faire par le truchement d'un emprunl à taux d'inté-rêt variable. D'une part, le marché ne se prête actuellement pas aux placements à taux fixe. D'autre part, il serait contre nature de lever. à partir d'un taux d'intérêt fixe, des fonds en principe destinés à ne pas être tirés, mais à servir de caution à l'émission ultérieure de papier commercial. En la matière, le pro-gramme du Crédil national est de 250 millions de dollars.

Les investisseurs américains sonl depuis quelque temps friands de Libor, c'est-à-dire du taux d'intérêt interbancaire offert à Londres sur les dépôts en eurodollars à court terme. ainsi pu, ces deroiers mois, drainer aux Etats-Unis des capitaux à partir de cet eurotaux de base, et non pas à partir d'un instrument monétaire purement américain. On peut donc concevoir que le Crédit national agisse de la même façon et lance publiquement ce mois-ci un empruni yankec . à taux variable, d'une durée de sept ans, accompagné d'un intérêt semestriel qui serait la elassique addition au taux du Libor d'une

mie, des finances et du budget ne s'est pas contenté d'annoncer publiont l'état de la dette extérieure quement l'état de la dette exterieure de la France. Il a également autorisé sa publication dans le prospectus dé-taillant l'emprunt de 50 millions de livres sterling que la Caisse centrale de ennpéralinn éennnmique (C.C.C.E.) est en train de réaliser sur le marché anglais des capitaux. La République française garantis-sant la transaction, il est stipulé dans le document que sa dette extérieure directe était de 20,3 milliards de francs à la fin de 1982 et que celle qui est garantie par ses soins se mon-tail à la même époque à 236,6 mil-liards, soit un total de 256,9 milliards de francs (la dette totale était estimée par le document publié à Paris à 295,4 milliards en francs.).

Sur la base d'un dollar équivalant à 6,678 francs à la fin de l'an dernier, ces 256,9 milliards de francs représentent près de 38,5 milliards de dollars. Cette somme ne comprend ui les emprunts étrangers des banques françaises, qui doivent re-présenter l'équivalent d'au moins milliards de dollars, ni les quelque 10 milliards de dollars levés par les emprunteurs de l'Hexagone pendant le premier semestre de cette année. Si, donc, sur la base d'un dellar réajusté à 7,50 francs français, on fait le total de la dette extérieure à moyen et long terme de la France à fin juin 1983, on arrive à près de 424 milliards de francs - et encore ce chiffre ne comprend pas la dette des sociétés françaises qui appartenaient antérieurement au secteur privé et qui, elle aussi, est tombée dans le patrimoine public après la nationalisation des enurpagnies

Faute de merle

L'activité du marché international des capitaux reste profondément perturbée par l'incertitude sur l'évo-Intion des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis. La majorité des observateurs estimant que le Fed est condamne, à recourir des le milieu de ce mois à une politique plus sévère afin de ralentir l'expansion d'une masse monétaire qui s'emballe alors que la reprise de l'économie américaine s'avère plus forte que prévu, les investisseurs ne sont pas pressés de s'engager maintenant, puisqu'ils ont l'espoir d'abtenir des rapports plus élevés dans un proche avenir. Il est significatif que tous les emprunts du Trésor américain, dont les échéances s'échelonneut de 1985 à 2012, se traitent actuellement sur des cours qui offrent des rendements semestriels supérieurs à 10 %. On est douc déjà revenn an niveau élevé qui était en vigueur an mois de février.

Le marché primaire des euroémissions libellées en dollars étant pratiquement fermé pour l'instant, les

Les devises et l'or

« C'est à en rendre son tablier l' Un véritable yo-yo!», s'exclamait cette semaine un spécialiste des changes en parlant des fluctuations erratiques da dollar, en hausse un jour, en baisse le lendemain, avec de tels écarts qu'il ajoutait : « Il »a y avoir des cadavres », faisant allusion aux pertes que les cambistes penvent subir lorsque les variations de cours sont très rapides et quasi-

Qu'on en juge. Lundi, poursui-vant sur sa lancée, le dollar fléchis-sait sensiblement, après l'annonce d'une diminution de la masse monétaire aux Etat-Unis (voir en rubri-que « Marché monétaire et obligataire »). En outre, l'échéance de puisqu'elle donne lieu aux règle-ments de fin de trimestre et surtout de semestre (pour les crédits en euro-dollars à six mois), apparaissail avoir été aisément couverte, et par anticipation. En conséquence, les taux d'intérêt américains baissaient un peu, le dollar davan-tage, revenant, à Francfort, de 2,5250 DM à 2,5120 DM, après avoir même glissé en dessous de 2,51 DM, alors qu'il ntteignait 2,55 DM quelques jours anparavant. A Paris, il revenait de 7,5950 F à 7,56 F, touchant 7,54 F pendant un moment. Quinze jours anparavant, il s'était élevé à 7,75 F: le repli se révélait donc sensible.

Las! Dès le lendemain mardi, le « billet vert » remontait brutalo-ment à près de 2,56 DM et 7,68 F, un décalage de près de 5 pfennigs et presque de 15 centimes en douze pour freiner lu croissance de lu masse monétaire, dont la diminution ue paraissail pas significative. Les opérateurs, toutefois, restaient perplexes, car aucune déclaration nonvelle, officieuse on officielle, n'était venue alimenter la controverse ui nontrir les inquiétudes.

Le lendemain mercredi, changement à vue : le dollar fléchissail non mnins brutalement, revenant à 2,53 DM et à 7,61 F puis à 7,59 F. Cette fois, l'amonce d'un déficit commercial très important en mai, près de 7 milliards de dollars, nonveau record historique, ébranlait le e billel vert ».

En outre, des déclarations offi-cielles de MM. Volcker et Regan, plutôt rassurantes pour l'évolution des taux, venaient apaiser quelques craintes, Les deux derniers jours de la semaine le plus grand calme ré-gnait sur les marchés, notamment à New-York, où de nombreux opérateurs anticipaient le châmage du lundi 4 juillet, sête de l'Indépendance, et désertaient les salles de change, nvec, encore, des variations sans beancoup de signification, autout de 2,53 DM et 7,63 F.

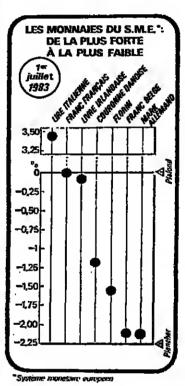
En cette fin de semestre donc. et an seuil de l'été, la plus grande incertitude continuait à régner sur l'évolution du dollar : « Personne, sur le marché, ne sait vraiment ce que cette damnée mannale va faire! -, s'exclamail un banquier. reflétanl l'opinion de ses pairs à travers le monde, de New-York à San Francisco, de Hongkong à Tokyo, et de Singapour à Bahrein, en passant heures. Motif : les craintes d'un dur-cissement de la politique monétaire américaine et d'une montée des taux par toutes les places européennes. En tout cas, si quelques-uns se ha-sardent à prédire une « pelite

baisse o du dollar pendant un mois nn denx. - pas plus bas que 2,47 DM ou 2,48 DM - aucun n'entrevoit de véritable repli de la mon-naie américaine. Il n'y a que M. Martin Feldstein, ebef des conseillers économiques de la Maison Blanche, pour pronostiquer la baisse d'un dollar donl la vigueur est excessive et préjudiciable aux ex-portations américaines ».

La livre sterling s'est stabilisée aux alentours de 1,53-1,54 dollar (environ 11,70 F à Paris), un soutien lui étant apporte par la bonne tenue des prix du pétrole sur les marchés du brut.

Une mention particulière doil être accordée au franc français, très ferme an sein du système monétaire européen, notamment vis-à-vis du mark, dont le cours n encore fléchi à Paris, revenant en dessous de 3,01 F pour atteindre même 3,0025 F, soil très peu au-dessus de son cours plan-eher de 2,9985 F. La Banque de France continue à récupérer des devises, à un rythme modéré, il est vrai, pour près de 800 millions de francs durant la semaine se terminant le 23 juin, si on en croit son bilan, toujours exact mais jamais complet. Pour l'instant, les « gnomes de Zurieb » font crédit à M. Delors, dont le budget leur apparaît d'une saine rigueur. Pourvu que ça dure!

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 24 JUIN AU 1" JUILLET (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Lime	SEU.	Franc français	Franc Suisso	D. sepek	Franc belge	Florin	Lire Italionno
New-York	1,5330	-	13,1061	47,5859	39,3855	1,9692	35,1741	8,066
	1,5465	-	13,1665	47.9386	39,5961	1,9817	35,4844	0,066
$\overline{}$	11,6967	7.63	-	362,47	300,51	15,0256	268,37	5,0731
Paris	11,7456	7,5950	-	364,09	300,73	15,0515	268.89	5,0717
	3,2269	2,1050	27,5884	-	82,9966	4,1453	74,8415	1_3990
2arich	3,2259	2,0860	27,4654	-	82,5975	4,1339	73,8537	1,3929
	3,8922	2,5390	33,2767	120,61		5	\$9,3070	1,6881
Francier;	3,5056	2,5255	33,2521	121,66	1	5,0049	89,4140	1,6864
	77,3457	59,78	6,6553	24,1235	26	ŀ	17,8614	3,3763
Drapates	78,8363	58,46	6,6438	24,1898	19,5802		17,8651	3,3696
	4,3513	2,8436	37,2619	135,05	111,57	5,5986	1	1,8902
Ameterdem	4,3686	2,8745	37,1889	135,40	111,83	5,5975	-	1,8861
	2305,63	1584	197,11	714,48	592,35	29,6179	529,91	-
	2315,88	1497.50	197,16	717,28	592,95	29,6769	530,18	
Tokyo	366,38	239	31,3243	113,53	94,1315	4,7865	84,866]	8,1589
	368,22	238,50	31,3495	114,14	94,2783	4,7183	84,2981	0,1589

A Paris, 100 years étaient cotés, le vendredi le juillet, 3,1924 F contre 3,1898 F

Marché monétaire et obligataire

Tension persistante Rica n'est réglé sur le front des taux d'intérêt mondiaux, loin de là, la plus grande incertitude conti-

la plus grande incertitude continuant à régner sur les intentions des autorités monétaires américaines. Face à une croissance de la masse monétaire qu'elles peuvent juger inquictante, vont-elles durcir leur politique, et done faire monter les taux? Tout au long de la semaine, les marchés ont souffié le chaud et le froid, au gré des déclarations officielles et des intentions supposées de ceux qui les faisaient. Ainsi, M. Paul Volcker, président de la Réserve fé-dérale, affirmait-il, mardi, qu'il n'était pas « préoccupé » par l'accélération de la reprise américaine, manière de dire qu'il s'en réjouissait et qu'il n'en redoutait pas les consé-quences sur l'inflation. Eusuite, M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, déclarait au National Press Club que le taux-de base des banques, actuellement de 10,5 %, allait fléchir sensiblement d'ici à la fin de l'année. Les milieux financiers, tourefois, accueillaient les propos de M. Regan avec scepticisme: « Dans ce domaine, il n'a jamais été un bon pronostiqueur », estimait un analyste. A vrai dire, tout le monde attend la réunion du comité de l'Open Market de la Réserve fédérale, les 12 et 13 juillet prochains, qui de-vrait définir la ligne du Fed pour les prochains mois. La masse monétaire comme les chiffres de M1 le montrent? Bien des experts en doutent et proposent de nouveaux agrégats expérimentaux, qui comportent une pondération de chacun des composants en fonction de sa disponibilité et prement en compte la vitesse de circulation de la momaie (méthode de pondération par les débits de M. Paul Spindt). Les nouvelles formules font ressortir que « la récente envolée de M1 exagère la crois-sance des disponibilités pures » et que M1 n'a pas nécessairement dé-

En tout eas, M l, qui nvait dimi-nué de 3,3 milliards de dollars pour la semaine an 15 juin, et devait, suivant les prévisions, encore diminuer pendant les deux semaines suivantes, avant de se gonfler le 6 juillet avec les remboursements d'impôts, a augmenté de 600 millions de dollars pour la semaine au 22 juin, alors que l'on prévoyait une contrac-tion de 1 à 2 milliards de dollars. Cela va encore ajouter à l'incerti-tude et, probablement, faire remon-ter le dollar la semaine prochaine,

On note enfin que, sur les mar-ehés mondiaux, vendredi soir, circulail la rumeur suivant laquelle, à l'occasion du départ do gouverneur actuel de la Banque d'Angleterre, le directeur général du Fonds moné-taire et les ministres des finances des Dix tiendraient une réunion secrète à Paris pendant le week-end, avec, comme thème, les taux d'inté-

Retour aux taux fixes

Sur le marché obligataire de Paris, le retour en faveur des émissions à taux fixe, qui se dessinait depuis une quinzaine de jours, s'est nettement confirmé cette semaine, dans l'espoir d'une reprise du processus de détente des taux d'intérêt. M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, n'a-t-il pas laissé entendre qu'il aurait de - bonnes nouvelles . sur les taux des l'antonne, et pour le début de 1984 ? Pour les entreprises, a précisé le ministre, les charges fi-nancières, calculées en pourcentage du chiffre d'affaires, baisseront

En tout cas, dès maintenant, le marché ubligataire anticipe cer

« bonnes nouvelles ». A l'émission, l'emprunt des Provinces de France (500 millions de francs à 12 ans et 14,90 %, taux inchangé) a profité de cette auticipation et se place bien. C'est encore plus net pour l'emprunt Michelin de 800 millions de francs à 11 ans et 143 jours, qui, aux yeux du marché, offre le triple avantage du taux fixe, une progressivité avec des «fenêtres» (9 % d'août 1983 à décembre 1985, 10 % de janvier 1986 à décembre 1988, 12 % de janvier 1989 à décembre 1991 et 13 % de janvier 1992 à décembre 1993) et une faculté de conversion en actions. Le prix d'émission est de 820 F, et le cours de l'action s'est mis à monter en Bourse, prenant 30 F à la veille du week-end pour coter 770 F, après sa baisse des derniers mois. L'émission CIT-Alcatel marche bien, également, ce qui n'est pas le cas pour celle de la SCREG.

Ce qui fait le bonheur des uns fail le malheur des autres : les émissions à taux variable, encore en faveur il y a quelques semaines, se placent, maintenant, très mai. Ainsi, l'emprunt Renault du 300 millions de francs en T.M.O. est peu apprécié, alors qu'une tranche de 300 millions de francs, du même émetteur, à taux révisable (T.R.O.) est bien accueillie. Dans le même secteur, Peugeot reporterait le lancement d'un emprum T.M.O. Dans la masse des coupons payables nn 1= juillet 1983, relevons les 4,5 milliards de francs de la Caisse nationale des banques et de la Caisse nationale de l'industrie, et la fixation des coupons payables au 1 janvier 1984, sur la base d'un taux de référence calculé, par la Caisse des dépôts, pour la période dn 1 janvier au 24 juin 1983, soit 13,99 %, avec un taux actuariel annuel de 14.48 %.

F. R.

Les matières premières

Hausse de l'étain - Baisse du cacao

Depuis le 1^{er} janvier, la hausse la plus importante s'est produite sur l'aluminium à Londres (+50%), suivie par le caoutchoue (+40%), le niekel (+ 30 %) et le cuivre (+ 20 %). Un seul métal, le plomb, est en perte de vitesse (- 8 %).

Aux denrées, la vedette, c'est le sucre, qui enregistre une progression de 60 %, imité dans une moindre mesure par ic cacao (+ 40 %).

MÉTAUX - Les cours du cuivre se maintiennent au-dessus de I 100 livres la tonne au Metal Exchange de Londres. L'agitation so-ciale se poursuit dans les mines péruviennes et chiliennes. Mais c'est surtout la crainte qu'une grève lontant producteur américain, au sujet du renouvellement du contrat de travail de trois ans, qui a surtout soutenu le marché. Pour la première fois depuis neuf mois, les stocks britanniques de métal se sont deganflés.

déganflés.

Reprise des cours de l'étain tant à Londres qu'à Penang, due aux achats effectués par le directeur du stock régulateur. Les disponibilités se raréfient en fin de trimestre, le quota d'exportation étant épuisé. D'ailleurs, les exportations des pays membres de l'Accord sont encore réduites depuis le 1º juillet, le quantité autorisée avant été fixée à quantité autorisée ayant été fixée à 22 000 tonnes pour le troisième trimestre. La réduction passe ainsi de 36 à 39,5%, ce qui satisfait en grande partie les principaux producteurs.

Le zinc récupère sa perte de la semaine précédente à Londres. Un accard serait sur le point d'être conclu, afin de mieux adapter en Europe la production aux besoins. Légère progression des cours de de tonnes de blé par les Etats-Unis l'aluminium à Londres. à l'U.R.S.S.

CÉRÉALES. - Effritement des cours du blé sur le marché aux grains de Chicago. La récolte mon-diale est évaluée à 480 millions de tonnes. L'accord international vient d'être prarogé paur trois ans jusqu'au 30 juin 1986. Les négocia-tions entre l'U.R.S.S. et les États-Unis reprendront les 26 et 27 juillet

DENRÉES. - Sensible baisse des cours du cacao sur les différents marchés. La récolte de seves des pays de l'Ouest africain serait bien meilleure que prévu.

Une détente s'est produite sur les cours du sucre dans l'attente de nouvelles précisions relatives à l'esen vue de la fourniture de 6 millions timation de la récolte mondiale.

LES COURS DU 1" JUILLET 1983 (Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – Londres (en sterling par tonne): cuivre (Wirebars), comptant, 1114,50 (1116,50); à trois mois, 1124,50 (1130); ètain comptant, 8800 (8635); à trois mois, 8755 (8652); piomb, 265,50 (267,50); zinc, 472 (462); aluminium, 970 (962,50); nickel, 3115 (3125); argent (en pence par once troy), 759 (795)... – New-York (en cents par livre): cuivre (premièr terme), 75,20 (76,05); argent (en dollars par once), 11,58 (12,26); platine (en dollars par once), 419,50 (441,50); ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (88,83); mercure (par bouteille de 76 lbs), 290-300 (295-305)... – Penang: 6tain (en ringgit par kilo), 30,80 (30,60). MÉTAUX. - Londres (en sterling par DENRÉES. - New-York (en cents par

TEXTILES. - New-York (en cents par livre) : coton, octobre, 77,48 (80,60) ; décembre, 78,66 (82,10). -Londres (en nouveau pence par kilo). laine (peignée à sec), 20ût, 454 (452); jute (en livres par tonne). Pakistan, White grade C, inchangé (400). – Rouhaix (en francs par kilo), laine, 44,60 (44,30).

CAOUTCHOUC. - Loudres (en livres par tonne): R.S.S. (comptant), 780-800 (765-770). - Penang (en cents des Détroits par kilo): 254-255 (252-253). DENRÉES. - New-York (en cents par lb; sauf pour le cacao, en dollars par tonne): cacao, septembre, 2175 (2317); décembre, 2136 (2361); sucre, septembre, 11,17 (11,63); cotobre, 11,41 (11,62); café, septembre, 125,19 (125,38); décembre, 125,20 (125,25). - Londres (en livres par tonne): sucre, août, 176,95 (181,50); octobre, 185,90 (189,40); café, septembre, 1635 (1629); novembre, 1613 (1605); cacao, septembre, 1549 (1610); décembre, 1574 (1638). - Paris (en francs par quintal): cacao, septembre, 1822 (1910)); décembre, 1870 (1965); café, septembre, 1930 (1933); novembre, 1925 (1939); sucre (en francs par tonne), aoât, 2355 (2423); octobre, 2400 (2510): tourteaux de soja. - Chicago (en dollars par tunne), août, 176,10 (176,20); septembre, 178 (177,50). - Londres (en livres par tonne), août, 142,50 (138,80).

CÉRÉALES. - Chicago (en cents par boisseau) : blé, septembre, 355 3/4 (359 3/4) ; décembre, 371 3/4

NDICES. - Moody's, 1049,70 (1055,40); Reuter, 1854,50 (1873,40).

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS Semaine du 27 juin au 1e juillet

La montée des Eaux

Sand the second second

INIES les inondations ? Peasez-vons ! Eparguée par le printemps pourri, la Bourse de Paris, ces derniers jours, n'a pas résisté à la moutée des Eaux (Générale des Eaux, surtout, et Lyounaise des Eaux gagnée par la contagion). Et c'est tant mieux, car avec le parfum de vacances c'est tant mieux, car avec le parfum de vacances qui flottait autour de la corbeille avec l'approche des premiers grands départs, l'activité avait sériensement décru sous les lambris. Et quand les affaires se raientissent, le marché s'essouffle. Le phénomène a bien failli se produire et ce qui est devens l'affaire avec un grand « A » (voir d'autre part) a redonné du tours à la Bourse, en début et en fin de parcours, c'est-à-dire les jours où l'effervescence atteignit son comble sur la Générale des Eanx.

La fièvre a d'abord monté tundi, quand l'action n numéro un de la distribution d'eau en France, dont la cotation dut être retardée devant l'afflux considérable de la demande, atteignit 405 F puis 415 F avant de retomber à 370,50 F (+9 %); puis une deuxième fois vendredi quand, après deux journées calmes, sur une nouvelle et forte poussée des achats, un cours de 415 F (+ 21,88 %) fut insicrit à 14h20 sous les vivats, mettant ainsi fin à deux chaudes « réservations » à la hausse, Pune à 394 F, l'autre à 415 F précisément.

On ne peut nier l'effet propulsif ainsi produit. A elle seule, la Générale des Eaux a compté pour 0,2 % un moins dans le calcul de l'indicateur instantané. On l'a bien vu le 27 juin et le 1" juillet, mais aussi mardi, lors de sa rechute à 350 F avec um record de 772 375 titres échangés pour 310,49 millions de francs. Ce jour-là, la Bourse avait baissé de 0,7 % et près de la moitié de cette

Bien sur, la Générale des Eaux n'a pas fait la pluie et le bean temps et tout le mérite d'avoir fait monter la Bourse de 1,6 % encore cette semaine ve hii revient pas entièrement, même si, par le jeu des vases communicants, sa rivale la Lyonnaise des Eaux s'est, elle anssi, senti pousser des ailes (+8.2%)

Les organismes de placement collectifs, SICAV-Monory en particulier, out également ap-porté leurs pierres à l'édifice, pas vraiment de gaieté de cœur peut-être, mais par nécessité. De

Entrera, entrera pas ? Après dix

ans de valse-hésitation, de rumeurs

et de contre-rumeurs, la jugement est tombé. Salomon se fixera en

Bourse justa avant le début de la sai-

son d'hiver 1983-1984. L'opération

devrait avoir lieu sur la second mar-

ché de Lyon durant la première quin-

l'industrie du ski, Salomon est le roi

da la fixation avec 36 % du marché

mondial. Surtout, grace à sa diversifi-

cation remarquablement réussie dans

la chaussure (ski alpin, ski de fond),

même, puisque pour l'exercice 1982-1983, achevé le 31 mars demier, ses

vantes consolidées ont bondi da

44,8 % pour atteindre 817 millions

de francs (dont 87 % hors de France

avec une implantation dans onze pays). Le seut des résultats a encore

été plus spectaculaire avec un béné-fice passé de 4,5 à 62 millions de

francs, c'est-à-dire multiplié par qua-

torze ou presque en l'espace d'une

année. On ne saurait rêver d'un meil-

leur effet de levier, et les dirigeants

de Salomon affirment que, sauf inci-

dent de parcours, les résultats de

l'exercice en cours devraient encore

marquer une très sensible progres-

Pour se développer, le société sa-

voyarde a dû emprunter en émettant

france d'obligations convertibles. Cet

appel de fonds ne modifie pas fonda-

mentalement la répartition du capital

1247 500 actions de 100 francs, soit

En supposant la conversion faite.

le P.-D.G. du groupe, M. Georges Sa-lomon, conserve le contrôle à 52 %

(au lieu de 59 %), et l'I.D.L reste le

24,75 millions de francs).

à la fin de 1982 pour 15 millions de

Ce sera une bonne recrue. Dans

zaine de novembre.

Tremplin pour Salomon

(contra 10 %). Le personnal est der-

rière (11/12 %). N'ayant pas sous-

crit, le C.C.F. arrive au quetrième rang (9 %), suivi per SIPAREX (8 %).

des actions (100 francs) sera divisée

par deux, ce qui permettra d'aug-menter le nombre de titres et d'en

mettre 54800 (10 % du capital) à la

disposition du marché. Tous les ac-

tionnaires, à cette occasion, en céde-

ront à due proportion de leurs partici-

ne pas modifier la procédure d'intro-

duction sur le second marché, les intéressés risquent une fois de plus de battre la semelle avent de réussir à

prendre pied sur ce nouveau place-

← PETIT BATEAU >

A QUITTE LE PORT

Enfin, «Petit Bateau » a pu lur-guer les amarrea. Mais ce n'u pas ées suns unal, taut les cales étaient churgées et la ligue de flottaisou passée seus Peau. Le 28 juin, jour de son introduction sur le second marché, 3,47 millions de titres out été demandés, dont 1,69 milliou en-tre 270 F et 590 F, alors que 31 464 seulement étaient disponi-

Le lendemain, 2 y avait presque

autant de moude pour embarquer : 3,69 millions de demandes, dont 2,22 millions au mieux.

Comme prêva la chambre syndi-cale a di intervenir en exigenut des acheteurs des dépôts de fonds préa-lables correspondant aux montants

lables correspondant aux montants des ordres passés, étant précisé qu'un cours ou un prix indicatif su-périeur seulement de 10 % environ à 320 F serait inscrit.

Le troisième estai u en lieu ven-dredi 1" juillet. Cette fois il a été

transformé. «Petit Bateau » a coté 353 F après que 33 800 actions en-rent été échangées, soit 6 % environ des ordres d'actats au micux ou à des limites égales ou supérioures à

La même procédure restrictive sera appliquée le 4 juillet pour per-mettre à « Petit Bateau » de ga-

353 F.

ment - A.D.

Si la chambre syndicale s'entête à

pations, sauf M. Georges Salomon.

Prochainement, la valeur nominale

fait, ils avzient jusqu'au 30 juin pour se mettre en conformité avec la réglementation sur les quotas minima d'actions françaises à détenir en portefeuille. Et comme dans bien des cas, ces quotas se trouvaient un peu en dessous des normes requises, ces grands investisseurs ont ajuste en achetant, contribuant eux aussi, soit à maintenir le marché à flot soit à le faire monter un peu comme jeudi (+ 0,5%).

A ces remises à niveau, il faut ajouter encore la A ces remises a mesau, in aux ajouer encore la réinvestissement de l'argent frais provenant des très nombreux compone encaissés ces derniers temps. Globalement, les dividendes versés sont éva-lués à pins de 12 milliards de francs.

Par ces temps de crize, qui touche même les pla-cements, la Bourse constitue une sorte de hâvre. L'on ne saurait donc s'étonner qu'une partie de ces coupons y reviennent tout unturellement (surtout quand Wail Street rassure après uvoir inquiété), de même que les fonds transférés de l'immobilier, pen à peu déserté par les investisseurs soucienx de limi-ter les réstances. ter les risques.

Aiors, les valeurs indexées sur le dollar revien nent sur le devant de la scène et la spéculation. jonent un redressement industriel plus rapide que préva, reprend doncement, sur Peugeot, par exem-ple, mais quitte les rivages de la C.S.F. en médio-cre posture. Bref, on joue la sélection et cet afflux de capitaux met donc pour l'instant le marché à l'abri du besoin. Avec le « coup » de la Générale, il explique la hansse de vendredi (plus de 1 %), appa-remment inexplicable quand le soutien des investis-seurs institutionnels manquait précisément ce jour-

Les boursiers sevent tout cela et c'est sons doute la raison pour laquelle la surcharge usise par l'Etat dans la barque des entreprises, obligées de payer plus cher encore pour renflouer l'UNEDIC, n'a guère trouvé d'écho sous les colonnes.

Fait à noter : la devise-titre a atteint vendredi son plus hant nivean historique à 9,77 F. Sa prime par rapport au dollar commercial s'est élevée à 27,7 %. Le record se situant à plus de 30 %, le franchissement de la barre des 10 F n'est pas apparu très lointain.

ANDRÉ DESSOT.

BILAN HEBDOMADAIRE

DE LA BANQUE DE FRANCE

Principeux postes aujets à variation

lan millions de france)

Au 23-06-1983

355 079

12 602

84 321

7 116 635 138

15 493

60 490

18 971

ACTIF

11 DR et CRÉANCES SUR

L'ETRANGER

Or

Disponibilités à vue à

l'étranger

bilisation des changes ...

CRÉANCES SUR LE TRE

SOR

Coaconra au Tréser

D'OPÉRATIONS DE REFI-

NANCEMENT

DE RÉSERVE A RECE-

VOIR DU FECOM

5) DIVERS

PASSIF

1) BILLETS EN CIRCULA-

DES AGENTS ÉCONOMI-

QUES ET FINANCIERS ...

Comptes courants des

à la coastitotion de

5) ECU A LIVRER AU

6) RÉSERVE DE RÉÉVALUA-

7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE

6) DIVERS

TION DES AVOIRS

PUBLICS EN OR

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Légère baisse Après une chute sensible au cours des deux premières séances — motivée par les incertitudes que continue à susciter la politique monétaire de la Réserve féla politique monétaire de la Réserve fé-dérale. — les préoccupations des bour-siers se sont atténuées à partir de mer-credi lorsqu'une légère détente des taux d'intérêt s'est manifestée sur les posi-tions hors banques, lesquelles avaient progressé de 1 % environ depuis le début du mois de mai dernier.

Pour autant, en dépit de la forte dimi-Pour antant, en deput de la forte dimi-nution de la masse monétaire un cours de la semaine achevée le 15 juin (3,2 milliards de dollars), le sentiment était qu'une hausse pourrait être annon-cée vendredi soir (ce qui s'est effective-ment produit, avec une augmentation de 600 millions de dollars de la masse mo-préssire américaire). Les mériolistes nétaire américaine). Les spécialistes constatem que ces chiffres sont encore éloignés des objectifs du « Fed ».

Finalement, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles s'est établi vendredi soir à 1 225,25, en repli de 16,43 points

	Cours 24 juin	Cours 1er juillet
Alcon A.T.T. Boeing Chase Man. Bank Du Pont de Nem Eastman Kodak Excon Ford	24 jmin 39 1/8 63 47 52 3/4 49 70 1/2 34 1/4 58 3/4	37 64 1/2 45 3/4 53 1/2 47 3/4 73 1/8 34 1 4 56 1/8
General Electric General Foods General Motors Goodyear L.B.M. L.T.T. Mobil Oil	55 1/2 44 74 3/8 33 1/4 122 3/4 41 3/4 32 1/8	54 1/2 44 7/8 72 3/4 31 7/8 121 43 1/8 31 3/8
Pfizer Schlumberger Texaco U.A.L. Inc. Union Carbide U.S. Steel Westinghouse Xerox Corp	86 1/2 54 7/8 35 1/2 39 5/8 71 1/4 25 5/8 52 3/8 48 3/2	44 3/4 54 3/4 34 7/8 39 3/4 67 7/8 24 3/4 49 1/4 47 5/8

LONDRES

Prises de bénéfices Le London Stock Exchange a repris sa marche en avant des le début de la semaine, mais des prises de bénéfices sont apparues par la suite en égard sux craintes manifestées par nombre d'opérateurs en ce qui concerne l'évolution possible des taux d'intérêt américains, Par ailleurs, les avalanches de nouvelles émissions ont également pesé sur le masché, seules on presque les pétrolières fai-sant preuve de bonnes dispositions. Indices « F.T. » : industrielles, 709,8

contre 726,1; mines 672,3; fonds d'Etat,	92,13 con),3 contre tre 82,3.
	Cours 24 juin	Cours 1º juillet
Beecham Bowater Brit. Petroleum Charter Courtaulds De Beers (*) Dunlop Free State Gedeld Glazo Gt. Univ. Stores Imp. Chemical Shell Unilever Vickers War Loan	375 233 442 301 9,38 64 49 1/4 925 546 596 770 124 36 1/4	350 222 436 390 97 9,29 64 46 3/4 885 543 594 755 116 36 1/8

FRANCFORT

(*) En dollars

En hausse La semaine a été relative en cette fin de mois de juin à la Bourse de Francfort, mais les achats de la clientèle étrangèro (américaine et du Proche-Orient) out permis à de nom-breuses valeurs allemandes d'enregistrer des gains. L'indies de la Commerzbank est passé vendredi à 957,8 contre 946,2 luit tours plus 484.

huit jours plus tot.		
	Conrs 24 juin	Cours le juillet
A.E.G. B.A.S.F. Bayer Commerzbank Deutschebank Hoechst Karstadt Manneamen Volkswagen	75,20 149,59 140,89 189,28 324 145,30 258 145,90 347,18 189,78	74,28 149,20 143,20 187,50 333,30 148,50 266 145,20 350,28 191,80

TOKYO A 9 000 yeas

Encouragé par la victoire du parti libéral-démocrate, actuellement au pou-voir, lors des élections à la Chambre hante le 26 juin dernier, le marché nip-pon s'est inscrit d'emblée en hausse dans le sillage des valeurs-vedettes et de cer-zains accueurs (pharmacentiques, mé-saux non ferreux). La hausse s'est ac-centuée, samedi matin, lorsque l'indice Nikkel Dow Jones a franchi, à un moment, la barre des 9 000 yens, marquant ainsi un record historique. Il s'est en-suite légèrement replié à 8 999,05 yens, battant toutefois le précédent record du 25 juin dernier (8 888,72), en hausse de 110,33 yeas sur la semaine précédente, tandis que l'indice général s'établissait à 662,20 (plus 1,52 point).

	Cours 24 join	Cours 1= juillet
Akai' Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Massushins Electric Missubith Heavy Sony Corp Toyota Motors	571 587 1 740 500 855 1 730 212 3 570 1 280	574 498 1 520 590 889 1 679 208 3 340 1 229

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL 02/83

Un oppel d'offres ouvert national et international est lance pour la livraison sur site, l'installation et la mise en fonctionnement des équipements de centres de Formation Professionnelle et d'Apprentissage implantés sur l'ensemble du territoire national dans les spécialités suivantes :

Plomberie sanitaire - Chauffage central - Gros œuvre - Électricité bâtiment - Menniserie ébénisterie - serrarerie forge soudure - Charpente métallique - Froid industriel - Mécanique entretien industriel - Mécanique auto diésel - Mécanique agricole - Electromécanique - Montage dépannage radio télévision - Réparation équipement électroménager - Chef de pare agricole - Dessin - Métreur gros œuvre - Conducteur chaatier - Dac-tylographie - Dactylo - Commis comptable - Aide comptable - Secrétaire de direction - Laborantin chimiste - Impression - Couture - Topographie.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls constructeurs et fabri-cants à l'exclusion des regroupeurs et autres iatermédiaires et ce confor-mément à la loi N° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les cahiers des charges sont à la disposition des soumissionnaires intéressés par le présent avis, et leur seront remis gracieusement par le se-crétariat des marchés, Direction des équipements, Ministère de la formation professionnelle, rue Farid-Zouiouèch-Kouba, Alger (ALGÉRIE).

Les offres, accompagnées des soumissions, doiveat parvenir obligatoi-rement sous double enveloppe, au Ministère de la Formation profession-nelle, Direction des Équipements, Secrétariat des marchés, rue Farid-Zouiouech-Kouba, Alger.

L'enveloppe extérieure anonyme, caehetée à la cire d'Espagne et comportant les mentions obligatoires : «Appel d'offres N° 02/83», «Confidentiel», «A ne pas ouvrir».

L'enveloppe intérieure contiendra l'offre, établie en deux (2) exem-plaires dont l'un sant prix unitaires, ainsi que la documentation technique relative aux équipements proposés.

La date limite de remise des offres est fixée à cent vingt jours (120) jours à compter de la dernière publication du présent avis.

Les sommissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 120 jours à compter de la date d'onverture des plis.

- (Publicité) --

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE **«ENAFOR»**

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Nº IN 83.20

«ENAFOR» lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de :

CINQ (5) CAMPS DE FORAGE SAHARIEN

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupeurs, représentants de firmes et autres intermédiarres et ce, conformément aux dispositions de la loi Nº 78.02 du Il février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur. les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges à ENAFOR - DÉPARTEMENT ACHATS - 1, PLACE 8IR-HAKEIM

EL-BIAR (ALGER) à partir de la date de parution du présent avis. Les soumissions, établies en six (6) exemplaires, sous douple pli

cacheté et recommandé, l'enveloppe extérienre anonyme, sans en-tête, sigle on cachet du soumissionnaire et ne comportant aucune inscription indiquant son origine, ct porter sculement la mention «APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL Nº IN 83.20 -CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR - à l'attention de M. LE CHEP DU DÉPARTEMENT ACHATS, devront parvenir au plus tard le 13 août 1983, délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée. Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE

ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE S/DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

A.P./nº 5.611.1.031.00.02

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL Nº 14/83 « S.D.M.C. »

Un uvis d'Appel d'Offres international est lancé en vue de l'acquisition de Matériels Scientifiques pour laboratoires de Pos-Graduation du Centre Universitaire de Sétif.

Les Cahiers des Charges peuvent être retirés au Siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique — Direction de l'Infrastructure et de l'Équipemont Universitaire sis, 1, rue Bachir-Attar, place du 1 . Mai, Alger.

Les Offres accompagnées des pièces réglementaires devront être essées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permetiant d'identifier le soumissionnaire, devra porter, en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche

nº 14/83 S.D.M.C. », acquisition de Matériels Scientifiques destinés an Centre Universitaire de Sétif, soumission à ne pas ouvrir. Toutes les Offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sales exigées par la Circulaire nº 21/D.G.C.I. - D.M.P. du Ministère

Scientifique, la mention survante et d'une façon très apparente « A.O.L.

de Commerce. La date limite de réception des Offres est fixée à soixante (60) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date de

that have meeting a set manufactured and administrative to Pires, an appearance of the pires, and appearance of the pires, and appearance of the pires of the pir turn tur ettait apparte par la bone tenue des pars du petrale sur la marchés du brui I ne mention particulière dont die accorder an frame français, its ferm, so som ou vieme montain entraperate, malantinent ciscaris d

barres do dottar pendam un mos

the dead the state of the bas que

Herent de résemble repli de la mon-mare américana il n'y que M. Martin I eldatem, chef de arrectier communes de la Ma-ma Markhe, pour promotones

some Maria lic. Pour Proportiques à Danie d'un stollage deux en la regionne de la Maria de la regionne de la Maria de la regionne de la Maria de la Regionne de la Regionne

k a large stering sest stabilish

fundations are realistics

mark don't to cours a encore flechi Paris, terement en desente de 3.015 here, service its mines yourse bean pour and notes and the son cours plated of Public 1 In Banque & I fable of continue a recuperer de de viscs, à un rethine medere les de with from pier de sia million & france charmet to someone se temp That is a little to the chief son b Lan, toupour, chief mar tomas on plet Pour l'instant, ive gnouse de Aurich : tout event à M. Delay donn ie baeiget feur apparait de same ref to at Pourvo due ga due!

FILANÇOIS RENARD

LES MONNAUS DU SME IN LA PLUS FORTE A LA PLUS FAIBLE mp. Start CEGES OF THE PARTY ••

A RIVER TO LIVE A Temporal de la gingly me to de-Employment of the control of Medicinal on a second At him at the country of the state STREET, STREET · Granting and the second Regulate 1921

Special state of the (SHAPET LOUIS La transfer of the Capta de Progir Beitere Bereit April 1888 April 1885 SERVICE REPORT BANK CTT (STORY) well as to be to A supplied as a Section of the section is A 5 (4) \$2 (4) 1 () g garbah."

 $i_{\rm prime} : \sigma \to X_{\rm s}$ Marks Garages Ac Opening The Truck CM !!

Walter Daniel . was a second $(\mathbf{w}_{i}^{*}(\mathbf{v})^{\pm})^{-1} = \mathbf{v}_{i}^{*}(\mathbf{v})^{\pm}$ All the Control Signification of the same The state of the $\{ \xi_{ij}(z) | x_{ij} \in \mathbb{R}^{n \times n \times n} \}$ $g(\psi(c)) (Je^{(\varphi(c))})^{-1} e^{-i\phi(c)}$

Application of the second

14.4 Been designed of Nu la president 100

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME Nhre de Val. en titres cap. (F) Générale Baux . 1 583 965 638 043 292
BSN Gerv. Dan. 30 500 68 721 175
4 1/2 1973 159 700 46 623 650
Air Liquide ... 96 045 39 058 732
Schlumberger ... 64 445 33 062 675

MARCHÉ LIB	RE DE		Terme
	24-8-83	Cours 1=-7-83	R. et obl.
Or fin (idio en berre) — (idio en liegot) —	103 300 102 950 874 414 889 841 819 821 808 410 3 905 1 946 1 325 4 285 804 675 430	103 000 102 900 873 410 687 640 630 828 808 415 4 005 1 962 1 255 4 268 781 673 440	Actions Total INDICI Franc Etrang Tendance Indice gén.

1	E VOLUM	E DES TRA	NSACTION	S (en france	1)	
	27 juin	28 juin	29 juin	30 juin	l'jui.	
Terme	388 974 197	535 641 222	224 913 448	206 129 625	345 055 196	
R. et obl.	770 754 053 149 409 380		744 021 342 215 933 570		1 074 102 010 149 418 358	
Total	1 309 137 630	1 566 946 202	1 184 868 360	1 300 122 <i>7</i> 25	1 568 575 564	
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1982)						
Franç Étrang		124,9 137,0	124,6 136,6	124,4 138,4	_	
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1982)						
Tendance .		128,7	128,2	128,9	130,2	

(base 100, 31 décembre 1982)

125,2 | 124,5 | 123,9 | 124,1 | 124,8

Ò

 La tentative de réconciliation entre M. Arafat et la Syrie. 6-7. La guerre du Tchad.

FRANCE

8. Les suites du contentieux électoral.

SOCIÉTÉ

9. La fin du congrès du SNI

CULTURE 12. En attendant le « Grand Louvre ».

RADIO-TÉLÉVISION (14) Météorologin (14); Mots croisés (12): Journal officiel (14); Carnet (14); Programmes des spectacles (13).

NOUVEAU REPORT DE LA CLOTURE DE LA VIº CNUCED

Des résultats modestes

De notre envoyé spécial

Belgrade. - La VI Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui devait s'achever dans la mit du 1º juillet, a, dans la confusion, de nouveau reporté sa cloture. Placés face à un « paquet » de résolutions, les pays industrialisés et ceux en développement auront, le 2 juillet, lors de la séance en principe finale, présenté leurs observations. Selon les réserves émises, les résultats déjà limités de la CNUCED auront été plus ou moins vidés de leur contenu.

forçait quelque peu la main et qu'ils n'avaient le choix qu'entre ces textes

parfois insatisfaisants on rien. Ser

certains points, les résolutions pré-

sentées tendent quelque peu à faire

table rase des différences entre les

positions des pays en développement et des pays industrialisés dans le but

La France n pris l'initiative d'invi-

ter ses partenaires industrialisés à

accepter globalement ce - paquet-

jugé - nous a déclaré un membre de

la délégation française - dans l'en-

Etats les plus réticents à le faire

(Etats-Unis, Canada, R.F.A.,

Grande-Bretagne) n'ont sans doute pas voulo porter la responsabilité

d'un rejet, mais selon toute hypo-thèse, ils seront des réserves lors de

Les pays en développement sont

parvenus à se déterminer dans le

courant de la nuit. Nous sommes

d'accord pour dire qu'il s'agit de ré-

sultats modestes. Néanmoins, nous

recherchons un consensus général»,

nous a déclaré un membre influent

des « 77 ». Dans chaque groupe ré-

gional (Afrique, Asie, Amérique la-

tine) se sont exprimées des réti-cences, voire des critiques, à l'égard

des résolutions, celles intéressant les

pays les moins avancés (le Monde du le juillet) étant apparemment les

GÉRARD VIRATELLE

La Société des vins de France devient

le premier distributeur dans le circuit

des cafés-hôtels-restaurants

la séance de clôture.

d'aboutir à des compromis.

Afin d'en finir avec d'intermina- le sentiment que la présidence leur bles négociations, son président, le ministre des affaires étrangères vougoslave, M. Lazar Mojsov, avait présenté vendredi matin, avec l'appui de certains ministres venus à Belgrade, un - paquet final - regroupant une quinzaine de résolutions, mais laissant de côté notamment celles sur le commerce international. Cette initiativn a eu pour effet de faire resurgir les clivages politiques

Les membres du groope des «77» – les cent vingt-cinq pays en développement – ont, en général, en semble » bon et assez conforme à ce qu'elle souhaite ». Les résolutions ont finalement été adoptées. Les

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL **EST SAIS! DU TEXTE** SUR LA DÉMOCRATISATION **DU SECTEUR PUBLIC**

Cent vingt-trois sénateurs de l'oposition ont saisi le Cooseil constitutionnel du texte de la loi relative à la démocratisation du secteur public adoptée définitivement, le 30 juin, sur l'Assemblée nationaln (le Monde do 2 juillet). Les signataires da recours constatent que le champ d'application du texte est plus vaste que celui des lois de mationalisation.

Ils estiment que l'application des règles exorbitantes du droit commun (qu'il s'agisse de la démocrarisation des conseils d'administration ou de surveillance ou qu'il s'agisse des droits nouveaux des salariés) à des sociétés dunt l'État possède plus de 50% da capital mais qui comprennent des actionnaires privés - et ceia sans verser à ces derniers la moindre indemnisation - constitue une atteinte au droit de propriété et à la liberté d'entreprendre ainsi qu'nu principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Ce dernier principe est également violé, estiment-ils, par l'exclusion, totale ou partielle, de certains établissements ou entreprises publics (dont Matra et ses filiales, seul groupe détenu intégralement par l'État à être écarté du champ d'application pour les dispositions relatives à la composition des conseils d'administration).

Les auteurs de la saisine font valoir que, pour se conformer à la Constitution, la lui aurait dû limiter son champ d'application aux établissements publics et aux seules sociétés commerciales dont l'État détient directement ou indirectement la totalité do capital.

Les députés R.P.R. ont également déposé un recours sur le même

Vendredi 1e juillet à 20 b. « Dans ebef des magazines par le P.-D.G., la grande tradition de l'audiovisuel, un départ brutal entre deux portes - : pour être stupéfaits, ven-dredi soir, les quelques journalistes de TF 1 présents dans la rédaction, n'en demeuraient pas moins lucides. Le dinosaure O.R.T.F. et ses descendants, les sociétés de programme, n'ont-elles pas érigé certaines mé-thodes en véritable mode de gouvernement? Et la valse des responsables n'a d'égale que celle de leurs supérieurs. Certains n'avaient-ils pas cru bon d'annoncer, au début de la semaine, le départ... du président de TF 1? La continuité n'est décidément pas le fort de cette chaîne, qui

Surprenante dans sa brutalité, la décision de Miebel May donne cependant l'impression d'un aboutissement logique au processus entamé des l'arrivée du président de la chaîne à l'automne 1982. En premier lien, il faut rappeler les nominations faites contre le vœu de M. Jean-Pierre Guérin autour de qui la rédaction s'était pour une fois rassemblée. M. Guérin n'avait pu choisir librement le chef du service politique, ni celui du service économique. M. Alain Denvers,

allait lui être ouvertement imposé, et les conflits permanents entre les deox bommes n'allaient guère contribuer à eréer au sein de la rédaction un climat de travail serein. Il faut rappeler aussi la méfiance de M. May à l'égard des réformes vou-lues et finalement mises en œuvre tardivement par M. Guerin, une fois acquis le fen vert de la présidence et, enfin, le manque de coordination entre l'information et les programmes, les mauvais sondages dont les deux directions se rejetaient l'une sur l'autre la responsabilité, et l'arrivée auprès du P.-D.G. de M. Jean Lanzi, en qui beaucoup ont tout de suite vu le successeur designé de M. Guerin. C'est vrai : la réforme des jour· State of the state of

No. of the

Sec. 1

· · · · · · · · · · · ·

the second second

Try Communic

đ -

Section 1

÷

- ...

The second

100

Oak Jane

•

1989

naux a décu. Reste l'émission politique « Le Cœur du débat », imposée par M. Guérin ; reste = 7 sur 7 =, qui cumule les distinctions, Reste une rédaction qui a montré, un temps, qu'elle était mobilisable. Et la déception de celui que tous reconnaissent comme un professionnel consciencieux, même s'il n'avait pas la personnalité ou le langage de ses prédécesseurs. . Il nous fout construire dans le long terme, et j'oi chaque jour l'impression d'une précarité obsolue de mo fonc-'ion -, déclarait-il nu Monde le 8 janrier dernier. - A. Co.

A partir de 1972, il devient l'envoyé spécial permanent de l'O.R.T.F. à To-kyo avant d'entrer en 1975 à An-teane 2 = , d'abord comme rédacteur en chef, présentateur du journal, puis res-ponsable successivement des journaux du week-end (1978), des après-midi de an weekend (1978), des apresentid de la chaîne (1979), puis des «Jeux du stade» (1980). C'est en octobre 1981 qu'il revient sur la première chaîne pour présenter «La maison de TF 1», avant d'être nommé, en novembre 1982, conseiller du président de la chaîne, chargé de l'antenne. l

Le Tour de France cycliste **MAILLOT JAUNE A 21 ANS**

Le Belge Eric Vanderaerden est décidément le spécialiste des prologues. Après avoir confirmé dans le Grand Prix du Midi Libre ses talents de rouleur révélés au début de la saison à l'occasion de Paris-Nice. il a gagné le 1e juillet, à Fontenaysous-Bois (Val-de-Marne), le premier test chronométré du Tour de France.

Prototype du routier puissant et véloce, le Flamand a battu Oosterbosch, le vainqueur du Petit Tour d'Amérique, de deux secondes et Vnndenbroueke, un lauréat du Grand Prix des nations, de quatre secondes, tandis que l'ancien champion de France, Régis Clère, se classait buitième et premier Français

avec un retard de dix secondes. Au cours de cet exercice contre la montre qui n'hypothèquera vraisemblablement que fort peu la suite de l'épreuve, Anderson, Zoetemelk et Roche, trois des favoris, out pris un net avantage sur Van Impe, Kuiper et Bernaudeau, qui ont concédé vingt-neuf secondes. Quant à Jimenez et Flores, les deux meilleurs représentants de l'équipe des amateurs de Colombie, ils ont perdu respectivement trente-cinq et trente-six se-condes, soit plus de six secondes par

tranche kilomètrique. Il est vrai que sur les cinq mille cinq cents mètres d'un circuit comportant de longues portions de faux plat, Vanderaerden a roulé à quarante-sept kilomètres/heure de moyenne. Cet exploit lui vaut de porter le maillot jnune. Une distinotion d'autant plus remarquable qu'il n'a que vingt et un ans et qu'il est le plus jeune coureur du peloton.

(Lire également page 11.)



722.94.94 - 745.09.19

LA CRISE DU DISQUE

Rapprochement entre Warner et Polygram

Deux des plus grandes multinatio-nales du disque, Warner Communi-cation Inc (W.C.L) et Polygram (qui regroupe Philips et Siemens), viennent d'entamer des négociations pour unir leurs efforts sur un marhe mondial en pleine récession. Ces négociations pourraient déboucher sur la création de deux sociétés communes : une société américaine où la participation de Polygram s'élèverait à 20 %, une société pour les marchés extérieurs aux Etats-Unis où W.C.I. détiendrait 50 % du capltal. Dans les deux cas, Philips scrait le principal partenaire de Warner, la société allemande Siemens diminuant peu à peu ses intérêts dans le secteur de la musique enregistrée.

Ce rapprochement intervient à un moment où le marché du disque connaît une crise sérieuse après quinze années d'expansion continue. Les ventes de 33 tours sont en ebute libre, celles des 45 tours stagnent et

LA LOI DE RÉFORME

DES CAISSES D'ÉPARGNE

A Toulon UNE MÈRE SANS

ENFANTS

De notre correspondant

une greve de la faim.

Ca jour-là, son ax-ápoux,

M. Gerard Bali, qui n déjà été in-

carceré hun jours le mois demier

pour non-représentation d'en-

fants, devait répondre à une

convocation du juge chargé de ce

dossier, M. Fortin. M. Bali ne s'est pas présente et le juga e

délivré un mandat d'amener. Les

recherches posent un problema car M. Bali, qui possèda la dou-

ble mitionalité, française et liba-

naise, a pu rejoindre in Liban

nvae ana daux anfants.

Mme Minair-Bali, qui est soute-

nue par une dizaine de femmes, a

décidé de rester sur place et da

n'interrompre sa grève de la faim

que lorsqu'elln aurait des nou-

· Baisse de l'activité du com-

merce de détail. - Le chiffre d'af-

faires du commerce de détail a

baissé de 2,2 % en mai (par rapport à avril) selon des statistiques provi-

soires de l'Institut de la statistique

(1 N.S.E.E.). En avril déjà, la dimi-

2.5% chez les détaillants de pro-

duits alimentaires et de 2,1 % ebez

les commerçants de produits non ali-

mentaires. Par rapport à mai 1982,

la progression du chiffre d'affaires

des commerçants de détail a été de

8,5 %, en légère diminution par rap-

port à la progression de l'indice gé-néral des prix (+ 9 %).

· Rééchelonnement de lo dette

extérieure du Pérou. - Le Péron

vient de signer nvec plusieurs

grandes banques internationales un

accord portant sur l'aménagement

de quelque 2.4 milliards de dullars

de sa dette extérieure et l'octroi d'un

crédit de 450 millions de dollars. Les dettes rééchelonnées ainsi que le

nouveau prêt sont remboursables en buit ans avec un délai de grâce de

nution avait été de 3 %.

des études économiques

En mai les achats ont diminué de

velles dn ses enfants. - J.-L.

EST ENTRÉE EN VIGUEUR A 101 GC « rétorme des caisse d'épargne et de prévoyance », votée définitivement par le Parlement et publice au Journal officiel du 2 juillet 1983, va mettre en œuvre un processus de refonte des structures et des activités des caisses du réseau de l'Écureuil. Ces dernières vont devenir, un peu plus qu'avant, des banjustice du 10 octobre 1982 en sa ques comme les autres : outre l'oufaveur à l'occasion d'une procévertures de comptes-chéques, déià dure de divorce. C'est pourquoi, acquise, elles vont émettre des oblielle s'est installée dequis lunci gatinos, ouvrir des comptes à terme 27 juin sur les marches du palais et mettre en place des services de tide justice de Toulon où elle fait tres, banalisant ainsi leurs activités.

Au niveau des structures, les conseils d'administration des caisses, juson'à maintenant composés de personnalités cooptées, le plus souvent parmi des notables locaux, seront, avant la fin de l'année. remplaces par deux catégories d'organismes. Les conseils consultatifs des caisses seront élus par plus de 250 000 grands électeurs, tirés au sort parmi les déposants âgés de plus

de seize ans. Les conseils d'orientation et de surveillance, désignés au scrutin pro-portionnel par les maires, les salariés et les déposants, nommeront le directeur général et les membres du directoire des caisses, dont le personnel sera doté d'un statut national

• Le congrès de la C.I.S.L. -M. Jnhn Vanderveken (Belgique) a étè réélu secrétaire général de la C.1.S.L., dont le treizieme congrès s'est acheve le 30 juin à Osln. Avant de se séparer les congressistes ont adonté de nombreuses résolutions, dont l'une affirme que . la paix au Proche-Orient ne peut être obtenue que par lo reconnaissance des droits de toutes les populations concernées . Estimant que ce texte aurait dû faire explicitement référence au · droit d'outodétermination · (pour les Palestiniens), l'U.G.T.T. tunisienne a voté contre, tandis que la

• Le Centre national des indépendonts et paysans regrette que l'U.D.F. ait décliné l'offre du R.P.R. de constituer une liste commune pour les élections européennes (le Monde du 2 juillet). Le C.N.LP. estime que - dans les circonstances actuelles, l'exigence d'unité impatiemment réclamée par l'opinion doit avoir une priorité absolue sur toute autre considération ».

ABCDEFG

la piraterie s'est fortement dévelop-pée. Le chiffre d'affaires de la divi-sion disque de Warner est passé de 85 millions de dollars en 1981 à 58,7 millions l'an dernier. Polygram a enregistré de lourdes pertes en 1980 et 1981, avec une légère amélioration l'an dernier, due en particulier au succès des disques tirés de la Fièvre du samedi soir et grease. En unissant leurs efforts, les deux

compagnies espèrent redresser leurs ventes et, surtout, accélérer la pénétration du compact disque à lecture à laser. Le succès de cette nouvelle norme dépend en effet du nombre de titres disponibles au catalogue. Rappelons que Polygram édite les marques Polydor, Mercury, Philips, Deutsche Grammophon et London W.C.I. est représenté aux Etats-Unis par les marques Warner Bros. Elektra et Atlantic et, dans le reste du monde, par W.E.A. international.

La Société des vins de France (S.V.F.), première emreprise fran-çaise pour la commercialisation des vins, rétablit progressivement une si-tuation compromise en 1981 par la cieux avant 1981, il s'est depuis rédéfaillance de son deuxième action-Toulon. - Mrne Christiann Minair-Bali, trente-cinq ans, n'a pas revu ses enfants, âgés dn cinq et dix ans, depuis le 19 février bien qu'elle en ait obtenu la garde à in sum d'une décision de

moins fortes.

naire, la société Sapvin. Avec la re-prise, annoncée le 28 juin, de deux distributeurs de vins et spiritueux dans le circuit des cafésbôtels-restaurants (C.H.R.), les Compagnons gourmets (76 millions de francs de chiffre d'affaires) et les établissements Loubert (20 millions de francs de chiffre d'affaires), la S.V.F. devient aussi le premier dis-tributeur en C.H.R. Cette opération porte à 15 % la part du chiffre d'affaires de la S.V.F. dans la vente à consommer sur place, par opposition à la vente à emporter en magasin.

La Sapvin, qui détient 41,2 % du capital, a obtenu le bénéfice du régime de la suspension provisoire des poursuites jusqu'en juillet 1984, 16-pit suffisant pour la S.V.F., qui, an cas où cela s'avérerait nécessaire, ehangera d'actionnaires. La coopé-ration viticole ou le comité économique des vins Languedoc-Roussilion (CEVILAR) se sont dans les mois

Dans les Vosges

L'USINE MONTEFIBRE

(570 SALARIÉS)

SERA FERMÉE

Montelibre-France de Saint-Nabord

(Vosges), oil travaillent cinq cent

soixante-dix salariés, n été annoncée

le vendredi la juillet à Paris aux re-

présentants des organisations syndi-

Selon ces délégués, les lettres de licenciement seraient envoyées au

personnel à partir du lundi 4 juillet.

Vendredi, au début de l'après-midi à

Saint-Nabord, quatre cent cin-

quante ouvriers ont décidé d'occu-

La société Montefibre (filialn de

la firme italienne Montedison), dont l'activité était furtement réduite de-

puis plusieurs années, avait été dis-

soute le 16 mai dernier, ce qui avait entraîné la cessation de paiement ; le

d'Eninal avait décidé la mise en li-

deux syndics avaient proposé la continuation de l'activité jusqu'au

Le numéro da « Monde «

daté 2 juillet 1983 a été tiré à 473 550 exemplaires

30 juin (le Monde du 18 mai).

juin, le tribunal de commerce

cales (C.G.T, C.F.D.T., C.G.C.).

La fermetere de l'usine

899 000 F en 1981. LE RYTHME D'AUGMENTA-TION DES DÉPENSES D'ASSURANCE-MALADIE S'EST LÉGÈREMENT ACCÉ-

salariés.

Pour la Caisse, cela est d'û princi-

veillé, en soutenant la nouvelle direction et en s'intéressant, mais pour son propre compte cette fois, au marché du vin à l'exportation vers

Il n'est dès lors pas improbable que son entrée sur ce secteur da vin réveille tout à fait son intérêt pour la S.V.F dans l'avenir. Au titre de la rationalisation, la

les Etats-Unis.

S.V.F. a lancé, en octobre 1982, une nouvelle marque de vin de table, le Bienvenu, qui regroupait Préfon-taines et Kiravi. Ses autres marques Villageoise-Margnat, Vicux-Papes et Maîtres Vignoux sont en progression alors que le marché du vin de table lui-même régresse. Ces progrès s'inscrivent dans les résultats : avec environ deux mille salariés, la S.V.F. a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs en hausse de 12,5 % et un bénéfice modeste de 1 million de francs contre

LERÉ EN MAI

Fin mai, le rythme annuel de progression des dépenses de l'assurance-maladie a été de 15,7 % contre 15,1 % fin avril, 15,4 % fin mars et 18,5 % fin décembre 1982. La tendance su ralentissement constatée depuis le début de l'année semble légérement s'inverser en mai, selon les statistiques publiées le is juillet par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs

palement à un nombre de jours ouvrés plus important en mai cette an-née qu'au même mois en 1982. Soins de santé: + 16 % en mai (contre 15.4 % en avril). Remboursements aux établissements d'hospitalisation: + 15,9 % (au lieu de 15,8 % en avril) (1). Honoraires do secteur privé: + 15,5 % (au lieu de 13,6 % le mois précédent). Prescriptions: + 15 % (contre 13,7 % en avril). Indemnisations pour arrêts de travail : + 12,3 % (contre 11,8 % le mois

(1) Dans son dernier plan d'économies en juin dernier, M. Pierre Bérégovoy sonhaitait ramezer ce taux à 14 %. juridiction administrative ».

directeur-délégué à l'information de M. Jean-Pierre Guérin. rédacteur en chef. C'est M. Jean Lanzi, actuellement conseiller du président de la en chei. C est IVI. Jean Lanzi, actuellement consenier du président de la chaîne, M. Michel May, qui lui succédera à la tête de la rédaction de TF 1. Annoucée par un communiqué peu de temps avant le journal de 20 heures, vendredi, cette décision — qui semble avoir surpris à la fois l'ensemble de la rédaction et M. Guérin his-même - doit prendre effet des le 4 inillet.

DÉMIS DE SES FONCTIONS PAR M. MICHEL MAY

M. Jean-Pierre Guérin

est remplacé par M. Jean Lanzi

à la direction de l'information de TF 1

La présidence de TF 1 a mis fin, vendredi 1" juillet, aux fonctions de

semble user prématurément nombre de ses responsables, et que les crises et les secousses n'ont guère épargné depuis le 10 mai.

nommé directement rédacteur en [Né le 8 mai 1940 à Mont-de-Marsan (Landes), licencié d'histoire et géogra-phie, diplômé du Centre d'études litté-raires appliquées, M. Jean-Pierre Guérin a commencé sa enrrière journalistique en 1969, sur la première chaîne, où il a successivement collaboré aux émissions « Face à l'événement », a Heragone = et « Vingt-Quarre Heures sur la une ». Devenu, en 1973, produc-teur sur la trussième chaîne de la pro-mière émission consecrée à la défense des consemmateurs, il est nommé en janvier 1975 rédacteur en chef adjoint de TF 1, responsable de l'émission - An fil des jours », devenue « A la bonne beure ». Passé sur la deuxième chain en 1978 et promu rédacteur en chel d'Antenne 2-Midi, il rejoint à nouveau TF 1 en octobre 1981 en qualité de ré-dacteur en chef des journaux quotidiens et succède à M. Jean-Marie Cavada à la tête de la rédaction en mars 1982. Le 30 septembre 1982, M. Michel May le confirme à ce poste en lui donnant le ti-tre de disperseur déférmé non Victoria

[Né le 11 jnnvier 1934 à Nice (Alpes-Maritimes), diplômé d'études supérieures de commerce et de l'Institut d'études politiques, M. Jean Lanzi a commencé sa carrière à la radio comme correspondant de la R.T.F. en Algéric de 1958 à 1960, puis à Paris comme journaliste à France-Inter. Entré à la télévision en 1963, il est successivemen lévision en 1963, il est successivement grand reporter au journal télévisé, responsable du service de politique étrangère de la première chaîne, producteur du magazine » Panorama », rédacteur en chef adjoint, présentateur du journal, puis rédacteur en chef en 1969.

tre de directeur délégué pour l'informa-

LE CONTENTIEUX ELECTORAL

■ L'Association des membres et anciens membres du Conseil d'État tient à rappeler que - c'est la loi qui o confié aux juges administratifs la mission de veiller à lo régularité des élections municipales nt canto-

· Lorsqu'ils statuent sur les recours des candidats ou des élec-teurs, que ce soit en confirmant les résultats du vote, en proclamant élus ceux qui auraient du l'être, ou en annulant les élections et en provoquant ainsi un nouveau scrutin, les juges administratifs sont les ga-rants du respect du suffrage universel, souligne l'association. Les tribu-naux administratifs, en première instance, et le Conseil d'État, en appel, remplissent leur mission en toute indépendance, conformément aux principes aussi traditionnels qu'essentiels du droit français. .

• PRECISION. - A propos de la grève des tribuneux administratifs, il convient de préciser que la lettre adressée au premier ministre et publiée dans le Monde du 2 juillet est signée par « un collectif de ma-gistrats membres du Syndicat de lo

Page 18 - Le Monde ● Dimanche 3 et lundi 4 juillet 1983 •••

